

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES CLASSES SOCIALES DANS LE DISCOURS LIBÉRAL
PROGRESSISTE DURANT LA GRANDE DÉPRESSION AUX ÉTATS-
UNIS : ANALYSE DE DISCOURS DE L'HEBDOMADAIRE *THE NEW*
REPUBLIC (1929-1933)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
ANNABELLE RIVARD PATOINE

SEPTEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Pour toutes les étapes de l'écriture de ce mémoire, pour leur appui dans les moments d'incertitude, d'angoisse comme d'exaltation, je souhaite remercier chaleureusement tous celles et ceux qui m'ont accompagnée dans ce processus.

Merci d'abord à mon directeur Éric Pineault, pour l'encouragement et la relecture assidue ainsi qu'à Jean-François Côté et à Annouk Bélanger, professeurs au département de sociologie de l'UQÀM, dont les commentaires ont permis la réorganisation opportune de ce mémoire. Je souhaite aussi remercier le CRSH et la Fondation UQÀM, qui, par leur soutien financier, ont rendu ce projet réalisable.

Merci ensuite à ma famille, qui a toujours su fournir le soutien dont j'avais besoin. Je vous aime. Merci à mes camarades de vie et amis de rédaction, Virginie, Mathieu, David et Claire. Merci pour vos journées de yoga, de campagne et de bunker, ce furent certainement les plus beaux épisodes de ma rédaction.

Merci aux colocataires de l'Achoppe pour vos folies. Sybille, Claude, Jo, Princesse, P.-A., Yannie, François, Maha, Joëlle, Ouss, Matthiew, Val, Princesse et Jules et Julien, j'aime vivre avec vous dans la maison des enfants perdus.

Merci aux gens de la revue Lieu Commun, au Rhizome et à la Déferle pour l'inspiration et pour la rage politique. Phil, Nadia, Christian, Nico, Karine, Amé, Denis, Mapy : vous m'avez fait découvrir plein de choses. Merci à vous et à tous les camarades de lutte et de la grève : dans la rue comme dans l'intime, ça me nourrit.

Merci aux gens du SÉtuE pour la vigueur au quotidien, vous m'inspirez!

Finalement, le dernier, mais non le moindre, merci à Michel. Soleil de mes jours, joie de mes nuits, c'est ton amour qui m'a donné envie de me dépasser.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ	v
ABSTRACT	vi
INTRODUCTION.....	1
 PREMIÈRE PARTIE: LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DES CLASSES SOCIALES AUX ÉTATS-UNIS.....	 9
 CHAPITRE 1: PROBLÉMATIQUE: CRISE ET IDENTITÉ DE CLASSE	 11
1.1 INTRODUCTION.....	11
1.2 CADRE CONCEPTUEL : IDÉOLOGIES ET DISCOURS ÉTHIQUES	12
1.3 LE PASSAGE DU DISCOURS ÉTHIQUE LIBÉRAL AU DISCOURS PROVIDENTIALISTE.....	15
1.4. MISE EN CONTEXTE DE L' APPARITION DE L' ÉTAT-PROVIDENCE	16
1.5 CRISE POLITIQUE ET CRISE DU DISCOURS ÉTHIQUE	18
1.6 LE RÔLE DE LA SPHÈRE PUBLIQUE DANS LA CONSTRUCTION DES CLASSES	21
1.7 CONCLUSION	23
 CHAPITRE II CADRE THÉORIQUE: LES CLASSES SOCIALES.....	 25
2.1 INTRODUCTION.....	25
2.2 CLASSES SOCIALES ET POSTMODERNITÉ	26
2.3 LES DIFFÉRENTS MODES DE REPRÉSENTATION DES INÉGALITÉS SELON OSSOWSKI	29
2.5 TROIS TYPES DE DÉFINITION DES CLASSES SOCIALES	32
2.7 <i>CLASSE EN SOI</i> ET <i>CLASSE POUR SOI</i>	34
2.8 L'EXCEPTIONNALISME ÉTATS-UNIEN.....	36
2.9 CONCLUSION	38
 CHAPITRE III CADRE HISTORIQUE: LE LIBÉRALISME ET LES CLASSES SOCIALES AUX ÉTATS-UNIS.....	 40
3.1 INTRODUCTION.....	40
3.2 LE LIBÉRALISME CLASSIQUE.....	41

3.3 LA COLONIE ET LES DÉBUTS DE LA RÉPUBLIQUE	48
3.4 LES DÉBUTS DU CAPITALISME INDUSTRIEL.....	52
3.5 LA GUERRE DE SÉCESSION ET LA NAISSANCE DE LA GAUCHE AMÉRICAINE	55
3.6 LA RECONSTRUCTION ET L'ÂGE DORÉ (1865-1898).....	58
3.7 L'ÈRE PROGRESSISTE (1890-1920)	61
3.8 LE LIBÉRALISME DU <i>NEW REPUBLIC</i>	65
3.9 CONCLUSION	70

DEUXIÈME PARTIE: ÉTUDE DE CAS: LES CLASSES SOCIALES DANS LE DISCOURS DU <i>NEW REPUBLIC</i> PENDANT LE MANDAT DE HERBERT HOOVER (1929-1933).....	73
--	----

CHAPITRE IV: MÉTHODOLOGIE	75
4.1 INTRODUCTION	75
4.2 OBJECTIF	75
4.3 QUESTION DE RECHERCHE	76
4.4 HYPOTHÈSES.....	76
4.5 MÉTHODE : L'ANALYSE DE DISCOURS.....	77
4.6 CONSTITUTION DU CORPUS	78

CHAPITRE V ANALYSE DE DISCOURS DU <i>NEW REPUBLIC</i>	81
5.1 INTRODUCTION	81
5.2 LES CLASSES SOCIALES SELON HERBERT CROLY	82
5.3 L'INTENSIFICATION DES CONFLITS DE CLASSE LORS DE LA GUERRE	83
5.4 LES ANNÉES FOLLES ET LE FORDISME	86
5.5 L'ÉLECTION DE HOOVER (MARS 1929)	95
5.6 LE KRACH ET LA MISE SUR PIED DU « BUSINESS GOVERNMENT » DE HOOVER.....	98
5.7 LE SOUHAIT D'UNE SOCIÉTÉ PLANIFIÉE.....	101
5.8 LE DÉSIR DE CRÉER UN NOUVEAU PARTI	103
5.9 L'ÉLECTION DE ROOSEVELT ET LA MISE EN PLACE DU PREMIER <i>NEW DEAL</i>	106
CONCLUSION	107
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	115
BIBLIOGRAPHIE DES ARTICLES DU <i>NEW REPUBLIC</i>	127

RÉSUMÉ

Ce mémoire explore la construction des identités de classe aux États-Unis à partir d'une étude de cas à propos du discours libéral progressiste pendant la Grande Dépression. Nous avons articulé cette recherche autour de l'hypothèse générale que les classes sociales se sont construites au cours de l'histoire dans l'opinion publique non seulement à travers leur rapport au travail, mais surtout à travers une construction politique des intérêts économiques.

Pour tester cette hypothèse, nous partons d'une réflexion sur les liens entre représentations sociales, crise du capitalisme et crise identitaire. Par la suite, nous faisons un recensement des différents types de définition qui existent du concept de classe sociale dans la modernité. Puis nous présentons une revue de littérature à propos du lien entre développement de l'économie, évolution du libéralisme et représentations de classes au cours de l'histoire des États-Unis. En deuxième partie, nous effectuons une étude de cas à partir d'une analyse de discours d'une trentaine d'articles du magazine libéral progressiste *The New Republic*, considéré comme le principal organe de diffusion de la pensée libérale progressiste à l'époque de la Grande Dépression. Les articles choisis s'étendent entre de 1929 à 1933, ce qui correspond au mandat de Hoover. Celui-ci débute quelques mois avant le krach et s'achève après l'élection de Roosevelt, c'est-à-dire juste avant la mise en place du *New Deal*.

Nous concluons que le facteur le plus important de constitution des *classes en soi*, dans la première moitié du XX^e siècle est le fordisme. En ce qui concerne les descriptions des *classes pour soi*, notre analyse nous oriente sur l'idée de « middle class », qui s'est forgée progressivement à partir du XVIII^e siècle aux États-Unis comme construction culturelle et identitaire. À partir de l'instauration du fordisme, cette catégorie s'étend et de définit de plus en plus comme liée à l'accès à la propriété à l'accès à la consommation plutôt qu'en fonction de la propriété. Ce faisant, pendant le mandat de Hoover, la crise de 1929 est peu mobilisée comme facteur explicatif de la formation des classes.

Mots clés : classes sociales, libéralisme, progressisme, Grande Dépression, *New Republic*.

ABSTRACT

This thesis explores the construction of class identities in the United States from a case study about the progressive liberal discourse during the Great Depression. This research is articulated around the general hypothesis that social classes were built in the history of public opinion not only through their relationship to work, but mostly through a political construction of economic interests.

To test this hypothesis, we start with a reflection on the relationship between social representations, capitalist crisis and identity crisis. Subsequently, we make a survey of different types of definitions that exist in the concept of social class in modernity. Then we present a review of literature on the relationship between economic development, development of liberalism and class representations in the history of the United States. In the second part, we conduct a case study from a discourse analysis of thirty articles of the progressive liberal magazine *The New Republic*, considered the primary vehicle for disseminating the progressive liberal thinking at the time of the Great Depression. Reviewed articles were published between 1929 and 1933, which corresponds to the mandate of Hoover. This begins a few months before the crash and ends after the election of Roosevelt, and precedes the introduction of the New Deal.

We conclude that the most important factor in building "class in itself", in the first half of the twentieth century is definitely Fordism. Regarding "class for itself", our analysis focuses us on the idea of "middle class" that has developed gradually from the eighteenth century in the United States as a cultural identity. From the introduction of Fordism, this category extends and defines more as related to the ownership of access to consumption rather than the property. In doing so, during the tenure of Hoover, the 1929 crisis is not mobilized primarily as an explanatory factor for class formation.

Keywords: class, liberalism, progressivism, Great Depression, New Republic.

INTRODUCTION

Le contexte actuel d'insécurité économique, suivant la crise financière amorcée en 2007, ravive l'intérêt pour la période de la Grande Dépression aux États-Unis. Plus de trente ans après la première amorce de ce qu'on a appelé « la crise de l'État-providence¹ », les politiques d'austérité rappellent aujourd'hui encore l'idée d'Habermas selon laquelle que « les évolutions sociales continuent à “se dérouler de façon contradictoire” ou par crises, même dans le capitalisme réglé de façon étatique² »

Ce faisant, la période débutant par le krach boursier du 24 octobre 1929 agit dans la mémoire collective comme l'archétype de la faillite du capitalisme, et l'on s'y rapporte lors de chaque soubresaut économique subséquent pour y puiser des solutions politiques. Par exemple, le débat sur les moyens de la reprise entre Barack Obama et Mitt Romney lors de la campagne présidentielle de 2012 fait revivre d'une certaine façon les conflits politiques et théoriques des années 1930. De ce fait, pour répondre aux marasmes actuels, plusieurs commentateurs et commentatrices

¹ Annie Plourde définit la crise de l'État-providence comme « l'affaiblissement et la restructuration — plus ou moins radicaux — du système public de protection sociale ». Voir Annie Plourde, « Le marxisme dialectique face aux grands courants d'analyse en sciences sociales : une critique des analyses positivistes et post-modernistes de la crise de l'État-providence », Mémoire de maîtrise en sciences politiques, Université du Québec à Montréal, Montréal. 2008, p.1.

² Jürgen Habermas, *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris : Payot & Rivages, 2012 [1973], p. 12.

appellent désormais de leurs vœux à un nouveau pacte social qui réanimerait l'État-providence à la manière du *New Deal*³. D'autres, comme Chris Hedges, déplorent la mort d'une pensée libérale progressiste qui saurait faire la part des choses entre la posture révolutionnaire et l'État corrompu⁴. La gauche radicale, quant à elle, s'inspire de l'histoire des groupes socialistes, communistes ou anarchistes, et demeure sceptique des rapports d'alliance que peut entretenir le peuple vis-à-vis de l'État au sein du capitalisme avancé. Pour Hardt et Negri, par exemple, l'intégration par l'État des revendications ouvrières dans son programme de relance économique ne constitue pas en tant que telle une fin à l'exploitation, mais bien une exaction plus pernicieuse qui ne permet pas d'établir des mécanismes de contre-pouvoir⁵.

Ce qui est ici en jeu, c'est la construction par le discours d'une communauté politique opérante. Par exemple, la croissance du capitalisme est-elle bénéfique ou non pour les travailleurs et les travailleuses? Qu'en est-il de la relance de l'économie par la subvention des grandes entreprises?

Pour trancher ces débats, l'idée de conscience de classes a opéré comme fondement de l'action politique au sein de la société industrielle⁶. S'il est vrai que ce concept a connu diverses remises en question, particulièrement dans la sociologie

³ Voir par exemple l'historien radical Howard Zinn, dans son livre exprimant ses déceptions par rapport au président américain : Howard Zinn, *La mentalité américaine : au-delà de Barack Obama*, Montréal, Lux, 2009.

⁴ Chris Hedges, *La mort de l'élite progressiste*, Montréal, Lux, 2012.

⁵ Voir Michael Hardt et Antonio Negri, *The Labor of Dyonisos : A Critique of the State Form*, Minneapolis, University of Minnesota, 2003.

⁶ Cette idée a été développée par Julia Posca, « "À chacun selon ses besoins", la production de l'identité salariale dans le régime fordiste nord-américain ». Mémoire de maîtrise en sociologie. Université du Québec à Montréal, Montréal, 2011.

états-unienne⁷, il semble aujourd'hui particulièrement inapproprié, en raison d'une triple rupture, d'ordre économique et politique d'abord, au point de vue épistémologique dans les théories postmodernes⁸. Pourtant, il semble aujourd'hui réapparaître pour aborder les enjeux d'actualité, tout en ayant de la difficulté à s'articuler de manière cohérente et consensuelle.

Nous avons articulé cette recherche autour de la prémisse que les classes sociales se sont bâties dans l'opinion publique au cours de l'histoire non seulement à travers leur rapport au travail, mais surtout à travers les descriptions à caractère normatif des intérêts économiques. Au sein de ces constructions sociales intersubjectives, les médias jouent un rôle de choix. Ils polarisent l'opinion publique, influencent les politiques étatiques et les rapports de classe eux-mêmes, qui existent en grande partie à cause de leurs représentations. Nous nous intéresserons donc à la manière dont le discours libéral de chaque époque, tout en faisant référence à des conceptions classiques du libéralisme, les réactualise sans cesse en regard des problématiques économiques du jour.

Ce mémoire cherchera d'abord à comprendre comment se sont construites les identités de classe aux États-Unis dans le discours éthique libéral, de la fondation jusqu'à la crise de 1929. Nous avons choisi de traiter du libéralisme et de ses transformations, car il constitue le discours principal et dominant dans toute l'histoire états-unienne. Plus précisément, nous souhaitons ainsi approfondir le débat existant

⁷ À l'instar de Larry Portis, nous avons choisi de préférer les termes « états-uniens » et « états-unienne » pour qualifier ce qui était relatif spécifiquement aux États-Unis, en se gardant l'emploi des qualificatifs « américain » et « américaine » pour ce qui concerne le continent en entier. Voir Larry Portis. *Histoire du fascisme aux États-Unis*. Région parisienne : CNT, 2008.

⁸ Voir Geoff Eley et Keith Nield, *The Future of Class in History: What's Left of the Social?*, Ann Harbor: The University of Michigan Press, 2007.

depuis quelques années sur les origines du passage d'un discours idéologique libéral de légitimation au sein de l'État à un discours providentialiste.

Nous voulons contribuer à cette discussion en faisant ressortir les éléments culturels et symboliques prédominants à la veille de l'instauration du *New Deal*. Pour ce faire, nous mènerons une étude de cas à partir du discours libéral progressiste pendant la Grande Dépression, un courant qui a été particulièrement influent pour la constitution des politiques publiques qui marquent le début de l'État-Providence aux États-Unis⁹. Pour le dire comme Beauchemin, Bourque et Duchastel, nous nous intéresserons à l'évolution des discours en présence qui justifient un ensemble de règles sociales et leurs liens avec les relations de pouvoir entre les dominants et les dominés dans la société, particulièrement en ce qui concerne les représentations des classes sociales¹⁰.

Pour ce faire, nous effectuerons une étude de cas à partir d'une analyse de discours du magazine libéral progressiste *The New Republic*, considéré comme le principal organe de diffusion de la pensée libérale progressiste à l'époque de la Grande Dépression¹¹. Nous avons choisi de traiter d'un magazine politique comme objet empirique pour l'étude des mentalités, car nous considérons qu'il en constitue un vecteur important. Comme le note avec justesse l'historien Richard Pells : « To considerable degree, the mind of the twentieth-century America is best revealed in the nation's magazines, for these supply the most immediate record of the debates

⁹ Catherine Audard, « Le nouveau libéralisme », *Alternatives économiques*, 2009, vol. 4, no 44, p.15-16.

¹⁰ Jacques Beauchemin et al.. « Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale ». *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, 1995, p.17. Pour plus de détails sur ces concepts, voir la section 1.3, p.12.

¹¹ *Ibid.*, p.15.

and tensions that have swept the intellectual community¹² ». Nous pouvons aussi affirmer que cette publication occupe une place privilégiée dans le champ médiatique. Pour Richard Pells, il s'agit du périodique le plus influent des années 1930¹³. Pour Catherine Audard, il doit être considéré comme une influence majeure du mouvement progressiste états-unien¹⁴.

Fondé en 1913 par Walter Lippmann, Herbert Croly et Walter Weyl, à partir de l'engouement créé par le livre *The Promise of American Life* d'Herbert Croly, le *New Republic* a été publié de façon continue de 1914 à aujourd'hui. Il couvre les sujets à la fois littéraires¹⁵ et politiques. Il y paraît des contributions intellectuelles des grands penseurs dans plusieurs domaines, tels que John Maynard Keynes en ce qui concerne l'économie ou du philosophe John Dewey en ce qui concerne l'éducation.

Dès sa création, le projet intellectuel du *New Republic* s'inscrit dans l'idéal de débat et du critère de publicité démocratique promue par le libéralisme classique. En effet, cet hebdomadaire est né avec l'idée de faire partie d'une communauté intellectuelle forte avec la conviction que c'est à partir du débat que naîtra le bien-être

¹² Richard H. Pells, *Radical Visions & American Dreams: Culture and Social Thought in the Depression*, New York: Harper & Row, 1984 [1973], p.395.

¹³ Pells, p.395.

¹⁴ Audard, p.8.

¹⁵ Il rejoint en ce sens les débats des « New York intellectuals », qui sont en fait une constellation de critiques littéraires et politiques qui se sont rassemblés autour de la section new yorkaise du John Reed Club au début des années 1930, qui ont créé successivement plusieurs revues et dont la publication majeure est probablement *The Partisan Review*. Beaucoup de membres des « New York Intellectuals » ont contribué de près ou de loin au *New Republic*. Voir Alain M. Wahl, *The New York Intellectuals: The Rise and Decline of the Anti-Stalinist Left from the 1930s to the 1980s*, The University of North Carolina Press, Capter Hill/London, 1987.

général¹⁶. C'est aussi en conformité avec cette idée que le *New Republic*, et c'est tout à son honneur, a tenu à rester indépendant des grands consortiums de médias, alors très hégémoniques¹⁷.

De plus, ce magazine est constamment en dialogue avec les franges plus radicales du débat public, par exemple en ce qui concerne ses débats avec *The Modern Quarterly*, que *The New Republic* cite comme étant « the organ of the American revolutionary socialist intellectuals¹⁸ », ou bien son dialogue avec Michael Gold, l'éditeur fondateur du *New Masses*, une publication révolutionnaire en faveur des politiques de l'Union Soviétique. Ces débats permettent notamment d'illustrer les différences qui existent entre les idées politiques libérales et celles des socialistes et communistes révolutionnaires. Nous considérons par conséquent que cet hebdomadaire permettra de constituer un portrait vivant des débats qui se sont déroulés dans la sphère publique de l'époque.

Plus spécifiquement, notre analyse tentera d'éclaircir les questions suivantes : quelles représentations de classes le *New Republic* commente-t-il et diffuse-t-il ? Est-ce que les identités de classe ont été transformées dans les représentations libérales pendant la crise économique avant même la mise en place du *New Deal*? Les classes sociales sont-elles déstructurées par la Grande Dépression? Quels types de représentations des classes sociales sont-ils proposés? S'agit-il de représentations qui reflètent des relations de pouvoir, de culture ou de production?

¹⁶ Bruce Bliven. « Herbert Croly and Journalism », *New Republic*, vol. 63, no 815, 16 juillet 1930, p.258.

¹⁷ Portis, p.75.

¹⁸ « Constructive Class-Consciousness ». *New Republic*. 2 novembre 1927, vol. 52, no 675, p. 300-302. Notons ici que beaucoup d'éditoriaux du *New Republic* ne sont pas signés.

Nous examinerons aussi le rapport normatif des libéraux par rapport à la polarisation des classes sociales et à la lutte de classe. Le mécanisme de légitimation du capitalisme (et de l'ordre social en général) est-il ébranlé dans le discours libéral par la pire crise économique qu'a connue l'Amérique ? Les classes tendent-elles à se polariser (dans leurs représentations) ou bien les communautés d'intérêts se déclinent-elles en fractions d'une plus grande complexité?

Afin de répondre à ces questions, nous nous concentrerons sur les schèmes narratifs qui se répètent à propos des classes sociales. Les opinions du *New Republic* seront ainsi traitées comme un discours en soi qui fixe les limites des opinions acceptables, limites incarnées par la politique éditoriale.

La première partie du mémoire sera consacrée à une discussion théorique et à une revue de littérature sur la construction historique des classes aux États-Unis. Le chapitre I abordera la problématique du mémoire, soit les liens qui existent entre les représentations sociales, les discours éthiques et les crises de l'économie. Le chapitre II, soit le cadre théorique, situera le concept de classe sociale et abordera différentes acceptions et débats théoriques concernant cette notion. Par la suite, nous présenterons au troisième chapitre le cadre historique du développement du discours libéral parallèlement à la construction des classes sociales dans l'histoire états-unienne.

La deuxième partie du mémoire sera consacrée à une étude de cas de l'utilisation des catégories de classe lors de la Grande Dépression au sein du journal d'opinion politique le *New Republic* pendant les quatre premières années de la Grande Dépression. Le chapitre IV présentera la méthodologie, particulièrement les questions de recherche et les hypothèses reliées à l'étude de cas. Le chapitre V traitera des résultats de l'enquête, soit les descriptions des classes sociales rendues par le magazine, particulièrement son commentaire sur leur évolution et leur polarisation de la Première Guerre mondiale à l'élection de Roosevelt. Cette partie

s'appuie sur la lecture de trente-deux d'articles publiés dans le magazine *New Republic* de 1929 à 1933, c'est-à-dire pendant le mandat de Hoover. Le krach économique survient en octobre 1929 et 1933 est l'année de l'élection de Roosevelt et celle de la mise en place de la première phase du *New Deal*. Nous considérons donc que ces archives sont à même de nous renseigner sur le climat politique entourant la mise en place de l'État-providence. L'analyse des résultats à propos de l'usage du concept de classe sociale par l'hebdomadaire en termes descriptifs et normatifs sera présentée en conclusion.

Une des limites certaine de ce mémoire est qu'en s'intéressant seulement au discours libéral progressiste, il ne permet pas pour autant de rendre compte de l'amplitude des idéologies politiques présentent dans l'espace public durant la Grande Dépression, notamment les contributions des socialistes, des communistes et des anarchistes. Ainsi, le discours que nous aborderons est situé et non l'ensemble des représentations sociales d'une époque. En effet, les éditoriaux du *New Republic* transmettent l'opinion d'une élite intellectuelle, urbaine, new-yorkaise, éduquée, blanche, de profession libérale, et très majoritairement masculine. Ce faisant, on s'étonnera peut-être par moment que le texte ne soit pas toujours féminisé, particulièrement en ce qui concerne les commentaires à propos des archives. Ce choix a été fait dans le but de respecter le texte original, qui ne mentionne qu'occasionnellement la présence des femmes. Le fait par exemple de parler « des travailleurs et des travailleuses » de telle ou telle industrie relève dans ce cas de la pure spéculation, étant donné que l'équité au travail est loin d'être une réalité pendant la Grande Dépression. On demandera donc aux lectrices et aux lecteurs de faire preuve d'indulgence dans ces cas de figure.

PREMIÈRE PARTIE

LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DES CLASSES
SOCIALES AUX ÉTATS-UNIS

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE : CRISE ET IDENTITÉ DE CLASSE

1.1 Introduction

Le moment de la Grande Dépression constitue un moment de transition entre deux types de discours éthique, soit du libéralisme au providentialisme¹⁹. Afin de situer les transformations du discours et des représentations qui s'établissent pendant la période étudiée, nous allons d'abord opérer quelques clarifications en ce qui a trait à la production de l'éthique sociale dans la modernité.

Conséquemment, ce chapitre a comme objectif de présenter la problématique du mémoire. Pour ce faire, nous traiterons d'abord du cadre conceptuel en situant les concepts d'idéologie et de discours éthique, tels que décrits par Jacques Beauchemin, Gilles Bourque et Jules Duchastel (section 1.2). En deuxième lieu, nous situerons le passage du discours éthique libéral au discours éthique providentialiste (section 1.3).

¹⁹ Jacques Beauchemin. « Transformations du discours éthique au sein des sociétés engagées dans le passage au néo-libéralisme », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol 34, no 4 (novembre), 1997, p. 369-383.

En troisième temps, nous mentionnerons la contribution principale de ce mémoire à l'état des connaissances, c'est-à-dire favoriser la mise en contexte de l'apparition de l'État-providence (section 1.4). Pour ce faire, nous contribuerons à montrer comment les crises économiques se transforment en crises politiques en ébranlant les mécanismes de légitimation du capitalisme. Nous traiterons ainsi du rôle spécifique de la crise dans la déstructuration identitaire, en prenant le modèle, employé à plusieurs reprises historiquement, de la tragédie antique. (section 1.5). Puis, nous discuterons du rôle de la sphère publique et des médias dans l'élaboration des identités collectives, particulièrement des identités de classe (section 1.6).

1.2 Cadre conceptuel : idéologies et discours éthiques

Pour aborder les transformations du discours éthique étatique de sa forme libérale à sa forme providentialiste, nous aurons d'abord recours au concept d'idéologie tel qu'employé dans l'article « Texte, discours et idéologie(s) »²⁰, de Bourque et Duchastel. Ces auteurs précisent trois acceptions du terme²¹. Il existe d'abord selon eux un sens général qui signifie la matrice culturelle, globale et universalisée, d'une culture en particulier. En second lieu, le terme d'idéologie renvoie à la forme spécifique de fondement de l'ordre social propre à la modernité, par opposition au mythe dans les sociétés dites archaïques et la religion dans les sociétés traditionnelles. Dans sa troisième acception, l'idéologie, au sens restreint, désigne les idéologies politiques particulières présentes dans la modernité, qui

²⁰ Gilles Bourque et Jules Duchastel. « Texte, discours et idéologie(s) ». *Revue belge de philosophie et d'histoire*, Tome 73, fasc.3, 1995, p.605-619.

²¹ Ce faisant, notons que ces auteurs écartent la définition marxiste de l'idéologie en tant que « fausse conscience ».

agissent en tant que vecteurs de sens et d'orientation politique du monde, par exemple le libéralisme, le socialisme ou le communisme.

Dans sa deuxième acception, l'emploi du terme idéologie fait référence à l'idée d'autodétermination et de réflexivité qui caractérise le passage à la modernité par rapport aux autres modes de signification propres aux sociétés traditionnelles. En effet, l'idéologie moderne ne fait référence à aucune forme de transcendance en ce qui a trait à la production de la société et à la légitimation du pouvoir. La religion continue d'exister, mais dans la sphère privée. C'est dans ce contexte que le discours à portée éthique devient nécessaire pour l'orientation de l'action²².

C'est aussi cette désacralisation, ou ce désenchantement, de la société qui va permettre, selon Polanyi, la différenciation des différentes sphères sociales²³. Les orientations normatives de la société sont désormais restreintes à des débats au sein de la sphère politique. Ce faisant, ce sont les discours à portée éthique qui agissent en tant que vecteur des modes de régulation sociale ainsi que principale forme légitimation du pouvoir²⁴. Les discours éthiques libéral et providentialisme, tout comme le socialisme et le communisme, en tant qu'idéologies restreintes (dans la troisième acception du terme), sont nés dans ce contexte²⁵.

²² Guillaume Fradette. « Analyse de contenu appliquée au discours éthique néolibéral émanant du journal économique Les Affaires (1985-1998) ». Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal : Montréal, 2000, p.14.

²³ Karl Polanyi. *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris : Gallimard, 1983.

²⁴ Fradette, p.14.

²⁵ Pierre Manent. *Histoire intellectuelle du libéralisme*. Paris : Calmann-Lévy, [1987] 2012.

Qu'est-ce qu'un discours éthique? Pour Jacques Beauchemin :

Le discours éthique contribue à la représentation de l'insertion de l'individu dans la société du double point de vue d'un rapport à lui-même [...] et de son rapport à la société dans le cadre d'un discours disciplinaire voué à la reproduction de l'ordre social. Il produit la disciplinarisation des acteurs par l'inculcation d'un ensemble de valeurs à porté normative.²⁶

Nous pouvons aussi reprendre, à l'instar de Beauchemin, la distinction de Ricoeur entre éthique et morale :

du côté de l'éthique se trouve « l'intention », c'est-à-dire le désir de vivre le monde comme rencontre, comme lieu d'intersubjectivité, alors que du côté de la morale se trouvent les normes qui traduisent cette intention. Ces balises posent donc d'un côté une intention et de l'autre la règle, la loi et le code, ou, si l'on veut, les valeurs érigées en institutions.²⁷

Le discours éthique est donc fortement lié à la fois à un désir de déterminer la société et à un mode de discipline intériorisée pour l'individu. Pour Beauchemin, l'analyse d'un discours éthique en particulier demande la considération des contradictions entre les trois formes d'institutionnalisation²⁸ dans la modernité, soit l'institutionnalisation économique (le mode d'encadrement ou de non-intervention de l'État dans l'économie); l'institutionnalisation politique (le rapport entre les sphères privées et publiques, le droit, etc.) et l'institutionnalisation de la culture (le discours identitaire,

²⁶ Beauchemin. « Transformations du discours éthique », p.377.

²⁷ Jacques Beauchemin, « Les formes de l'État et la production de l'éthique sociale dans la perspective de sociologie politique », *Politique et Sociétés*, vol. 16, no 2, 1997, p.69-70.

²⁸ Martine d'Amours définit l'institutionnalisation comme « un processus de définition et de codification des règles, produit de compromis entre les acteurs, et qui inclue [sic] le financement, les conditions de développement, les règles de participation, les principes de démocratisation, les formes des ententes partenariales, les politiques sociales, etc. ». Voir Martine d'Amour, « Procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec », *Cahiers du LAREPPS*, no 99-05, 1999, p.3.

les formes de solidarité ou d'individualisme, etc.)²⁹. Ce faisant, comme on le verra au chapitre III, c'est le libéralisme qui a joué le rôle de discours éthique hégémonique aux États-Unis depuis l'acte même de la Constitution jusqu'à la Grande-Dépression.

1.3 Le passage du discours éthique libéral au discours providentialiste

Pour Beauchemin, Bourque et Duchastel, les transformations de la forme étatique, de sa forme libérale à sa forme providentialiste et de sa forme providentialiste à néolibérale, peuvent être analysés selon, au moins, les cinq champs d'analyse suivants :

[...] la régulation économique (les règles se rapportant aux transformations de l'économie de marché et du mode de production capitaliste); la régulation sociale (les règles présidant à la gestion des rapports sociaux: la pauvreté, la santé, l'éducation); la régulation culturelle (par exemple, la vie quotidienne et le système des beaux arts); la légitimation (le discours et les idéologies que suppose l'établissement de cet ensemble de règles); et, enfin, le bloc social (les relations entre les forces sociales dominantes et dominées qui fondent l'institutionnalisation des rapports sociaux sur la base d'une modalité particulière de la régulation politique)³⁰.

Pour illustrer le changement de paradigme qu'est le passage du discours éthique libéral au discours providentialiste, Beauchemin caractérise entre autres ces deux discours au niveau de la régulation économique et de la régulation sociale. Au point de vue économique, « la régulation libérale s'organise sous la dominance du libre marché, alors que la société providentialiste qui lui succédera tendra à circonscrire les effets de ce dernier par l'établissement de mesures de soutien de la demande effective³¹ », notamment par le recours aux politiques keynésiennes, dont le *New Deal* constitue l'application directe. Au point de vue de la régulation sociale, alors

²⁹ Beauchemin, « Les formes de l'État », p.68.

³⁰ Beauchemin et al.. « Du providentialisme au néolibéralisme », p.17.

³¹ Beauchemin. « Transformations du discours éthique », p.376.

que le libéralisme comptait sur une stricte séparation de la sphère publique et de la sphère privé, le discours éthique providentialiste met l'accent sur l'importance de l'investissement de l'État dans toutes les sphères sociales et il se conçoit donc en tant qu'agent principal de régulation des rapports sociaux. Pour notre part, en s'intéressant aux représentations véhiculées par le libéralisme progressiste, qui constitue en quelque sorte le point tournant entre la pensée éthique libérale et la pensée éthique providentialiste, nous nous intéresserons au champ de la légitimation et du bloc social, c'est-à-dire à l'évolution des discours en présence qui justifient un ensemble de règles sociales et son lien avec les relations de pouvoir entre les dominants et les dominés dans la société. L'intérêt pour ces deux champs d'analyse semble avoir été négligé dans les récents concernant la mise en place de l'État-providence.

1.4. Mise en contexte de l'apparition de l'État-providence

L'apport principal de ce mémoire à la connaissance est sa contribution au débat existant depuis quelques années pour déterminer les rôles et l'influence de différents facteurs dans la constitution du *New Deal*. Par exemple, des auteurs tels que Theda Skocpol et Edwin Amenta, du courant de l'institutionnalisme historique³², insistent sur le rôle de la balance de pouvoir entre les partis politiques et des contraintes institutionnelles dans l'élaboration des politiques publiques³³. D'autres

³² Proche du courant positiviste en science politique, le néo-institutionnalisme est aujourd'hui l'approche dominante en sciences sociales en ce qui concerne l'analyse de l'État-providence. Voir Plourde, p.7.

³³ Voir Theda Skocpol et Edwin Amenta, « Did Capitalists Shape Social Security », *American Sociological Review*, 1985, vol. 50, no 4, (août), p.572-575.

auteurs, tels que Quadagno, mettent entre autres l'accent sur la pression de l'agitation ainsi que des milieux ouvriers ou capitalistes³⁴.

Le sociologue Robert Biggert critique ces deux modèles explicatifs et montre qu'ils ne peuvent servir que partiellement. Il observe en effet que ces deux types d'explication fonctionnent mieux pour la période précédant la Deuxième Guerre mondiale que pour la période postérieure³⁵. Ce faisant, il met l'accent sur l'interdépendance entre les mouvements de création des politiques publiques et les revendications politiques de masse³⁶. Il déplore aussi que l'influence des opinions politiques n'est que très peu pris en compte pour l'analyse du processus décisionnel. En effet, comme le constate Daniel Béland, l'institutionnalisme historique, malgré son influence grandissante au sein de la science politique américaine, « s'avère généralement incapable de rendre compte de la teneur spécifique des choix techniques et idéologiques qui façonnent les politiques sociales³⁷ ». Pour remédier à ce problème, il propose d'étudier « les paradigmes véhiculés par les réformateurs, les experts et la classe politique³⁸ ». Pour lui, ce genre d'étude pourra contribuer à comprendre les liens qui existent entre les trois « I », soit « les idées, les intérêts et les

³⁴ Jill Quadagno. « Two Models of Welfare State Development: Reply to Skocpol and Amenta », *American Sociological Review*, vol. 50, 1985, p.575-577.

³⁵ Robert Biggert, « Why Labor Wins, Why Labor Loses : A Test of Two Theories », *The Sociological Quarterly*, 1997, vol. 38, no 1, (hiver), p.205-224.

³⁶ *Ibid.*, p.219.

³⁷ Daniel Béland, « Néo-institutionnalisme historique et politiques sociales : une perspective sociologique », *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 3, 2002, p. 21-39.

³⁸ *Ibid.*, p.22.

institutions³⁹ ». D'autres auteurs, tel que Brian Steensland ont aussi mis l'accent sur l'importance des catégories culturelles dans la formation de l'État-providence :

« There is considerable evidence that cultural categories of worth are central to the ideological foundation of the American welfare state. However, existing perspectives on U.S. welfare policy development grant little explanatory power to the role of culture.⁴⁰ »

C'est donc dans l'espoir de contribuer à une meilleure compréhension du rôle des idées et des représentations sociales qui ont présidé au changement de paradigme qui commence à s'opérer dans les années 1930 que ce mémoire se concentrera sur la pensée sociale progressiste qui est véhiculée dans la sphère médiatique pendant la période de la plus grande crise de l'histoire des États-Unis.

1.5 Crise politique et crise du discours éthique

Le passage d'une forme de discours éthique à une autre est le produit de crises politiques et de crises de légitimation de la forme précédente de régulation. Ainsi, la crise des années 1930 constitue une telle transition, en entraînant avec elle une crise sociale et politique majeure. Pour définir le concept de crise, nous nous référerons à Habermas qui l'associe à la perte de pouvoir d'action que subit le sujet qui la vit : « [n]ous associons aux crises la représentation d'une puissance objective qui dépouille un sujet d'une partie de la souveraineté qui lui revient normalement⁴¹ ». Les crises déconstruisent ainsi les formations identitaires et la structure des personnalités.

³⁹ *Ibid.*, p. 22.

⁴⁰ Brian Steensland, « Cultural Categories and the American Welfare State: The Case of Guaranteed Income Policy », *American Journal of Sociology*, vol. 111, no. 5, 2006, p. 1273.

⁴¹ Habermas, p.12.

Cette définition permet à Habermas de dire que la crise a un aspect normatif : sa résolution implique nécessairement « une libération du sujet qui y est impliqué⁴² ».

Le modèle de la crise a d'abord été celui de la tragédie antique pour la philosophie de l'histoire du XVIII^e siècle jusqu'aux théories évolutionnistes du XIX^e siècle⁴³. C'est aussi le modèle qui est mis de l'avant par Habermas. Ainsi dans l'esthétique classique, au-delà d'un simple effet extérieur, la crise renvoie à une situation qui exerce une pression psychologique chez les sujets concernés. Cette tension vient s'exercer en raison des contradictions qui existent dans la structure comportementale de l'individu par rapport aux contraintes extérieures qui lui sont imposées, ce qui entraîne un conflit dans l'action, à l'issue généralement catastrophique⁴⁴.

C'est Karl Marx, le premier, qui tente de constituer une théorie sociologique des crises historiques systématiques. Il conserve du modèle de la tragédie antique l'idée que toute crise est le fait de contradictions sous-jacentes et que précisément la crise dévoile ces rapports sociaux contradictoires. Ce faisant, sa théorie met l'accent sur les causes des crises qui sont intrinsèques au système économique capitaliste, par exemple la dynamique de surproduction qui soumet systématiquement le système capitaliste à des crises périodiques.

De plus, les crises financières existent en grande partie à cause de leurs représentations, et ces représentations prennent essentiellement une forme discursive. Ainsi, Habermas, contrairement à Marx, considère que les crises sociales

⁴² *Ibid.*, p.12.

⁴³ *Ibid.*, p.13

⁴⁴ *Ibid.*, p.12

correspondent d'abord à un déficit d'intégration du système : « Les crises naissent lorsque la structure d'un système social affronté à un problème admet moins de possibilités de solutions que le système n'en réclame pour se maintenir⁴⁵ ». Nous pouvons considérer que les tentatives d'intégration des systèmes pour répondre à une crise se réalisent dans la modernité entre autres par une transformation du discours politique concernant la forme étatique, particulièrement en ce qui concerne les discours à portée éthique. Ainsi, on peut dire, avec Habermas, que ces dernières contribuent à l'ébranlement des mécanismes de légitimation du capitalisme⁴⁶.

Encore pour cet aspect, la Grande Dépression joue le rôle de parangon. En effet, selon l'historien Richard Pells, spécialiste de cette période : « Not since Civil War had United States been confronted with as serious a political and social crisis nor as great an opportunity for altering the country's institutional arrangements and class relationships.⁴⁷ ». Ainsi, cette période se présente comme une crise profonde de l'identité états-unienne qui fait ressurgir la crainte de la mise en cause du caractère démocratique même de la nation⁴⁸, surtout chez les penseurs libéraux progressistes de l'époque. Les hostilités sociales ressurgissent brutalement durant cette période, et le discours des radicaux autant que les solutions proposées au sein de la politique institutionnelle, construisent et font la promotion d'identités collectives.

⁴⁵ *Ibid.*, p.13

⁴⁶ *Ibid.*, p.12-13

⁴⁷ Pells, p.365.

⁴⁸ Voir Emmanuel Didier. *En quoi consiste l'Amérique? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*. Paris : La Découverte, 2009.

1.6 Le rôle de la sphère publique dans la construction des classes

Au centre des polarisations sociales, exacerbées par les crises économiques, réside la question de la constitution par le discours d'une communauté d'intérêts. Ce faisant, l'idée de conscience de classes a opéré comme fondement de l'action politique au sein de la société industrielle⁴⁹. On peut considérer, à l'instar de Yannick Lemel, directeur de l'INSEE, que les classes sociales sont des « représentations » au pont de vue cognitif. Une représentation, au sens général, est une conception dont dispose une personne qui lui permet de « s'orienter dans son environnement, d'y trouver du sens et d'y agir »⁵⁰. Les représentations constituent donc le fondement compréhensif de l'action sociale.

De plus, au point de vue politique, comme l'a montré le néo-institutionnalisme historique, les intérêts ne sont pas des données objectives, mais bien des représentations qui sont construites socialement⁵¹. Le contenu de ces représentations n'est donc pas neutre, mais fait l'objet de stratégies politiques de négociations au cœur du débat social. On peut dire, à l'instar de Bourdieu, que les représentations, notamment des identités de classe, font l'objet d'une lutte au sein de l'espace social, et qu'au sein de cette lutte, l'accès au champ culturel et symbolique

⁴⁹ Cette idée a été développée par Julia Posca, « “À chacun selon ses besoins”, la production de l'identité salariale dans le régime fordiste nord-américain ». Mémoire de maîtrise en sociologie. Université du Québec à Montréal, Montréal, 2011.

⁵⁰ Yannick Lemel, *Les classes sociales*. Paris, Presses Universitaires de France, 2004, p.3.

⁵¹ Voir Daniel Béland, « Néo-institutionnalisme historique et politiques sociales : une perspective sociologique », *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 3, 2002, p.21-39.

est inégalement réparti en fonction des différentes formes de capital que possèdent les individus (capital culturel ou économique par exemple)⁵² :

[s]'il y a une vérité, c'est que la vérité du monde social est un enjeu de luttes : parce que le monde social est, pour une part, représentation et volonté : parce que la représentation que les groupes se font d'eux-mêmes et des autres groupes contribue pour une part importante à faire ce que sont les groupes et ce qu'ils font⁵³.

Nous partirons donc de la prémisse pour ce mémoire que les classes sociales se sont construites au cours de l'histoire dans l'opinion publique non seulement à travers leur rapport au travail, mais surtout à travers une construction politique des intérêts économiques. Ainsi, le discours politique, particulièrement au sein des médias, forme et transforme l'opinion publique, influence les politiques publiques et les rapports de classe eux-mêmes, qui existent en grande partie en raison de leurs représentations. Dans cette optique, les journaux occupent une position privilégiée. Ils agissent comme lieux de déploiement des positions politiques. Dans une société libérale, ils sont garants de l'opinion publique qui assure aux individus la défense de leurs intérêts par rapport à l'État. Pour ce faire, les médias ne construisent pas seulement l'image d'un souverain bien⁵⁴ qui conviendrait équitablement à toutes et à tous, mais forgent aussi, à travers des archétypes, des identités et des modes de représentation collectifs qui servent de pierre d'assise à la formation de groupes d'intérêts qui luttent pour leur défense au sein de la sphère publique.

⁵² Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », In : *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 53-53, (juin), 1984, p.3-4;

⁵³ Pierre Bourdieu, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 17-18, (novembre), 1977, p.2.

⁵⁴ En philosophie, la notion de souverain bien désigne le « bien par excellence, la fin suprême de l'activité à laquelle toutes les autres fins sont subordonnées à titre de moyen ». Le concept de souverain bien, au niveau politique, recoupe souvent l'idée d'un bien qui serait indivisible. Voir Christian Godin, *Dictionnaire de philosophie*, Paris Fayard/Éditions du temps, 2004.

Particulièrement, on peut considérer que la presse joue un rôle de plus en plus important d'influence de l'opinion publique dans les périodes où les tensions sociales sont explosives. C'est dans le cadre de cette lutte au sein de l'espace public que le concept de classe sociale a connu tout au long du XX^e siècle diverses remises en question, particulièrement dans la sociologie états-unienne. Aujourd'hui, il semble aujourd'hui particulièrement inapproprié, comme on le verra, en raison d'une triple rupture, d'ordre économique d'abord, mais aussi de ruptures d'ordre politique et épistémologique. Pourtant, il semble aujourd'hui ressurgir pour aborder les enjeux d'actualité, tout en ayant de la difficulté à s'articuler de manière cohérente et consensuelle.

1.7 Conclusion

Dans ce premier chapitre, nous avons vu comment le contexte de la crise économique ébranle les discours éthiques de légitimation de l'ordre social. Particulièrement, le krach économique de 1929 marque le passage de l'hégémonie du discours libéral au sein de l'État et de la sphère publique au discours éthique providentialiste. Ce faisant, ce changement de paradigme s'accompagne d'une transfiguration des identités collectives. Ces représentations, à leur tour, jouent un rôle déterminant sur les politiques publiques de résolution de crise. Ainsi, nous avons pris parti dans le débat sur les différentes causes de la mise en place de l'État-providence pour une explication multifactorielle, qui met de l'avant le rôle souvent écarté de la culture, des représentations et des médias dans l'élaboration des politiques publiques. Avant de plonger dans cette histoire culturelle des représentations de classe propre au développement du capitalisme industriel aux États-Unis, nous devons d'abord aborder les discussions théoriques inhérentes au concept de classe sociale, incluant ses remises en questions actuelles.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE : LES CLASSES SOCIALES

2.1 Introduction

Peu de concepts ont été autant discutés en sociologie au cours du XX^e siècle que celui de classe sociale. L'aborder n'est pas chose aisée, d'autant plus qu'il prend différents sens qui ne peuvent être intelligibles qu'à partir de leur encrage socio-historique. S'il est très fortement connoté politiquement par la théorie marxiste à partir du XIX^e siècle, cela n'a pas toujours été le cas. Afin de le situer, nous aborderons d'abord brièvement la remise en question postmoderne de l'idée de classe sociale (section 2.2). Par la suite, nous verrons comment, d'après le sociologue Stanislaw Ossowski, on peut classer les différents modes de répartition des inégalités sociales dans la majorité des sociétés (section 2.3). Dans la quatrième section, nous situerons l'apparition de la notion de classe sociale dans sa forme d'abord culturelle, avant même la mise en place du capitalisme et dans le contexte de la dissolution des ordres féodaux (section 2.4). Subséquemment, nous entamerons la discussion apportée par Stephen Resnick et Richard Wolff à propos des trois usages irréductibles de la notion de classe, soit en termes de pouvoir, d'économie et de culture (section 2.5) puis le débat contemporain sur le nombre de classes sociales (section 2.6). Dans la section 2.7, nous traiterons du rôle de la réflexivité (ou de la conscience de classe)

dans l'établissement de « mécanismes de classe », à partir des concepts de *classe-en-soi* et de *classe-pour-soi* élaborées par Marx et nous finirons ce chapitre par la question de l'exceptionnalisme états-unien en ce qui concerne les classes sociales (section 2.8).

2.2 Classes sociales et postmodernité

Depuis les années 1980 et pendant une certaine période, on a vu les analyses en termes de classes sociales s'effacer progressivement de l'analyse politique, après que cette catégorie en ait constitué une catégorie incontournable pendant plus d'un siècle. La notion de classe sociale a été remise en cause en raison d'une triple rupture, que l'on pourrait qualifier de postmoderne⁵⁵. Cette transformation s'est effectuée dans trois sphères, soit d'abord dans la sphère économique, où le capitalisme avancé, combiné à la généralisation de l'idée de classe moyenne et de mobilité sociale, brouillent les frontières d'une idée forte du mode de répartition des classes sociales. Deuxièmement, l'analyse en termes de classes sociales dans la sphère politique est remise en question pour sa portée programmatique en raison des difficultés éprouvées par le marxisme suite à la chute de l'Union Soviétique et à l'omniprésence politique du néo-libéralisme. Ce faisant, la perte d'espoir envers le communisme a largement contribué à invalider le schéma déterministe marxien du déroulement historique en tant que confrontation de deux classes polarisées (la bourgeoisie et le prolétariat), un rejet largement partagée par la communauté scientifique⁵⁶. Ces embuches ont été

⁵⁵ À ce propos, voir la discussion de Geoff Eley et Keith Nield, *The Future of Class in History: What's Left of the Social?*, Ann Harbor: The University of Michigan Press, 2007.

⁵⁶ À ce propos, voir John Hall. «The Reworking of Class Analysis ». In *Reworking Class*. Ithaca/London: Cornell University Press, 1997, p.1.

couronnées par une certaine idée d'une fin de l'histoire⁵⁷ et par la difficulté de réfléchir à des mouvements politiques consistants dans le contexte d'une économie mondialisée. La troisième sphère de déstructuration de l'idée de classe sociale est épistémologique. En effet, la remise en cause poststructuraliste des conceptions d'une science au sens réaliste, qui pourrait qualifier des phénomènes stables, a fini d'achever ce concept déjà chancelant, surtout dans les domaines de l'histoire culturelle et de la sociologie critique. Entre autres, la valeur heuristique de l'idée d'une « conscience de classe » qui aurait une valeur unificatrice est radicalement remise en cause. Ainsi, Pakulski et Walters, par exemple, défendent l'idée qu'au point de vue culturel, ce qu'on pourrait nommer des « mécanismes de classe » ne sont plus opérants de façon significative dans les sociétés contemporaines occidentales (sans pourtant affirmer qu'ils ne puissent pas continuer d'opérer dans d'autres sociétés)⁵⁸. Cette thèse ne postule en aucun cas la fin des inégalités sociales, mais seulement que les classes sociales agissent en tant que modèle structurant.

De plus, plusieurs auteurs associés au post-modernisme ont mis récemment l'accent sur le rôle des constructions discursives dans la formation de l'État libéral et de l'État moderne, ainsi que dans la construction identitaire⁵⁹. C'est cette optique qui sera privilégiée dans ce mémoire au point de vue méthodologique et épistémologique. On pourrait aussi dire, pour employer le langage que Judith Butler tire de la

⁵⁷ Fukuyama traite de la « fin de l'histoire » dans une perspective hégélienne. Hegel l'avait d'ailleurs décrété en 1806 considérant que le passage des troupes de Napoléon signifiait l'avènement du consensus libéral. Pour Fukuyama, la chute du mur de Berlin et l'effondrement du Bloc Soviétique réalise le même effet historique. Cette idée a surtout été développée dans le livre suivant : Francis Fukuyama. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris: Flammarion, 1992.

⁵⁸ Jan Pakulski et Malcom Walters. « The reshaping and dissolution of social class in advanced society ». *Theory and Society*, no. 25, 1996, p. 669.

⁵⁹ À propos des théories post-modernistes à propos des formes étatiques, voir Plourde, p.68-77.

rhétorique⁶⁰, que ces représentations sont non seulement construites socialement, et donc qu'elles ont un caractère itératif, mais qu'elles sont aussi performatives. En rhétorique, un énoncé performatif est un énoncé qui fait advenir l'acte qu'il énonce. C'est donc dire qu'étant donné que les représentations identitaires, comme les identités de classe, n'ont pas de réalité métaphysique ou ontologique propre, mais qu'elles se constituent comme un effet de langage. Ainsi, elles font advenir ce qu'elles représentent, notamment par l'entremise des discours éthique qui sont véhiculés dans les médias et leur influence sur l'intervention étatique sur l'économie, et donc sur la structure sociale.

Pourtant, le concept de classe sociale semble désormais ressurgir à nouveau, tel un spectre, en raison même de la teneur de l'actualité internationale. En effet, on peut observer, avec Resnick et Wolff, que

de nombreuses personnes de gauche, y compris celles qui ont abandonné le marxisme à la fois comme théorie et comme politique du changement social, reviennent à Marx lorsqu'apparaissent des questions concernant l'exploitation de classe ou de « profondes récessions ».⁶¹

Ainsi l'attachement à idée de classe moyenne demeure aujourd'hui le moteur principal des représentations médiatiques des enjeux de gouvernance⁶². C'est afin de situer la spécificité de ce concept que nous le situerons maintenant face à d'autres typologies historiques.

⁶⁰ À propos du concept de performativité, voir Judith Butler, *Trouble dans le genre: pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte, 2005.

⁶¹ Stephen Resnick et Richard Wolff, « Persistance du marxisme traditionnel et pertinence du marxisme surdéterministe ». *Actuel Marx*, 2011, vol.2, no 2, p.139.

⁶² À ce sujet, voir Posca, 2011.

2.3 Les différents modes de représentation des inégalités selon Ossowski

Il existe dans toute société une notion reliée à la différence de richesse ou de statut social. Le sociologue polonais Stanislaw Ossowski, dans son livre de référence classique publié dans les années 1950, a classé les différents types de représentations des inégalités⁶³. Selon lui, il existe deux modes principaux, mutuellement exclusifs, de représentation de la structure sociale. La première façon est d'adopter des schémas de gradation continue. Dans ce cas, la gradation s'effectue en fonction un ou plusieurs critères sans effectuer de coupure brusque entre les catégories. Par exemple, dans le cas d'une gradation simple, le critère universellement retenu, d'Aristote aux économistes contemporains, est la richesse. L'établissement de critères multiples peut, par exemple, inclure la question du statut social. Dans ce cas, on peut imaginer la question des inégalités comme un continuum à plusieurs dimensions.

L'autre façon principale de concevoir les inégalités sociales, toujours selon Ossowski, est de le faire en termes de variables discrètes. Ce modèle s'appuie sur une conception de la société comme étant constituée d'un ensemble limité de groupes ayant des statuts sociaux mutuellement exclusifs, par exemple les castes dans la société indienne, ou les ordres dans la société française d'Ancien Régime⁶⁴. Ossowski spécifie que la relation entre ces groupes peut se comprendre en tant que relation de dépendance unilatérale ou réciproque. La mobilité sociale qui permet un passage entre les différents statuts peut être plus ou moins élevée en fonction du type de société. Quelle réalité économique et culturelle spécifique le modèle des classes

⁶³ Stanislaw Ossowski, *La structure de classes dans la conscience sociale*, Paris, Anthropos, 1963, cité par Lemel, p.5.

sociales a-t-il reflété dans la modernité? C'est ce que nous verrons dans la section suivante.

2.4 Un concept spécifiquement moderne

Si toutes les sociétés emploient au moins un des modes de description des inégalités sociales répertoriés par Ossowski, le concept de classe sociale en tant que tel se développe spécifiquement avec l'abolition des statuts féodaux en Europe. Ainsi, « [o]n rencontre des groupements imposés se trouvant en rapport hiérarchique dans un très grand nombre de sociétés : mais on peut se demander si ce sont des classes sociales⁶⁵ ».

En fait, à bien des égards, l'apparition dans le langage de l'idée de classe sociale coïncide à ce que certains historiens considèrent comme l'avènement des « Temps modernes »⁶⁶ qui marquent la fin du féodalisme, soit la Révolution française et la révolution industrielle en Angleterre. C'est à partir du XVIII^e siècle, qu'en Angleterre comme aux États-Unis que se développe une appartenance identitaire à la *middle-class* dont une grande partie de la population se réclame⁶⁷, c'est-à-dire à une classe moyenne d'homme affranchis et propriétaires, malgré la dureté effective des conditions d'existence, notamment aux États-Unis. L'historienne Sarah Maza met

⁶⁴ L'Ancien Régime est un terme employé après la Révolution française pour désigner le système monarchique qui existait entre la Renaissance et la Révolution. Sous l'Ancien Régime, soit entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, la société française était divisée en trois « ordres », soit le clergé, la noblesse et le Tiers état.

⁶⁵ George Gurvich, *Étude sur les classes sociales*, Paris, Gonthier, 1966, p.8.

⁶⁶ Le concept de modernité est évidemment équivoque et nous ne prétendons pas en épuiser ici la multiplicité des sens.

⁶⁷ Sarah Maza, « Construire et déconstruire la bourgeoisie : discours politique et imaginaire sociale au début du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, no 34, 2007, p.22.

l'accent sur le fait que le modèle de la *middle-class* anglo-américaine, qui désigne une forme culturelle proche de « la petite bourgeoisie », se développe en même temps que le concept de « bourgeoisie » en France, dans le contexte d'une décomposition de la société féodale. Le concept de classe remplace à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle la notion d'« ordres », utilisée auparavant. Les classes se conçoivent donc d'abord en tant que concept culturel. Ainsi, la bourgeoisie se définit d'abord par « des pratiques communes telles que l'emploi des domestiques, le culte de la vie familiale et de la femme au foyer, ou certaines normes d'hygiène ou de propriété »⁶⁸. Par contre, la différence principale qui réside entre ces deux concepts, c'est qu'alors que tout le monde se réclame de la *middle-class* en Angleterre et aux États-Unis, le concept de bourgeoisie agit en France en tant que repoussoir social auquel personne ne souhaite s'associer : « le bourgeois ce n'est jamais soi, c'est toujours l'autre »⁶⁹.

En ce qui concerne les pays ayant entamé une révolution industrielle, la Grande Bretagne en chef de file, c'est Marx qui le premier contribue à une définition des classes sociales en termes de production, d'appropriation et de distribution du surtravail⁷⁰. En fait, pour lui, les rapports de propriété ne sont en fait que l'expression juridique des rapports de production, c'est-à-dire de l'infrastructure économique⁷¹. Conséquemment, l'apparition de la notion de classes sociales découlerait pour lui d'un changement majeur dans l'infrastructure économique : l'avènement du capitalisme. Ainsi, dans le monde anglo-saxon,

⁶⁸ *Ibid.*, p.22.

⁶⁹ *Ibid.*, p.22.

⁷⁰ Stephen Resnick et Richard Wolff, « The Diversity of Class Analyses: A Critique of Erik Olin Wright and Beyond ». *Critical Sociology*, 2003, vol. 29, no 1, p.7.

⁷¹ Lemel, p.18.

La notion de classes laborieuses (working classes) est utilisée pour la première fois entre 1790 et 1830 en référence au nouveau rapport qui s'établit entre travailleurs et employeurs. [...] Cette relation s'établit en théorie entre personnes libres et égales⁷²

On voit aussi ici comment dès leur invention, les concepts de classe ouvrière et de classe moyenne font référence à des sphères d'activité différentes, soit la sphère privée et la sphère du travail, principalement industriel.

2.5 Trois types de définition des classes sociales

Stephen Resnick et Richard Wolff considèrent qu'il existe plusieurs façons de définir les classes sociales qui ne sont pas réductibles les unes aux autres : les définitions pré-marxiennes définissent la classe en termes de propriété et de pouvoir; l'analyse marxienne des classes sociales met l'accent sur la production, l'appropriation et la distribution du surtravail, alors que, comme nous l'avons vu, les théories sociales plus récentes définissent la classe en termes de la conscience ou d'identification. Ainsi, ces formes de définitions reposent en fait sur trois conceptions différentes des inégalités : en fonction de la propriété (les riches versus les pauvres), en fonction du pouvoir (les gouvernant-e-s versus les gouverné-e-s) et en fonction de la culture (consciemment ou inconsciemment, en fonction des habits, par exemple, ou de la conscience de classe). Pour Resnick et Wolff, ces trois conceptions ne sont pas ni équivalentes, ni interchangeables, ni liées d'une façon automatique⁷³. Ainsi, ces trois aspects sont très importants pour aborder la question des mouvements sociaux aux États-Unis et qu'aucun d'entre eux ne devrait être mis de côté. Le problème qui se pose alors semble être d'établir des statuts sociaux en tant que

⁷² Raymond Williams. *Keywords. A Vocabulary of Culture and Society*, New York, Oxford University Press. 1985, p.64.

⁷³ Resnick et Wolff, « The Diversity of Class Analyses », p.7-27.

variables qui seraient à même de qualifier empiriquement et culturellement les inégalités au sein du capitalisme industriel.

2.6 Combien de classes?

Les auteurs marxistes ont débattu longuement pour arriver à déterminer le nombre des classes sociales⁷⁴. Un des problèmes qui ressort de l'analyse actuelle en termes de classes sociales est de délimiter les classes empiriquement. Les deux principaux auteurs contemporains qui tentent de réhabiliter le concept de classe sociale comme catégorie réaliste, soit Erik Olin Wright et John Goldthorpe, ont démultiplié dans leurs théories le nombre de classes sociales pour la société contemporaine. Pour Jan Palkuski et Malcolm Walters, d'ardents détracteurs de leur théorie, cette démultiplication, si elle découle d'un effort original de la part des auteurs, contribue cependant à montrer que le concept de classe sociale est largement inadapté pour décrire adéquatement la réalité sociale en tant qu'entité opérante. En effet, ils affirment que :

« In a restless effort to accommodate increased societal complexity, they have expanded the number of classes to such an extent that whereas twenty years ago students had to decide whether there were two or three classes, they now have to decide whether there are seven or twelve.⁷⁵ »

La même aporie se retrouve chez Marx lui-même. En effet, dans ses écrits, le nombre de classes sociales varie en fonction du fait qu'il se présente en tant que sociologue menant des études empiriques, ou en tant que philosophe partisan de la lutte des

⁷⁴ Gurvich, p.8.

⁷⁵ Jan Palkuski et Malcom Waters. « The reshaping and dissolution of social class in advanced society ». *Theory and Society*, 1996, no. 25, p.66.

classes⁷⁶. En effet, dans ces études historiques des formes économiques, Marx observe une multitude de classes sociales, qui varient en fonction des rôles occupés dans le système productif. Par exemple, dans son livre *Les luttes des classes en France*, Marx distingue sept classes sociales en fonction de leur place dans le système de production, soit « la bourgeoisie financière, la bourgeoisie commerçante, la bourgeoisie industrielle, la petite bourgeoisie, la classe paysanne, la classe prolétaire et le Lumpenproletariat⁷⁷ ». Pourtant, selon Marx, ces classes tendent à se fondre dans deux grandes classes en tant qu'elles possèdent des volontés contradictoires en vertu de la lutte des classes, c'est-à-dire la bourgeoisie et le prolétariat.

2.7 *Classe en soi et classe pour soi*

Pour Marx, l'enjeu constitutif de la notion de *classe en soi* est la relation d'exploitation. Pour lui, une société de classe est, par définition, une société dans laquelle un groupe s'approprie le surplus de travail d'un autre groupe⁷⁸. Ainsi, le conflit de classes existe et les classes s'opposent d'abord à cause de cette exploitation. Pourtant, comme le fait remarquer McNall⁷⁹, la réaction à l'exploitation est variable, même dans le cas où les conditions objectives sont uniformes. Quelles sont les modalités de formation de la *classe pour soi*, c'est-à-dire d'une classe qui prend progressivement conscience d'elle-même? On peut estimer, avec Marx, que les

⁷⁶ Lemel, p.8; John Hall. «The Reworking of Class Analysis ». In *Reworking Class*. Ithaca/London: Cornell University Press, 1997, p.9.

⁷⁷ Lemel, p.20. Le Lumpenproletariat signifie le « sous-prolétariat ». Formé des mots allemands *lumpen* (chiffon, haillon, loque) et *proletariat*. Il désigne la population sans emploi et vivant dans la misère durant la période de la Révolution industrielle.

⁷⁸ Scott G. Mc Nall, « Class Analysis and Social Movement Theory: Toward a Synthesis ». *Mid-American Review of Sociology*, 1986, vol. XI, no 2, p.3.

⁷⁹ *Ibid.*, p.3.

classes sont créées dans le temps, par des acteurs sociaux qui se définissent en opposition active à d'autres groupes dans la société. Pour McNall, la classe est donc à la fois la structure, l'organisation et l'idéologie. E.P. Thompson montre aussi dans son ouvrage *La formation de la classe ouvrière anglaise* que la formation de la classe ouvrière peut se décrire comme un processus culturel qui s'est établi en lien avec le mouvement ouvrier et ne peut pas être réduit à un phénomène strictement économique. En effet, comme le souligne Julia Posca, E.P. Thompson affirme que :

La formation de la classe ouvrière relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique. Et nous ne devons pas davantage nous représenter une force extérieure — la « révolution industrielle » — s'exerçant sur un matériau humain indifférencié et indéfinissable, et produisant au bout du compte une « nouvelle race d'individus »⁸⁰.

Par conséquent, on peut exprimer, à l'instar de Thompson, la conscience de classe comme une « disposition à agir en tant que classe »⁸¹, qu'il exprime dans son livre *La Formation de la classe ouvrière anglaise*:

« If we stop history at a given point, then there are no classes but simply a multitude of individuals with a multitude of experiences. But if we watch these men over an adequate period of social change, we observe patterns in their relationships, their ideas, and their institutions. Class is defined by men as they live their own history, and, in the end, this is its only definition.⁸² »

Cette définition nous fait appréhender le rôle des représentations sociales dans la création des classes sociales et montre l'intérêt de les étudier en tant que telles.

⁸⁰ Edward P. Thompson. *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris : Gallimard/ Le Seul, 1988 [1963], p.174; cité par Posca, p.33.

⁸¹ *Ibid.*, p.8.

⁸² *Ibid.* Cité par Mc Nall, p.3

2.8 L'exceptionnalisme états-unien

C'est désormais un lieu commun de le dire, la question des classes sociales aux États-Unis a été souvent occultée de l'analyse politique. Pour le politologue de Harvard, Stanley Hoffmann, dans son livre *Gulliver empêtré*, le consensus politique caractéristique des États-Unis s'est principalement formé dans l'opinion publique selon l'idée qu'il n'existait pas de classes sociales aux États-Unis⁸³. L'exemple du recensement états-unien, donné par l'historien Jacques Soppelsa est éloquent à ce propos:

Inlassablement, depuis des lustres, les services officiels du recensement fédéral s'obstinent à publier des rapports articulés autour du thème de la classe unique, soulignant, par le truchement d'un vocabulaire simplificateur, ce principe égalitariste : il n'y a pas de classe aux États-Unis (ce qui permet de résoudre définitivement, par l'absurde, une éventuelle lutte des classes). Mais comme les faits sont têtus et la diversité des conditions difficilement escamotable, les services du recensement se sont réfugiés depuis trois ou quatre décennies dans une ventilation sémantique révélatrice: selon les revenus déclarés, Monsieur Tout-le-monde, outre-Atlantique, appartient à la *middle class*, à la *middle middle class*, à la *upper middle class*, à la *lower middle class*, à la *lower lower middle class*.⁸⁴

Ainsi, on peut apercevoir comment la représentation en termes de classe moyenne, en tant que classe unique, fonctionne comme un schéma de gradation continue, comme le qualifierait Ossowski (voir section 2.3). Autrement dit, l'idée d'une classe ouvrière ou d'un prolétariat antagoniste à la bourgeoisie, comme dans le schéma marxien, fait ressortir les classes sociales comme des variables discrètes. Par contraste, la notion de classe moyenne élargie, avec une simple gradation de richesse à l'intérieur, met l'accent sur la mobilité sociale et la perméabilité des catégories. De plus, elle efface aussi du même coup les différences culturelles et termes d'habitus. Il semble ainsi

⁸³ Stanley Hoffmann, *Gulliver empêtré*, Paris, Le Seuil, 1971, cité par Jacques Soppelsa. *Les États-Unis : Une histoire revisitée*. Cahors : La Marinière, 2004, p.81.

beaucoup plus facile de passer de la *lower middle class* à la *upper middle class*, ce qui concorde d'ailleurs avec l'idéal libéral états-uniens (comme on le verra au chapitre III), que de passer du prolétariat à la petite bourgeoisie, qui évoquent des statuts sociaux qualitativement différentes.

D'autre part, alors qu'en Europe, la question de la représentation des classes sociales s'est faite historiquement par son inscription dans les partis politiques, les États-Unis ont connu un développement fondamentalement différent⁸⁵. Une des façons classique en sociologie d'aborder le fait que les partis politiques américains élus ne se sont pas présentés historiquement en référence aux intérêts de classe est de poser la fameuse question de Sombart qui est aussi le titre de son livre *Pourquoi il n'y a pas de socialisme aux États-Unis*? Elle constitue en effet « l'une des questions les plus classique de la théorie et de la sociologie politiques⁸⁶ ». On peut faire un panorama des principales raisons qui ont été attribuées dans la littérature à l'absence de socialisme aux États-Unis, en croisant les revues de littérature de Marcel Rioux et de H.D. Leon⁸⁷. Ces derniers ont effectué une enquête autant dans l'historiographie que dans l'histoire des idées entre les décennies 1940 et 1970, non seulement en fonction de l'analyse intellectuelle, mais avec les journaux majeurs de la gauche américaine et de la presse des affaires et populaire. La première raison invoquée est celle de la victoire du capitalisme et du libéralisme :

⁸⁴ Soppelsa, p.119-120.

⁸⁵ Michel Hasting. « Du socialisme en Amérique. Seymour Martin Lipset et le mystère de l'impossible greffe ». *Revue internationale de politique comparée*. 2008, vol. 15, no 3, p. 335 à 362.

⁸⁶ *Ibid.*, p.235.

⁸⁷ Marcel Rioux, « Le socialisme aux États-Unis », *Socialisme* 64, no 1 (printemps), 1964, p.87-107. En ligne: [http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales]. Consulté le 15 décembre 2011; H.D. Leon, « Whatever Happened to an American Socialist Party? A Critical Survey of the Spectrum of Interpretations ».. *American Quarterly*, vol. 23, (mai), 1971, p.236-258.

[...] le seul modèle économique [que les Américains] connaissaient pour assurer la croissance et le développement économiques de leur pays était le modèle du capitalisme concurrentiel qui requiert une très grande mobilité sociale et beaucoup d'inégalité entre les individus [...]. Comme le standard de vie des Américains s'accroissait sans cesse, le mécontentement de certaines couches économiquement faibles était sporadique et limité à certains secteurs temporairement mal en point. Sombart a pu écrire qu'aux U.S.A. le socialisme s'est brisé sur les récifs du rosbif et de la tarte aux pommes. Pour les Américains, démocratie et capitalisme de concurrence sont apparus comme les deux formes, l'une politique, l'autre économique, d'une même doctrine: le libéralisme⁸⁸

Les autres raisons invoqués sont la faiblesse politique de la force ouvrière et la mobilité sociale; la différence dans le système politique états-unien par rapport aux systèmes européens; l'idéologie ainsi que les liens entre la morale et la politique. C'est donc principalement une combinaison de facteurs politiques, culturels, idéologiques et historiques qui expliqueraient l'absence d'une conscience de classe forte aux États-Unis plutôt qu'un reflet mécanique du système économique.

2.9 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons vu que malgré la remise en question légitime des théories postmodernes envers l'opérationnalité du concept de classe sociale, celui-ci possède au point de vue du discours culturel et identitaire une telle force symbolique, qu'il tend à ressurgir périodiquement, notamment aujourd'hui autour de l'idée de classe moyenne. Ainsi, nous faisons l'hypothèse que les crises cycliques du capitalisme favorisent périodiquement la remise de l'avant d'une idée forte de répartition des richesses en termes de classes sociales. Afin de mieux appréhender ce concept, nous l'avons situé en tant que mode de description des inégalités sociales qui naît en Occident dans la modernité avec l'effondrement des statuts féodaux. C'est un concept d'abord culturel, qui vient à qualifier, avec Marx, les modes de production et

⁸⁸ *Ibid.*, p.98.

d'exploitation au sein de la sphère industrielle, et qui comprend aussi une implication en termes de pouvoir. Ce faisant, il n'est pas toujours facile de déterminer avec précision le nombre de classes sociales dans une société donnée et si ces classes sont perméables ou non à la mobilité sociale. Pourtant, en ce qu'elles constituent des représentations puissantes, les classes sociales, quand elles en viennent à être conscientisées par leurs membres (et deviennent des *classes pour soi* selon Marx), agissent en tant que moteurs historiques importants. Ce faisant, le chapitre se termine par l'idée rependue que les classes sociales n'ont pas joué ce rôle politique aux États-Unis, principalement en raison de l'omniprésence du libéralisme politique et économique. Comme on le verra, la réalité est un peu plus complexe, en ce que le libéralisme constitue un idéal qui ne s'est jamais pleinement réalisé, laissant effectivement se développer des inégalités qui, elles, sont bien concrètes et représentées. De quelle façon le concept de classe sociale a-t-il historiquement agi de manière structurante au sein de la modernité industrielle? Le chapitre suivant cherchera à clarifier le sens spécifique attribué à ce concept d'un point de vue historique.

CHAPITRE III

CADRE HISTORIQUE : LE LIBÉRALISME ET LES CLASSES SOCIALES AUX ÉTATS-UNIS

3.1 Introduction

Comme nous l'avons vu brièvement au chapitre I, c'est le libéralisme, sous ces diverses formes, qui a joué le rôle de discours éthique hégémonique aux États-Unis depuis la fondation jusqu'à la Grande-Dépression. Pierre Manent le qualifie comme « le courant premier et principal, et pour ainsi dire la base continue de la politique moderne, celle de l'Europe et de l'Occident depuis environ trois siècles⁸⁹ ».

Ce faisant, traiter de la conscience de classe aux États-Unis pendant la période suivant le crash de 1929 nécessite de prime abord de faire une recension des transformations de l'idéologie libérale et des représentations des classes sociales parallèlement au développement de la structure économique durant la mise en place du capitalisme industriel et de ses crises. Ainsi, nous croyons que ce sont les débats historiques et leurs tensions internes qui ressortiront de notre analyse du *New Republic*.

⁸⁹ Manent, p. 7.

Afin de d'examiner l'évolution historique des tensions entre le libéralisme et les rapports de classe aux États-Unis, rappelons que l'analyse d'un discours éthique particulier, selon Jacques Beauchemin, demande la considération des contradictions entre les trois formes d'institutionnalisation dans la modernité, soit l'institutionnalisation économique (le mode d'encadrement ou de non-intervention de l'État dans l'économie); l'institutionnalisation politique (le rapport entre les sphères privées et publiques, le droit, etc.) et l'institutionnalisation de la culture (le discours identitaire, les formes de solidarité ou d'individualisme, etc.)⁹⁰. Le but de ce chapitre est de faire le lien entre ces trois formes d'institutionnalisation des débuts de la colonie jusqu'à la crise des années 1930. Pour ce faire, nous aborderons d'abord l'idéologie politique qui constitue historiquement le moteur principal des représentations sociales aux États-Unis, soit le libéralisme classique (section 3.2), pour ensuite faire une recension des représentations de classe et des débats politiques pendant la colonie et au début de la république (section 3.3), puis lors du développement du capitalisme industriel (section 3.4); pendant la guerre de Sécession (section 3.5) ainsi que lors de la reconstruction et l'âge doré (section 3.6) et enfin lors de l'ère progressiste (section 3.7). Ce chapitre se termine avec une présentation de notre objet d'étude, c'est-à-dire les positions de l'hebdomadaire le *New Republic*, et particulièrement face au libéralisme et au progressisme (section 3.8).

3.2 Le libéralisme classique

Situons d'abord le libéralisme classique à l'intérieur du spectre politique. Pour Eli Zaretski, la modernité, particulièrement aux États-Unis, constitue en quelque sorte une dialectique entre la gauche et le libéralisme, et non entre la gauche et la droite, la

⁹⁰ Beauchemin, « Les formes de l'État », p.68.

droite étant essentiellement la reprise négative en quelque sorte des idées de gauche⁹¹. D'autre part, dans le contexte états-unien, on parle moins souvent d'un échiquier politique de gauche à droite, mais bien des trois grandes familles politiques que constituent le conservatisme, le libéralisme et le radicalisme. La différence majeure entre le libéralisme et le radicalisme, c'est que les libéraux font confiance aux procédures légales et à la démocratie parlementaire pour effectuer le changement social alors que les radicaux misent davantage sur la mobilisation populaire et l'action directe, par exemple par le moyen des grèves, des manifestations de masse, de la désobéissance civile, etc.. Le radicalisme américain englobe donc la gauche révolutionnaire socialiste, communiste et syndicaliste. Richard Ashcraft mentionne aussi que le libéralisme a adopté, particulièrement dans les périodes d'agitation sociale, l'influence de courants variés : « [...] liberalism was never simply the doctrinal expression of a self-confident middle class or rising bourgeoisie; rather, from its birth, liberalism as a political theory was an unstable compound of radical and conservative elements⁹² ».

⁹¹ À ce propos, voir l'ensemble du livre suivant : Eli Zaretsky. *Left : Essai sur l'autre gauche aux États-Unis*. Trad. de l'anglais par Marc Saint-Upéry. Paris : Seuil. 2012.

⁹² Richard Ashcraft, « Liberal political theory and working-class radicalism in nineteenth-century England ». *Political Theory*, vol.21, no 2, 1993, p.249.

Dans ce contexte, comment définir le libéralisme? Pour Bourque et Duchastel,

Le libéralisme constitue la philosophie politique sur laquelle la société moderne a voulu fonder ses institutions politiques et son ordre normatif. Le libéralisme, tel qu'il émerge progressivement de la philosophie au XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, de Hobbes à Mill en passant par Kant, Rousseau et Hegel, dégage en quelque sorte l'horizon sur lequel les sociétés modernes vont poser le procès de leur auto-institution pour le dire comme Lefort.⁹³

Dans la conscience moderne, la mise en narration de l'utopie libérale constitue donc la condition de possibilité de l'émergence d'un État moderne souverain. Ce courant se présente à l'origine comme une réponse au problème de la mainmise du pouvoir religieux sur l'État. Au XVI^e siècle, ses idées fondatrices, mettent l'accent, notamment chez John Locke, sur le rationalisme, les droits individuels, l'égalité, la limitation des pouvoirs de l'État, le consentement au pouvoir, le constitutionnalisme⁹⁴ et le droit à la révolution⁹⁵.

Au XVIII^e siècle, les idées de Locke constituent l'influence majeure pour les trois directions importantes qui vont former le libéralisme classique. Montesquieu,

⁹³ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin. « Mais qu'est-ce donc qu'une société libérale ? Réponse aux interventions des professeurs Behiels, Brunelle et Rouillard ». 1997. En ligne. p.10
<http://classiques.uqac.ca/contemporains/bourque_gilles/qu_est_ce_une_societe_liberale/mais_quest_ce_societe_liberale.pdf>. Consulté le 5 décembre 2012. Ces auteurs tirent leur idée de l'auto-institution de la société de Claude Lefort, *Les Formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*, Paris, Seuil, 1978.

⁹⁴ Olivier Beaud définit le constitutionnalisme comme un « courant de la pensée politique qui, remontant à Locke et passant par Constant jusqu'à Rawls, envisage la Constitution comme une technique de pouvoir destinée à garantir la liberté de l'individu », c'est-à-dire une « technique consistant à établir et à maintenir des freins effectifs à l'action politique et étatique ». Voir Olivier Beaud, « Constitution et constitutionnalisme », dans Philippe Raynaud, Stéphane Rials (dir.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, p. 118, cité par Muriel Rouyer, « Les promesses du constitutionnalisme », *Raisons politiques*, vol 2, no 10, 2003, p. 15.

⁹⁵ Michael P. Zuckert, « On constitutional welfare liberalism: and old-liberal perspective », *Social Philosophy and Policy*, vol. 24, no 1, (janvier) 2004, p.266-267.

d'abord, avec son livre *L'esprit des lois*, se base sur le principe de constitutionnalisme et développe en profondeur la thèse de la séparation des pouvoirs. Le deuxième pilier du libéralisme classique se trouve chez les pères fondateurs aux États-Unis. En effet, Jefferson tire du *Traité sur le gouvernement civil* de Locke l'influence principale de la Déclaration d'indépendance⁹⁶. En deuxième temps, c'est surtout la Constitution, et sa promotion dans *The Federalist Papers* par Alexander Hamilton, James Madison et John Jay, qui posent les bases du principe républicain de gouvernement représentatif comme étant le seul légitime (alors que Locke et Montesquieu considéraient que la présence d'éléments monarchiques, aristocratiques ou oligarchique comme étant légitimes, voire désirables). Le troisième aspect décisif du libéralisme classique se développe avec Adam Smith avec l'idée que la liberté ne peut exister qu'à partir de la liberté des marchés⁹⁷. Le libéralisme classique se présente ainsi comme un idéal, jamais atteint, de liberté et d'égalité entre les hommes, sous le règne de l'organisation rationnelle de la société et du droit.

Pour le libéralisme classique, le droit à la propriété est central et il est conçu en tant que droit naturel. Les rapports de pouvoir se conçoivent en référence aux inégalités naturelles⁹⁸. De plus, le libéralisme moderne valorise l'individualisme en tant que valeur centrale. En effet, si l'individualisme trouve ces traces déjà chez les premiers chrétiens, comme le mentionnent Bourque et Duchastel⁹⁹, c'est bien la modernité qui le désigne en tant que fondement du politique. De ce fait, le discours

⁹⁶ Voir André Kaspi, *Les Américains : 1. Naissance et essor des États-Unis 1607-1945*, Paris, Seuil, 1986, p.101.

⁹⁷ Zuckert, p.269.

⁹⁸ Bourque et Duchastel, « Texte, pouvoir et idéologie », p.608.

idéologique libéral assigne à la sphère publique le rôle d'instituer les rapports entre individus, ces rapports étant conçus comme contenant toujours en leur sein une menace de conflit ou d'hostilité. La sphère publique joue alors le rôle de tampon entre l'État et la sphère privée, et permet aux citoyens de se défendre contre l'arbitraire du pouvoir¹⁰⁰.

Qui sont les sujets politiques libéraux ? Ce sont des individus libres, autonomes, rationnels, propriétaires et éduqués. C'est cette définition qui perdure en opérant une mise à distance avec les sujets non-libres (esclaves), irrationnels (fous), dominés économiquement (femmes et enfants) ou incultes¹⁰¹. Domenico Losurdo remarque que dans l'usage historique, le terme *liberal* se démarque de plus en plus du terme *illiberal*, souvent associé à des mœurs considérées comme peu socialisées (n'ayant pas eu accès à une éducation libérale), bref souvent les mœurs des classes populaires.

Un des aspects important dans la pensée libérale classique est la limitation du pouvoir de l'État, considéré comme pouvant dériver possiblement vers l'arbitraire et nuire ainsi à la liberté individuelle d'auto-détermination à l'intérieur de la sphère privée. En effet, elle représente les individus comment étant naturellement autonomes

⁹⁹ Fernand Dumont, « Idéologie et savoir historique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XXXV, 1963, pp. 43-60.

¹⁰⁰ À ce sujet, voir Éric Martin, « Le journalisme et la désymbolisation du monde : pour une critique dialectique de la crise contemporaine du journalisme », Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2007. Marie-Ève Beausoleil a aussi traité dans son mémoire du rôle des médias et de la formation de l'opinion publique et de son rôle incontournable pour le déroulement politique dans la société libérale. Voir Marie-Ève Beausoleil. « Espaces et pratiques de l'activisme politique de Germaine de Staël lors de la Révolution française (1789-1799) ». Mémoire de maîtrise, 2009, Université de Montréal : Montréal.

¹⁰¹ Domenico Losurdo, *Liberalism : A Counter-History*, London/New York, Verso, 2011, p.251.

et responsables de leur propre bien-être. D'autre part, les libéraux sont très méfiants à l'idée de donner à l'État plus de pouvoir :

Profondément influencée par l'hostilité des whigs¹⁰² britanniques envers l'autoritarisme de la monarchie, la tradition libérale considérait qu'un État trop puissant était dangereux parce qu'il pouvait tomber aux mains d'intérêts factionnels, notamment ceux des riches, qui le détourneraient à leurs propres fins.¹⁰³

Ainsi, les libéraux états-uniens considèrent qu'un État limité protégeant la petite propriété privée constitue la meilleure garantie de la défense des libertés individuelles. De plus, c'est à cette sphère privée qu'est reléguée la question de l'économie, qu'il convient de ne pas entraver.

Cependant, le libéralisme classique a émis à plusieurs reprises l'idée qu'en cas de crise, l'autoritarisme pouvait être de mise pour contrôler les populations tumultueuses et pour protéger l'État. Surtout dans les moments d'incertitude, la pensée libérale rappelle l'importance de ce dernier pour garantir la liberté pour tous et en particulier celle des individus de valeur qui pourraient succomber à la menace que présentent les masses¹⁰⁴.

L'idéologie du libéralisme classique est essentiellement hostile, selon la politologue Sharon Key Vaughan, à une intervention de l'État qui pourrait s'apparenter à l'État-providence¹⁰⁵. Les libéraux se méfient de la dépendance des individus à l'égard du gouvernement, ce qui affecterait selon eux durablement leur

¹⁰² Les whigs représentent le courant « conservateur » au sein du libéralisme. Voir Audard, p.8.

¹⁰³ Zaretsky, p. 102.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p.251-253.

¹⁰⁵ Sharon Kay Vaughan, « Political Theory and the Problem of American Poverty ». Thèse de doctorat, University of Texas, Austin, 2002, p.34

liberté. Locke et Toqueville, par exemple, n'aiment pas particulièrement l'idée d'aide publique, mais reconnaissent que celle-ci s'avère nécessaire dans certains cas d'exception¹⁰⁶. Pourtant, comme le fait remarquer Eli Zaretsky, l'État ne cesse d'intervenir tout au long de son histoire dans les différentes sphères de la vie sociale, autant en Europe qu'aux États-Unis. En fait, ce qui importe réellement pour le libéralisme classique, c'est la non-intervention de l'État spécifiquement dans la vie économique¹⁰⁷ et ce principe sera enraciné très profondément dans la tradition culturelle à partir même des débuts de la colonie.

Enfin, le libéralisme états-unien est intrinsèquement différent de son homonyme européen dès le début de la nouvelle nation :

[...] ce libéralisme ne peut pas être le même des deux côtés de l'Atlantique car il se présente en Europe comme une réaction contre la féodalité, alors qu'aux États-Unis, en l'absence d'un « Ancien Régime » caractérisé, il prendra une signification entièrement différente. [...] le fait que les libéraux américains n'ont pas eu d'ennemis (ou d'alliés potentiels) sur leur droite a entraîné chez eux toute une série de comportements bien différents de ceux qu'adoptaient à la même époque les libéraux français ou anglais.¹⁰⁸

Par conséquent, c'est l'absence de conservatisme féodal qui expliquerait aussi la force du libéralisme états-unien — Saporta ira même à jusqu'à le qualifier d'« absolutisme libéral » ou d'un « libéralisme absolutiste »¹⁰⁹ — et ce, dès le début de la colonie.

¹⁰⁶ Kay Vaughan, p.34.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.102.

¹⁰⁸ Marc Saporta, « Préface à l'édition française » dans Louis Hartz, *Histoire de la pensée libérale aux États-Unis*, Paris, Economica, p.12.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.13

3.3 La colonie et les débuts de la république

Si l'on peut relier l'attachement des États-Uniens à l'égalité théorique de conditions, pour l'historien Jacques Soppelsa, ce principe a véritablement été une réalité pour les pionniers puritains des XVII^e et du XVIII^e siècle réunis par la précarité de leurs conditions d'existence. D'ailleurs, en 1770, soit dix ans avant l'indépendance, l'abbé Raynal dans son *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, décrit l'existence de trois classes au sein de la société états-unienne : « les hommes libres, les engagés et les esclaves¹¹⁰ ». C'est d'ailleurs cette division qui domine jusqu'au développement du capitalisme industriel et à la réduction de l'esclavage après la guerre de Sécession.

Aux États-Unis, ce n'est pas la révolution qui donne naissance à la gauche, contrairement à son homologue française¹¹¹. En effet, la guerre d'Indépendance se présente d'abord comme une réaction de la colonie envers l'Empire britannique. À sa suite, les principaux débats économiques portent surtout sur la centralisation et la décentralisation administrative, ce qui influencera de façon déterminante le développement économique de la nouvelle république.

On peut illustrer ces positions à partir des désaccords qui ont opposé à la fin de la guerre d'Indépendance le secrétaire au Trésor Alexander Hamilton et le secrétaire d'État Thomas Jefferson¹¹². Ces deux hommes sont à l'origine de deux

¹¹⁰ Cet exemple montre comment il demeure au cours de l'histoire plusieurs catégories qui échappent à la volonté d'égalité universelle, particulièrement en ce qui concerne les femmes, les esclaves et des peuples autochtones. Voir Soppelsa, p.119.

¹¹¹ Zaretsky, p.12.

¹¹² Kaspi, p.117-119.

textes centraux pour le libéralisme classique, soit la Déclaration d'indépendance pour Jefferson et la constitution pour Hamilton. Pourtant, une tension irréductible les oppose et ira jusqu'à provoquer une rupture irrémédiable entre eux. Voici le contenu de la querelle : Hamilton propose de prendre modèle sur l'Angleterre, qui a entrepris sa Révolution industrielle, afin de développer la puissance productrice des États-Unis. Pour ce faire, il considère qu'il est important de renforcer les pouvoirs du gouvernement central, même si cela implique l'instauration d'une forme de gouvernement proche de la monarchie parlementaire. Jefferson, quant à lui, préconise un modèle de gestion décentralisée où la culture de la terre forme la richesse principale des citoyens. Alors que les Européens croupissent dans des manufactures et des villes surpeuplées, selon lui c'est l'attachement au sol qui rend les États-Uniens vertueux et libres.

En effet, le modèle de développement agricole a été conçu à bien des égards en référence avec l'idéal libéral d'une petite république de propriétaires, du moins pour les hommes blancs et libres. À l'exception du Sud, dont la production agricole repose sur l'esclavage, la plupart de l'agriculture est réalisée par des fermiers indépendants sur leurs propres terres et il n'a pas existé pendant longtemps de prolétariat rural comme en Europe.¹¹³ Pour Jefferson, la nouvelle nation se doit ainsi de montrer la voie au reste du monde.

La discorde n'oppose pas Jefferson et Hamilton que sur le plan théorique : Hamilton remporte une victoire significative lorsqu'en 1790, il obtient, à la suite de longs débats à la Chambre des représentants, que le gouvernement fédéral prenne en charge les dettes que les États ont contractées pendant la Guerre d'indépendance. Ce

¹¹³ Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, *Regulating the Poor : The Functions of Public Welfare*, Updated Edition, Vintage Books, New York, [1973]1993, p.45.

faisant, le programme d'Hamilton ouvre non seulement la voie à l'essor d'un État central, mais aussi du capitalisme, alors que son plan de développement économique de 1791 favorise l'éclosion des grandes industries. C'est dans ce contexte que l'État fédéral, accompagné d'investisseurs privés, crée une banque centrale, la Banque des États-Unis, mandatée d'émettre la monnaie et de réguler l'économie. Jefferson et ses alliés s'y opposent farouchement parce que selon eux, cela va à l'encontre de la Constitution.

C'est ce différend qui donne naissance en 1792 aux deux principaux partis politiques, alors que le système constitutionnel n'avait pas prévu originellement de système de partis ¹¹⁴. Le Parti fédéraliste d'Hamilton s'oppose dès lors au Parti républicain de Jefferson, que le premier affuble péjorativement du nom de « démocrate » (ce qui signifie alors « ami de la populace »), notamment parce qu'il tente de défendre les citoyens ordinaires, particulièrement les agriculteurs, contre l'aristocratie sociale et économique défendue par Hamilton ¹¹⁵.

Conjointement à ce débat, on voit déjà se dessiner une opposition farouche dans la définition même du concept de peuple entre les Pères fondateurs (signataires de la Déclaration d'indépendance et de la Constitution), et la définition propre à Jefferson et à ses émules :

¹¹⁴. Voir Kaspi, p.119.

¹¹⁵C'est d'ailleurs dans ce but que les démocrates obtiennent d'ajouter la Déclaration des droits à la Constitution en 1789. *Ibid.*, p.119.

L'égalité, est proclamée mais, aux yeux des Pères fondateurs, le « peuple », se limite aux propriétaires fonciers, aux marchands et autres Américains aisés, seuls assez impliqués pour pouvoir prendre en charge le destin de la communauté. Très vite, cette interprétation restrictive est contestée par les partisans de Thomas Jefferson pour qui le « peuple », c'est la « fraction industrielle », de la nation.¹¹⁶

Cette opposition caractérise la tension entre plusieurs types de définitions des classes sociales. D'un côté, on trouve la *middle-class*, une notion qui commence à émerger aux États-Unis pour désigner les petits propriétaires indépendants. De l'autre côté, on met de l'avant l'idée une classe ouvrière dans le domaine de la production qui s'opposerait aux grands propriétaires industriels.

Ainsi, des tensions demeurent entre l'idéal d'égalité formelle proposée par le libéralisme classique et les inégalités grandissantes au fur et à mesure du développement de la nouvelle nation. La pauvreté persistante d'une grande partie de la population ne cessera de décevoir les espoirs d'un libéralisme qui devra adapter son discours pour continuer à exercer son influence. Selon Richard Ashcraft, pour réconcilier ces tensions, le libéralisme du XVII^e siècle à la première moitié du XIX^e siècle favorise le développement à la fois d'une société de marché capitaliste et l'instauration d'institutions politiques plus démocratiques¹¹⁷. Pourtant, comme le fait remarquer Ashcraft, non seulement les inégalités n'ont cessé d'augmenter avec la mise de place d'une société de marché démocratique mais le problème de la pauvreté

¹¹⁶ Pierre Melandri, « La rhétorique populiste aux États-Unis », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 56, Numéro spécial: Les populismes (octobre - décembre.), 1997, p. 187.

¹¹⁷ Richard Ashcraft, « Liberalism and the problem of poverty », *A Journal of Politics and Society*, vol.6, no 4, 1992, p.493.

de masse expose d'autant plus les contradictions qui sont au cœur même de la théorie libérale¹¹⁸.

3.4 Les débuts du capitalisme industriel

Les États de l'Ouest connaissent un déploiement géographique rapide pendant la première moitié du XIX^e siècle, qui s'accompagne d'une impressionnante croissance économique et démographique favorisée par l'explosion des moyens de transport. La première ligne de chemin de fer, créée en 1830, offre une illustration fabuleuse de ce développement. En trente ans, pas moins de 48 000 kilomètres de rails sont construits¹¹⁹. Si les prix des terres augmentent tout au courant du XIX^e siècle, on observe aussi un essor des secteurs commercial et manufacturier dès les années 1840. Cette expansion dans tous les domaines entraîne à son tour une série de crises ou de paniques boursières, soit en 1819, en 1837, de 1838 à 1843 et de 1856 à 1857. Ces crises sont déjà des crises de surproduction, dans la mesure où elles « résult[ent] d'une réduction de la demande ou d'un resserrement du crédit et se traduis[ent] surtout par une baisse des prix »¹²⁰.

Le début du XIX^e siècle engendre aussi un processus inégal de formation de la classe ouvrière¹²¹. Les rapports économiques passant de relations patriarcales typiques pour les petits agriculteurs et les artisans à la mise en place graduelle du

¹¹⁸ *Ibid.*, p.493.

¹¹⁹ Pierre Melandri. *Histoire des États-Unis contemporains*. Bruxelles: André Versailles, 2008, p.34-35.

¹²⁰ *Ibid.*, p.9.

¹²¹ Sean Wilentz, « On Class and Politics in Jacksonian America », *Reviews in American History*, vol.10, no. 4, (décembre), 1982, p.50.

salariat agricole et urbain¹²². Des relations de dépendance jadis insoupçonnées s'instaurent entre les travailleurs, les entrepreneurs et l'État. Parallèlement, des perceptions inédites des identités de classe s'instaurent. Pourtant, contrairement à ce qui se passe en Europe à la même époque, le déploiement de l'industrialisation ne s'accompagne pas tout de suite de l'engendrement de surnuméraires : « when industrialisation did set in, it grew rapidly, more or less absorbing the growing population¹²³ ».

L'État, sous gouvernance démocrate pendant huit mandats de suite entre 1801 et 1841¹²⁴, procède à des réformes bancaires et instaure une taxation des entreprises. Cette période est aussi marquée par la mort du Parti fédéraliste, qui se sépare en deux groupes, le Parti national-républicain, qui devient par la suite le Parti whig, et le Parti démocrate-républicain, qui devient par la suite le Parti démocrate¹²⁵.

L'idée que les rapports entre les partis politiques de cette époque aient été essentiellement un rapport de classe ne fait pas consensus parmi les historiens. Par exemple, la figure du président démocrate Andrew Jackson (président de 1829-1837) est valorisée pendant l'ère progressiste et pendant la Grande Dépression comme exemple paradigmatique d'un politicien venu du peuple et protégeant les intérêts

¹²² *Ibid.*, p.50.

¹²³ Fox Piven et Cloward, p.45.

¹²⁴ « Brief Histories of the Parties », *New Republic*, vol.88, no 1138, 23 septembre 1936, p.198.

¹²⁵ *Ibid.*, p.198.

agricoles¹²⁶. Pourtant, cette vision de Jackson comme défendant les intérêts du petit peuple a été remise sérieusement en question dans les années 1960, par exemple par l'historien Lee Benson¹²⁷, pour lequel les différences ethniques et religieuses tendent à être relativement les sources les plus importantes de polarisation et de conflits politiques à cette époque. Selon lui, il n'existe pas de relation significative entre les affiliations politiques et les classes sociales : le parti whig comme le parti démocrate sont essentiellement dominés par des hommes blancs et prospères et leurs doctrines consistent essentiellement en des variations de degré du libéralisme. Toute différence dans leur sensibilité à des enjeux économiques demeure essentiellement rhétorique et dissimule des motivations à fondement essentiellement ethnique et religieux. C'est aussi la conclusion de Pierre Melandri, qui mentionne que « la "démocratie" jacksonienne ne correspond pas à une atténuation mais à un creusement des inégalités, où l'ordre industriel continue de progresser¹²⁸ ». C'est aussi ce qui ressort de l'examen de l'histoire noire et autochtone : le populisme de Jackson n'a pas empêché ses politiques de déportation des amérindiens ni ses politiques raciales¹²⁹.

Ainsi, pendant les trente ans précédant la guerre civile, le Parti démocrate demeure essentiellement un groupe d'intérêt en défense des intérêts du Sud et en

¹²⁶ Un éditorial du *New Republic* affirme par exemple qu'Andrew Jackson incarne en fait les idéaux populistes de Jefferson face à son rival du parti whig, John Quincy Adams: « Jackson's rise to power over Adams represented, in a sense, a return to the earliest Jeffersonian principles, but it was also the first coming to power of a genuine commoner [...]. » Voir « Brief Histories of the Parties », p.198. L'historien Louis Hartz le décrit ainsi : « [...] Jackson est le premier président né à l'Ouest (Tennessee), élevé dans le milieu de la frontière, dans une famille d'une « abjecte » pauvreté; il ne sait ni lire ni écrire ». Voir Hartz, p.45.

¹²⁷ Lee Benson, *The Concept of Jacksonian Democracy: New York as a Test Case*, Princeton, Princeton University Press, 1961.

¹²⁸ Melandri, « La rhétorique populiste », p. 188.

¹²⁹ Wilentz, p.48.

faveur de l'esclavage¹³⁰. À partir de 1854, une alliance s'établit entre les capitalistes du nord-est et les petits fermiers, soit par des dissidents du Parti whig et du Parti démocrate du nord, ce qui donne naissance au Parti républicain¹³¹. Ce parti est voué à la limitation de l'esclavage lors de la guerre de Sécession, mais il a surtout à cœur la défense du protectionnisme qui est garant des profits de la grande industrie naissante dans les villes industrielles du Nord¹³².

3.5 La guerre de Sécession et la naissance de la gauche américaine

C'est la guerre de Sécession (1860-1865) qui dessine la carte politique telle qu'on la connaît actuellement. C'est le conflit le plus meurtrier de l'histoire de l'Amérique du Nord, un véritable « carnaval de la mort », pour reprendre l'expression de Charles Francis Adams Jr., avec ses 618 000 morts et ses centaines de milliers de blessés¹³³. L'historien Louis Hartz associe le conservatisme du Sud avant la guerre de Sécession comme l'effet de la frustration des couches supérieures nostalgiques de l'aristocratie féodale européenne :

¹³⁰ « Brief Histories of the Parties », p.198-199.

¹³¹ Melandri, *Histoire des États-Unis*, p.55.

¹³² En effet, les industries du Nord étaient généralement partisans et avantagées par la mise en place travail libre plutôt que l'esclavage. Voir Soppelsa, p.152 et « Brief Histories of the Parties », p.198-199.

¹³³ Melandri, *Histoire des États-Unis*, p.55; Soppelsa p.155.

[...] l'Amérique n'a pas montré au monde le spectacle d'une classe moyenne en proie à des frustrations mais celui d'une « aristocratie frustrée »—formée par des hommes à l'esprit aristotélicien, avides de briser les barrières de l'égalitarisme dont s'entourait la vie des classes moyennes, mais qui, ce faisant, étaient en proie à des complexes de culpabilité et d'échec.¹³⁴

Pour Hartz, le cas des grands propriétaires fonciers avant la guerre offrent une illustration parfaite de ce cas de figure :

Le Sud, comme l'a dit John Crowe Ransom, a formé la partie de l'Amérique la plus proche du vieux monde européen, mais il n'a jamais été l'Europe. Il fait figure de fils dénaturé au sein d'une famille libérale ; le voici torturé, égaré, contraint de vivre dans un monde imaginaire et, au lieu de battre en brèche la puissance de Locke en Amérique, il donne l'image de la tyrannie exercée par le philosophe.¹³⁵

Pour la philosophe Catherine Audard, spécialiste de l'histoire du libéralisme, c'est la victoire de Lincoln en 1861 et la fin de la Guerre de Sécession qui marquent le début du « consensus libéral entre les deux grands partis [qui] n'a jamais vraiment été remis en question depuis¹³⁶ ». En effet, c'est dans le contexte de la Guerre de Sécession qu'Abraham Lincoln, le premier président républicain, remporte les élections en 1861. C'est ce même parti qui domine la scène politique jusqu'en 1912, période pendant laquelle, à l'exception de Cleveland, aucun président démocrate ne parvient à se faire élire. Louis Hartz dira à ce propos :

¹³⁴ Hartz, p.23.

¹³⁵ *Ibid.*, p.23

¹³⁶ Audard, p.8.

Il n'y a jamais eu de « mouvement libéral » ni de véritable « parti libéral » en Amérique; nous avons seulement eu un « mode de vie américain », formulation nationaliste des idées de Locke qui le plus souvent ignore ce qu'elle doit à Locke; encore ne sommes-nous parvenus à ce stade qu'à la fin de la guerre de Sécession, quand les whigs américains¹³⁷, abandonnant la tradition hamiltonienne, virent le capital qu'ils pouvaient en tirer.¹³⁸

Cela permet à Hartz de dire que c'est donc « pour des bonnes raisons historiques »¹³⁹ que les théoriciens de la Sécession tombent littéralement dans l'oubli après la guerre.

C'est aussi la guerre de Sécession qui, selon Eli Zaretsky, donne réellement naissance à la gauche états-unienne¹⁴⁰. Comment définir la gauche, particulièrement dans le contexte états-unien? Reprenons d'abord la définition de Zaretsky qui considère que la prise de position commune à la gauche est d'abord la recherche d'égalité. Ainsi, si cet élément était peu présent lors de la Guerre d'indépendance, la gauche se construit plutôt à partir de sa prise de position face à l'esclavagisme lors de la guerre de Sécession, ainsi que dans le constat que les institutions libérales ayant présidé à la fondation de la nation, soit la déclaration d'Indépendance et la Constitution, s'avèrent incapables de fonder une égalité de fait : « [p]lutôt que de créer une nouvelle société, [la gauche] visait à refonder la nation en redécouvrant et radicalisant l'idéal égalitaire qui se trouve au sein de [l'] identité nationale¹⁴¹ ».

¹³⁷ Hartz fait ici référence à la tendance libérale conservatrice au sein, même si le parti whig a été dissous au niveau national depuis 1856. Voir Jacques Portes, *Les États-Unis, de l'indépendance à la Première Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 2008 [1991], p.67-69.

¹³⁸ Hartz, p.25.

¹³⁹ *Ibid.*, p.23

¹⁴⁰ Zaretsky, p.12

¹⁴¹ *Ibid.*, p.12.

Paradoxalement, la dynamique de la guerre constitue aussi la condition de possibilité d'instauration d'empires industriels qui constitueront une des principales cause des inégalités de fait jusqu'à nos jours. Si la guerre civile ralentit les secteurs les plus importants de l'industrie, il n'en demeure pas moins que ce sont les bénéficiaires des industries de guerre, tels que les « grands industriels du secteur de l'armement, des constructions navales, de la sidérurgie, barons de la finance et du secteur bancaire¹⁴² » qui forment la première classe de millionnaires du pays. Ainsi, c'est la guerre de Sécession qui a créé les conditions de possibilités de la domination économique de la classe capitaliste des industries du Nord, qui acquiert alors un prestige politique accru au détriment de l'aristocratie agricole des planteurs du Sud.

3.6 La reconstruction et l'âge doré (1865-1898)

La période qui suit la guerre civile est une période clé de l'histoire états-unienne. Pour l'historien Pierre Melandri, « [d]ans le tiers de siècle qui suit la guerre civile, le sens de l'expérience américaine a été plus radicalement transformé que dans toutes les décennies écoulées depuis la guerre d'indépendance¹⁴³ ». En effet, c'est entre le début de la guerre civile en 1861 et le début du XX^e siècle que l'économie états-unienne passe d'une économie agraire à l'économie la plus productive de la planète¹⁴⁴. On assiste ainsi à une industrialisation et à une urbanisation sans précédent. Elle s'accompagne de la mise sur pied de grands empires industriels et financiers tels que ceux de Rockefeller, de Morgan et de Carnegie, rendus possibles par une concentration des capitaux inédite. En 1865, le décollage de l'économie

¹⁴² Soppelsa, p.156.

¹⁴³ Melandri, *Histoire des États-Unis*, p.55.

¹⁴⁴ Larry Portis. *Histoire du fascisme aux États-Unis. Région parisienne* : CNT, 2008, p.73.

amorcée dans les années 1840 s'accélère brutalement : la production industrielle passe de 2 à 13 milliards de dollars entre 1860 et 1900 et la population non agricole de 4 à 18 millions d'habitants¹⁴⁵.

D'autre part, l'expansion industrielle nécessite l'expansion constante de la classe ouvrière, qui est réalisée par l'immigration rapide en provenance de l'Europe après la guerre de Sécession¹⁴⁶. L'arrivée de cette immigration nombreuse, souvent pauvre, s'accompagne de conflits ethniques et sociaux importants. En effet, après la guerre, le développement économique et financier ne rencontre aucune contrainte et il en va de même pour l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, la réglementation en ce domaine étant pratiquement inexistante. Dans beaucoup de régions, cette époque est aussi caractérisée par la création de syndicats. En 1866, la première organisation syndicale nationale, le *National Labor Union*, voit le jour¹⁴⁷, suivie par la création des *Knights of Labor* et de l'*American Federation of Labor* dans les années 1880.

Les années entre la guerre civile et la crise de 1929 connaissent aussi d'importantes crises de surproduction et de surcapitalisation (1873, 1882, 1900, 1913-1914, 1921 et 1928¹⁴⁸). Pour l'historien Eli Zaretsky, la crise de 1929 est le résultat de cette série de crises qui débutent en 1850¹⁴⁹. Pour Paul Ricoeur, il s'agit là essentiellement de crises qui interviennent dans des économies mixtes, mi-agricoles

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.85.

¹⁴⁶ Portis, p.55.

¹⁴⁷ Portis, p.74.

¹⁴⁸ Ricoeur, p.6.

¹⁴⁹ Zaretsky, p.101.

et mi-industrielles, qui « [r]éflètent la domination de l'économie industrielle sur l'économie agricole, l'unification des marchés, la prédominance des biens de production, le rôle croissant du marché financier et du crédit bancaire¹⁵⁰ ». Ces crises systémiques accélèrent aussi la dynamique de concentration des capitaux dans le domaine agricole. Par exemple, il survient une crise importante des prix agricoles entre 1873 et 1874, qui a comme répercussion directe la concentration du marché :

[Autour de 1873 et 1874], se constituent de somptueux « domaines agraires bancaires », à partir des propriétés saisies, domaines qui se pérenniseront avec le remplacement des petits exploitants directs, ruinés et condamnés à filer vers la ville, par des fermiers au sens européen du terme, en exploitation indirecte¹⁵¹.

Ainsi, la crise économique de 1874 ravive les tensions déjà présentes entre les syndicats et les compagnies. De plus, l'exploitation agricole, qui constituait le garant du pouvoir régional, est à la fois marginalisée au cours de la récession au profit de la grande industrie et intégrée aux grands circuits de l'économie ce qui permet d'en réaliser une expansion considérable. À titre d'exemple, il existe environ deux millions de terres agricoles aux États-Unis en 1860, au début de la guerre de Sécession. En quarante ans, ce nombre triple¹⁵². Pourtant, peu importe leur gravité, toutes ces crises n'engendrent toujours pas, comme en Europe, des troubles sociaux importants qui forcent l'État central à intervenir :

¹⁵⁰ Ricoeur p.6.

¹⁵¹ Melandri, *Histoire des États-Unis*, p.122.

¹⁵² Portis, p.73.

« Nor did economic distress, which periodically deepened, lead to such serious outbreaks of disorder as to provoke relief concessions, partly because the open land of the frontier served, until the late nineteenth century, to drain off some of the deprived and discontented, and partly because such outbreaks as did occur were not especially disruptive in so sparsely settled a country.¹⁵³ »

Enfin, pour Fox Piven et Cloward, le redressement de l'économie après chacune de ces paniques bancaires renforce la croyance en l'individualisme et aussi le recours à des formes de solidarité chrétiennes et privées lors des marasmes économiques du XIX^e siècle¹⁵⁴.

3.7 L'ère progressiste (1890-1920)

C'est à partir de la fin du XIX^e siècle que les économistes, Marx en tête, amorcent une réflexion théorique sur le caractère systématique des crises et ce qu'on commence à nommer le « cycle économique »¹⁵⁵. À partir des années 1890, le terme de « surproduction » apparaît dans le vocabulaire¹⁵⁶. On commence à concevoir les crises comme un problème social généralisé, non seulement appartenant à la sphère économique, particulièrement durant la dépression de 1893, qui est particulièrement dramatique. Il en découle aussi un engouement accru pour les revendications de protection sociale de la part des travailleurs.

La fin du XIX^e siècle connaît aussi une immigration massive du continent européen. Environ 30 millions de personnes immigrent aux États-Unis entre 1880 et

¹⁵³ Fox Piven et Cloward, p.45.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p.45

¹⁵⁵ À ce propos, voir Micheal Stewart, *Keynes*, Paris, Seuil, 1967, p.18-29.

¹⁵⁶ Zaretsky, p.101

1910¹⁵⁷. Généralement peu qualifiées, leur différence de richesse est frappante par rapport aux États-Uniens protestants de souche. En partie en raison de l'influence européenne, les États-Unis assistent aussi dans cette période à une importante prolifération entre les années 1880 et 1920 de groupes et de partis anarchistes, socialistes et marxistes, qui influencent par ailleurs le contenu des programmes des partis officiels¹⁵⁸.

De nombreux événements à caractère politiques marquent l'esprit révolutionnaire de cette période, tels que « la grève générale pour la journée de huit heures et l'affaire de Haymarket en 1886, la grève Pullman en 1891 et la marche des chômeurs sur Washington en 1893 »¹⁵⁹. Un autre moment important de l'histoire ouvrière est la création en 1905 de l'IWW (*Industrial Workers of the World*). Après trois décennies d'industrialisation et de luttes syndicales, c'est la première fois aux États-Unis que la classe capitaliste est confrontée à « une organisation qui a le potentiel de devenir un véritable mouvement de masse et à ébranler les fondements de la société »¹⁶⁰. Pourtant, le gouvernement fédéral n'intervient pas à cette époque de façon directe sur les membres de l'IWW, mais en laisse la responsabilité aux municipalités et aux États qui se dotent de milices pour y faire face¹⁶¹.

Le libéralisme progressiste résulte de cette période suivant la fin de la guerre de Sécession où les disparités se font croissantes. Le libéralisme classique, qui

¹⁵⁷ Portis, p.74.

¹⁵⁸ *Ibid*, p.74

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.74-75.

¹⁶⁰ Portis, p.64.

¹⁶¹ Ce n'est véritablement que la Première Guerre mondiale qui changera cette politique.*Ibid.*, p.79.

préconisait l'indépendance des marchés, est remis sérieusement en question entre les années 1880 et 1920, suite à la guerre de Sécession et relativement aux crises de la société industrielle¹⁶². Parmi ces crises, Catherine Audard nomme la mise en place progressive du suffrage universel et surtout les transformations du capitalisme industriel, et sa réponse par les masses laborieuses, qui remet en question l'idéal d'égalité naturelle au fondement du libéralisme classique : « Rien ne prépare le libéralisme classique à cette nouvelle situation de lutte des classes, lui qui concevait la société comme une entreprise de coopération pacifique et réciproque, au bénéfice de tous¹⁶³ ». C'est donc dans ce contexte que naît l'idée d'un libéralisme réformiste et progressiste, parfois nommé en anglais *welfare liberalism*¹⁶⁴, ou « libéralisme du bonheur », c'est-à-dire une forme de libéralisme qui valorise le progrès humain par la socialisation de l'individu¹⁶⁵. Cette idéologie se veut plus sociale, moins individualiste et comme mettant l'accent sur l'importance de la démocratie. Influencée par John Stuart Mill¹⁶⁶, entre autres, elle constitue l'inspiration fondamentale du *New Republic*.

¹⁶² Audard, p.6-27. Nous verrons plus en détail du développement économique des États-Unis au chapitre 3.

¹⁶³ *Ibid.*, p.8-9.

¹⁶⁴ Michael P. Zuckert associe en effet le développement du progressisme de la deuxième moitié du XIX^e siècle aux États-Unis à la notion de « *welfare liberalism* ». Voir Zuckert, p. 272.

¹⁶⁵ Eldon J. Eisenach. « Progressivism as a National Narrative in Biblical-Hegelian Time », *Social Philosophy and Policy*, vol. 24, n° 1, 2007 (hiver), p. 55

¹⁶⁶ Les idées de John Stuart Mill sont qualifiées par Michael P. Zuckert de libéralisme plus libertarien dans son caractère que le libéralisme classique parce que Mill considère que le pouvoir des gouvernements devraient être strictement limités à la défense des droits, particulièrement le droit à la protection et à la préservation. Pourtant, à la fin de sa vie, Mills se rapproche des idées des socialistes et remet en question le principe de la liberté des marchés comme garante de l'égalité parmi les hommes. À ce propos, voir Zuckert, p.271. De plus, Mill considère que c'est la pauvreté extrême qui alimente la haine des pauvres envers les riches. À ce propos, voir Fox Piven et Cloward, p.22.

Les libéraux de l'ère progressiste influencent une panoplie de réformes nationales. Parmi les partisans de ces idées, on compte entre autres le mouvement populiste, partisan de l'interventionnisme d'État. On compte aussi les nouveaux nationalistes, influencés par le livre *The Promise of American Life* (1906) d'Herbert Croly, qui prônent un retour aux politiques fédéralistes d'Alexander Hamilton, et qui ont exercé une influence notable sur les politiques de Théodore Roosevelt. L'autre mouvement important associé à ce courant est la « Nouvelle liberté », qui réunit les émules de Thomas Jefferson et opposants aux monopoles et à Wall Street, parmi lesquels se situe Woodrow Wilson¹⁶⁷.

C'est aussi dans ce contexte que naissent un ensemble de nouvelles pensées sociales, qui, pour le spécialiste des idées Morton G. White, possèdent une cohérence interne et constituent une *épistémè*, au sens foucaldien¹⁶⁸. Parmi les pensées sociales qui ont été les plus influentes à cette époque, on peut nommer l'instrumentalisme et le pragmatisme de John Dewey, l'institutionnalisme de Thorstein Veblen, le réalisme d'Olivier Wendell Holmes dans le domaine du droit, la critique des partis politiques de Charles A. Beard et le pragmatisme historiographique de James Harvey

¹⁶⁷ Zaretsky, p.103.

¹⁶⁸ Pour Michel Foucault, le concept d'*épistémè* « vise [...] à nommer l'unité ou la cohérence qui peut exister à une époque, au-delà des apparences, dans les relations entre les relations discursives de différents savoir ». Voir Pierre Viltard, « L'étrange carrière du concept foucaldien d'*épistémè* en science politique », *Presses de Sciences Po.*, vol. 3, no 23, 2006, p.197. Foucault considère par exemple que l'*épistémè* de l'Âge classique a été construite à partir du fait de nommer le système général du savoir. Il considère aussi que « ce système a été assez contraignant pour que les formes visibles de connaissances y esquissent d'elles-mêmes leurs parentés, comme si les méthodes, les concepts, les types d'analyse, les expériences acquises, les esprits et finalement les hommes eux-mêmes s'étaient déplacés au gré d'un réseau fondamental qui définissait l'unité implicite mais inévitable du savoir ». Michel Foucault, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966, p.90, cité par Viltard, p.197-198.

Robinson¹⁶⁹. Toutes ces pensées militent en faveur de l'étude des processus concrets dans la constitution de la société. Contrairement à un idéalisme qui ne ferait que s'intéresser aux principes abstraits, par exemple du droit ou de l'économie, ces tenants de la nouvelle pensée sociale s'intéressent aux processus réels qui interviennent dans la composition de la société.

C'est aussi à partir de cette période que le terme de *liberal* commence à devenir synonyme de « gauche » aux États-Unis¹⁷⁰. Contrairement au libéralisme classique, les libéraux progressistes ne conçoivent plus la propriété en tant que droit naturel, mais bien en tant qu'allocations données ou permises par la société. Le *New Republic*, le *New Deal* ainsi que la Déclaration des droits de l'homme proclamé par Roosevelt en 1948 constituent en quelque sorte trois exemples très forts de l'influence du courant progressiste¹⁷¹.

3.8 Le libéralisme du *New Republic*

Il est maintenant temps de situer dans l'histoire du libéralisme états-unien le discours de notre objet d'enquête empirique, soit l'hebdomadaire d'opinion politique le *New Republic*. S'il prend une ligne éditoriale beaucoup plus à droite dans les années 1950, *New Republic* est d'allégeance libérale progressiste entre les années

¹⁶⁹ Morton G. White, *La pensée sociale en Amérique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1963, p.1-7.

¹⁷⁰ C'est par exemple pour dissiper l'ambivalence associée à la différence de sens entre le mot « libéral » en français (généralement associé au centre droit dans la tradition républicaine) et la tradition anglophone que Nicolas Calvé, le traducteur de l'ouvrage de Chris Hedges traduit le concept de « *liberal class* » par « élite progressiste ». Cette traduction correspond aussi à l'idée centrale de Domenico Losurdo, exposée à la page 25, selon laquelle la « classe libérale » constitue en fait rien de moins qu'une élite. Voir Nicolas Calvé, « Avertissement du traducteur », In Chris Hedges, *La mort de l'élite progressiste*, Montréal, Lux, p.7-8.

1910 à 1940, ce qui le situe alors un peu plus à gauche que la position libérale la plus répandue.

En plus de tirer une forte influence du courant progressiste de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, le *New Republic* est aussi influencé par une position associée à ce que Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati qualifient de « socialisme libéral »¹⁷². Ce concept réfère au courant intellectuel né en Italie entre les années 1920 et 1930 autour des réflexions de Luigi Einaudi et de Benedetto Croce, fondateur du Parti libéral italien¹⁷³, ainsi que du livre *Socialisme libéral* du militant socialiste et antifasciste Carlo Rosselli. Il a comme objectif d'articuler les idéaux économiques du socialisme et les idéaux politiques et démocratiques du libéralisme. Ce courant se réclame d'auteurs socialistes du XIX^e siècle, tout en s'opposant au marxisme¹⁷⁴. Il se réclame aussi de la philosophie américaine, individualiste et transcendantaliste, avec des auteurs comme Emerson ou Thoreau¹⁷⁵, ainsi que la philosophie pragmatiste de Charles Sanders Pierce, William James et John Dewey, qui sont à l'époque très influents dans le monde intellectuel¹⁷⁶. John Maynard Keynes, par exemple, se réclame de cette position¹⁷⁷.

¹⁷¹ Zuckert, p.273.

¹⁷² Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati. *Le socialisme libéral : Une anthologie : Europe-États-Unis*. Paris : Esprit, 2003.

¹⁷³ Audard, p. 16.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p.14.

¹⁷⁵ Marie-Christine Granjon, « Contestation et démocratie dans l'Amérique du 20^e siècle ». *Vingtième Siècle : Revue d'histoire*, 1988, no 18 (avril - juin), p. 45-46.

¹⁷⁶ À ce sujet, voir William James, *Le pragmatisme*. Paris: Flammarion, 2010 [1907].

¹⁷⁷ Christian Chavagneux, « Après le libéralisme », *L'Économie politique*, vol. 4, no 44, 2009, p.5.

De plus, le *New Republic* se réclame d'un libéralisme progressiste, mais donne à ce terme un usage particulier. Selon Croly, le fondateur du *New Republic*, ce qui a uni les différentes phases du libéralisme, c'est d'abord et une volonté d'imprégner l'esprit des électeurs américains d'un programme progressiste et démocratique en tant qu'idéal national, ainsi que de généraliser nationalement l'idée de réforme¹⁷⁸. En 1920, avec la désintégration du libéralisme de Woodrow Wilson (président de 1913 à 1921), et l'élection imminente de Harding, le libéralisme semble alors au plus loin de son but qu'il ne l'a été en 20 ans.

Pour Croly, il est important de distinguer le libéralisme du progressisme politique. Pour lui, « Liberalism was really a mental attitude, the faith in "the pursuit of new truth as the chief agency of human deliverance"¹⁷⁹ ». Dans la même veine, George Soule, collaborateur au *New Republic*, met l'accent sur l'importance des dispositions et des attitudes éthiques individuelles comme étant au centre du progrès de la nation. Ainsi, il considère qu'avant d'être une opinion politique, le libéralisme doit se concevoir avant tout comme une disposition, une attitude mentale basée sur la foi dans le progrès de l'humanité. De plus, cette disposition peut se trouver chez des personnes de toutes les tendances politiques :

¹⁷⁸ George Soule, « Herbert Croly's Liberalism: 1920-1928 », *New Republic*, 16 juillet 1930, vol. 63, no 815, p.253-257.

¹⁷⁹ On s'étonnera peut-être de la connotation religieuse d'une telle assertion, alors que le libéralisme politique s'est précisément construit contre le dogmatisme religieux. Pour Croly, ces deux tendances ne sont pas antinomiques. Il consacre en effet les dernières années de sa vie aux écrits religieux, et sa pensée religieuse fait partie intégrante de son attitude par rapport à la société. À ce sujet, voir : *Ibid*, p.255-256.

« [s]ome liberally inclined persons would, on account of their social status, be conservatives; others would become associated with labor or radical parties. This liberal leaven would help to civilize politics and make it more fruitful.¹⁸⁰ »

Ainsi, il est déplorable pour lui que l'on limite le libéralisme à la défense du capitalisme. Soule dira que le libéralisme « had, by a historical accident, become associated with a particular economic and political creed, but that creed was now inapplicable¹⁸¹ ».

Pour ce qui est du progressisme, Croly le considère comme la croyance « in the salvation of our society by the gradual and natural approximation to socialism¹⁸² ». Pour Wilson, ce capitalisme intelligent et bienveillant sur lequel les libéraux ont toujours compté a non seulement refusé de se transformer en socialisme, mais a été incapable de prédire la catastrophe de la Grande Dépression¹⁸³. En effet, face à la crise semble désormais incontestable que la liberté et l'égalité, même promues par une série de réformes de l'ère progressiste, ne peuvent être atteintes également par les détenteurs de capitaux et par celles et ceux qui sont le plus durement touchés par le chômage.

L'appel au libéralisme est fortement empreint au sein du *New Republic* d'une analyse macroscopique et historique des relations sociales. Ainsi Croly reprend l'idée selon laquelle dans les premiers temps de la république, le gouvernement a établi à force de réformes une centralisation défendue par Hamilton dans l'intérêt des classes

¹⁸⁰ *Ibid.*, p.255.

¹⁸¹ *Ibid.*, p.255.

¹⁸² Edmund Wilson. « An Appeal to Progressives », *New Republic*, 14 janvier 1931, vol 65, no 841: p. 235. Wilson spécifie par contre que cette définition est généralement appliquée au libéralisme.

¹⁸³ *Ibid.*, p.235.

propriétaires aux dépens de politiques plus démocratiques de Jefferson. Par contre, ce que montre Croly, c'est que quand les jeffersoniens sont parvenus au pouvoir, ils ont conservé essentiellement les mêmes structures gouvernementales qu'Hamilton, tout en conservant dans leurs discours l'idéal démocratique¹⁸⁴. Pour Croly, c'est cette contradiction qui fait la base de toute l'hypocrisie de la pensée politique états-unienne qui détache sa rhétorique de ses actions politiques. Un des meilleurs exemples de cette contradiction, pour Croly, est le fait que la Constitution protège, par les droits effectifs, l'esclavage, ce qui va à l'encontre même du principe de droits naturels¹⁸⁵.

Afin de limiter le pouvoir capitaliste par la loi, Croly propose un retour à la centralisation d'Hamilton, mais dans les intérêts cette fois du peuple en entier, ce qu'il considère comme étant du « socialisme ». Pourtant, les idées de Croly diffèrent du socialisme en soutenant deux principes qui lui sont contraires à l'époque, soit le nationalisme et le capitalisme : « [h]e thought that the American spirit would be strong enough to compel American capitalism to restrain and reform itself¹⁸⁶ ». Pour atteindre cet objectif d'instauration du socialisme au sein d'un capitalisme planifié sur une base nationale, Croly propose une série de réformes inspirées par l'esprit de Lincoln. Ses idées constituent une influence majeure pour la présidence de Theodore Roosevelt (1901-1909) et sont aussi défendues par ce dernier lors de la scission du parti républicain en 1912 et la formation du Parti progressiste¹⁸⁷.

¹⁸⁴ Croly dira qu'il s'agit là du début de « that career of intellectual lethargy, superficiality and insincerity which ever since has been characteristic of official American thought ». Cité par Edmund Wilson. « An Appeal to Progressives », *New Republic*, 14 janvier 1931, vol 65, no 841: p. 234-238.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p.234.

¹⁸⁶ Soule, « Herbert Croly's Liberalism », p.253.

¹⁸⁷ Cette scission est la conséquence d'un différent qui oppose Theodore Roosevelt, l'ancien président, et Taft, le président républicain alors en place. Cette division des forces du Parti républicain nuit à sa

3.9 Conclusion

Le but de ce chapitre était de situer les représentations des classes sociales présentes dans le *New Republic*, dans un contexte plus large, c'est-à-dire en lien avec le développement des transformations du libéralisme en tant que discours éthique qui s'adapte aux transformations politiques, sociales et économiques pendant toute l'histoire états-unienne. Ainsi, c'est le libéralisme qui a agi comme principal mode de légitimation, non seulement du capitalisme, mais aussi de l'ordre établi et des relations sociales dominantes depuis les débuts même de la colonie. C'est lui qui a dirigé principalement non seulement la construction effective des rapports économiques, mais aussi leurs représentations dans l'imaginaire collectif.

L'histoire du libéralisme est truffée de tentatives pour réconcilier à la fois la liberté et l'égalité formelle des individus avec leurs conditions d'inégalité matérielle et répondre aux problèmes engendrés par le développement du capitalisme industriel. D'autre part, comme nous l'avons vu dans ce chapitre, la polarisation de la société en tant que classes sociales se développe progressivement d'une part par les changements dans le monde du travail, où le capitalisme concentre la possession du capital, et d'autre part dans la représentation des intérêts des travailleurs au sein des luttes syndicales et révolutionnaires et enfin dans la représentation des intérêts de la population et du grand capital qui fait débat au sein de l'État. C'est en réponse à ces polarisations que le libéralisme progressiste s'est présenté comme une tentative de refondation du libéralisme pour faire face aux différentes crises économiques et sociales de la fin du XIX^e siècle. C'est à une crise similaire que tente de répondre la

victoire et mène à l'élection de Woodrow Wilson en 1912, le seul président Démocrate entre Cleveland (dont le deuxième mandat s'achève en 1897) et l'élection en 1933 de Franklin D. Roosevelt. Voir « *Brief Histories of the Parties* », p. 198-199.

redéfinition du libéralisme progressiste par le *New Republic*, qui tente de réconcilier à son tour à la fois les attitudes éthique d'égalité démocratique promues par le libéralisme classique et les idéaux économiques du socialisme. C'est dans cette optique, nous le verrons dans la prochaine partie, que ce construit tout son rapport à la fois descriptif et normatif aux classes sociales pendant le mandat de Hoover.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DE CAS
LES CLASSES SOCIALES DANS LE DISCOURS DU *NEW*
REPUBLIC PENDANT LE MANDAT DE HERBERT
HOOVER (1929-1933)

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE

4.1 Introduction

Ce chapitre est de présentera la méthodologie de la partie empirique du présent mémoire, dont les résultats seront présentés au chapitre 5. Il présente les objectifs (section 4.2), questions de recherche (section 4.3), les hypothèses (section 4.4), la méthode, soit l'analyse de discours (section 4.5) ainsi que la constitution du corpus (section 4.6).

4.2 Objectif

L'objectif de l'étude de cas du *New Republic* est de faire ressortir les différentes représentations du concept de classes sociales telles qu'employées dans la presse libérale progressiste. Comme nous l'avons vu, le concept de classe sociale est polysémique et n'agit pas toujours de la même façon en fonction de son usage. Ce sont ces contrastes que la partie empirique de ce mémoire souhaite d'abord illustrer. Pour les besoins de notre étude de cas, les classes sociales seront d'abord examinées dans leur rapport avec le pouvoir politique.

4.3 Question de recherche

La question générale de recherche est la suivante : comment peut-on relier la conjoncture économique aux identités de classe qui se développent aux États-Unis dans la période de la Grande Dépression chez les libéraux progressistes autant au point de vue descriptif qu'au point de vue normatif?

Notre analyse tentera d'éclaircir les questions spécifiques suivantes au point de vue descriptif : quelles sont les représentations de classe qui sont mises de l'avant dans les articles du *New Republic*? Est-ce que les représentations identitaires ont été transformées dans les représentations libérales en raison de la crise économique? Si oui, comment? S'agit-il de représentations en termes de pouvoir, de culture ou de production? Les classes tendent-elles à se polariser (dans leur représentation), comme chez Marx, ou bien sont-elles perçues en fonction de variables continues ou de plusieurs dimensions pour qualifier la société en reflétant une plus grande complexité?

En deuxième lieu, nous avons vu dans la problématique que les classes sociales se conçoivent comme un moteur d'action et un mode d'intelligibilité des intérêts collectifs à l'intérieur et à l'extérieur du champ institutionnalisé de la politique. Quel est contenu normatif proposé par les libéraux progressistes dans ce contexte? Quel est leur évaluation quand à la constitution de *classes pour soi*, ou leur position par rapport aux luttes de classes? Enfin, la répartition de la richesse au sein du capitalisme est-elle justifiée ou critiquée dans le discours libéral?

4.4 Hypothèses

Au point de vue descriptif, notre première hypothèse est que le *New Republic* met surtout l'accent sur l'idée de classe moyenne (« middle class ») au point de vue

culturel et qu'il fait peu référence aux concepts de classe sociales en termes de pouvoir politique ou de possession dans la sphère du travail.

Au point de vue normatif, notre hypothèse principale est que la construction des identités de classe aux États-Unis est fortement influencée par les polarisations des partis politiques. Notre deuxième hypothèse est que la mise en narration des classes sociales dans la sphère publique par les libéraux progressistes suite à la crise de 1929 s'est instituée en faisant référence aux politiques publiques ainsi qu'en effectuant d'une mise à distance face à toute *praxis* révolutionnaire, identifiée au radicalisme. Ce faisant, nous faisons aussi l'hypothèse que les libéraux progressistes se sont progressivement désolidarisés des luttes ouvrières pour voir en l'État le seul interlocuteur valable. Ces quatre hypothèses seront testées par l'analyse de discours du *New Republic* et feront l'objet de la discussion dans la conclusion.

4.5 Méthode : l'analyse de discours

L'analyse du discours telle qu'elle sera employée cherche à rendre compte d'une multiplicité de discours et de débats qui sont publiés dans le *New Republic*. Le but de ce travail est de repérer les schèmes narratifs qui se répètent à propos des classes sociales. Les opinions du *New Republic* seront ainsi traitées comme un discours en soi, ce qui est réalisable en raison d'une ligne éditoriale cohérente qui, située au sein un centre névralgique d'opinions différentes, fixe les limites du dicible et du non-dicible, du publiable et du censuré. Cette direction se réfère à une image que le *New Republic* veut projeter de lui-même. Un article de 1930 exprime cette rigueur éditoriale caractéristique de l'esprit du journal, en rendant un hommage posthume au rôle éditorial d'Herbert Croly, le fondateur du journal :

« Herbert Croly felt that the editor's responsibility to his reader extended to giving endorsement and support to every contributor, which meant excluding those whose point of view was opposed to that hostile to the general good of the community. Critics sometimes protested that this amounted to an unfair censorship; but I do not see how any thoughtful person can hold this view, or can call the policy anything else than taking the task of editorship seriously.¹⁸⁸ »

Ainsi, si le *New Republic* publie des opinions diverses et variées, ses propos sont toujours encadrés par une vision spécifique du bien commun. C'est cette vision que nous tenterons de faire ressortir ici. Par conséquent, la correspondance des lecteurs du journal n'a pas été considérée pour l'analyse que les articles, étant donné qu'elle correspond à une politique éditoriale différente comme l'affirme Bruce Bliven, toujours à propos d'Herbert Croly :

« The paper's correspondence columns, under his editorship, were always open to the expression of any sorts of view, whether the editors agreed with it or not; but the signed and unsigned articles in its pages contained only material which was in general concordance with the New Republic policy.¹⁸⁹ »

Nous espérons ainsi nous référer à un cadre d'analyse cohérent pour les besoins de ce mémoire, mais si les lecteurs et lectrices devons garder en tête qu'il existait des opinions contraires au sein même du comité de rédaction du journal.

4.6 Constitution du corpus

La partie empirique de la présente recherche, qui fait l'objet du chapitre 5, s'appuie sur la lecture de près d'une trentaine d'articles publiés dans le magazine *New Republic* de 1929 à 1933. Cette période correspond au mandat de Hoover. Le

¹⁸⁸ Bruce Bliven. « Herbert Croly and Journalism », *New Republic*, 16 juillet 1930, vol.63, no 815, p.260. Sans pouvoir en être certain, on peut considérer que cette politique devait s'appliquer même après le départ de Croly.

¹⁸⁹ Bliven, p.260.

krach économique survient en octobre 1929 et 1933 est l'année de l'élection de Roosevelt et celle de la mise en place de la première phase du *New Deal*.

Le choix du *New Republic* a été guidé entre autres pour son accessibilité via Internet sur le site de *Canadian Point of View Reference Center*, une ressource d'archives avec abonnements institutionnels¹⁹⁰. Toutes ces archives ont été non seulement numérisées, mais sont aussi accessibles pour la recherche sémantique, ce qui en facilite grandement l'accès. Ces articles ont été sélectionnés en utilisant une recherche dans les archives numérisées à partir du mot « class* »¹⁹¹. La recherche effectuée est une recherche simple, qui correspond au résumé et aux mots clés, et recherche les mots connexes ainsi que les mots dans le texte. Après élimination des fausses occurrences (par exemple les articles traitant de classe d'école ou de musique classique), 20 articles ont été gardés pour la période mars 1929 à février 1933. Ces textes portent à mention « (c) » dans la bibliographie. Les lettres de lecteurs ont aussi été éliminées, comme il a été mentionné, étant donné qu'elles ne sont pas soumises de la même façon à la ligne éditoriale du *New Republic*.

De plus, certains articles ont été ajoutés par la suite, de façon itérative, soit pour compléter l'information à propos d'événements politiques précis, soit parce que ces articles spécifiques étaient mentionnés dans les articles choisis et qu'ils ont été considérés pour leur pertinence en tant que complément d'information. Ces articles sont affublés de la mention « (i) » dans la bibliographie. Les articles du *New Republic* font aussi l'objet d'une bibliographie à part. Les résultats de la recherche seront présentés dans le chapitre suivant.

¹⁹⁰ Canadian Points of View Reference Centre, 2012, En ligne : <http://www.ebscohost.com/public/canadian-points-of-view-reference-centre>, Consulté entre octobre 2012 et janvier 2013.

¹⁹¹ L'astérisque signifie la troncature. Son emploi permet de considérer la mention plurielle « classes » dans la recherche.

CHAPITRE V

ANALYSE DE DISCOURS DU *NEW REPUBLIC*

5.1 Introduction

Ce chapitre présentera les résultats de la recherche empirique, c'est-à-dire la construction des classes sociales dans le discours du *New Republic* pendant le mandat de Herbert Hoover, soit du 4 mars 1929, quelques mois avant la crise financière, au 4 mars 1933, alors que la crise est à son comble. Pendant cette période, les chroniqueurs de l'hebdomadaire reviennent à répétition sur les épisodes précédents de l'histoire états-unienne pour qualifier le déploiement des classes sociales. Après une brève description des classes sociales par Herbert Croly (section 5.2), notre analyse de discours sera découpée en fonction des périodes historiques principales pour lesquelles le *New Republic* traite de classes aux États-Unis, soit la période de la Première Guerre mondiale (section 5.3), les années 1920 (section 5.4), l'élection de Herbert Hoover (section 5.5), le krach économique (section 5.6). Les deux sections suivantes traiteront du souhait de voir se mettre en place une société à l'image de l'Unions soviétique (section 5.7) et du désir de fonder un nouveau parti (section 5.8). L'étude s'achèvera avec le climat en place lors de l'élection de Roosevelt (section 5.9).

5.2 Les classes sociales selon Herbert Croly

Croly affirme que le développement industriel des États-Unis a mené une crise entre les classes du même ordre que celle de la disparité de droits entre les Noirs et les Blancs qui a donné lieu à la guerre de Sécession. Il met l'accent sur quatre classes qui se sont nouvellement constituées en raison de leur pouvoir politique :

« the masters of industry and commerce came to constitute a special and supremely powerful class; the lawyers, who had formerly run the government, were turned into another special class that prospered by keeping the bankers and business men out of trouble; politics was left to a third specialised class, the bosses and professional office holders – and the labor unions had produced a fourth, engages (at that time) in fighting the other three.¹⁹² »

Si chacune des quatre classes défend son droit de faire ce qu'elle veut, Croly en appelle à l'idée qu'une authentique démocratie ne signifie pas une liberté illimitée, mais bien la limitation systématique des droits de chacun pour les intérêts de tous. Il espère qu'une politique réformiste pourra limiter les pouvoirs de ces classes et de leur nouvelle puissance¹⁹³. Pour Croly, « political democracy cannot overcome class government without calling to its assistance industrial and social democracy¹⁹⁴ ».

À propos de la conscience de classe, Croly déclare qu'il est important pour les travailleurs :

¹⁹² Wilson. « An Appeal to Progressives », p. 234.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 234

¹⁹⁴ Soule, « Herbert Croly's Liberalism: 1920-1928 », p.254.

to become conscious of the need for collective class action, not for the purpose of undermining the loyalty of the wage-earners to the state, but for the purpose of creating in a redistribution of power among classes the needed foundation for ultimate class-concert.¹⁹⁵

Conscient de la recherche d'harmonie, il considère que la démocratie politique peut être atteinte, non pas en ignorant les classes, mais en les définissant plus précisément et en exerçant un équilibre entre elles. Malgré le fossé qui existe entre les libéraux et le mouvement ouvrier, les deux possèdent un ennemi commun : « class rule, disguised by protective coloration to look like traditional democracy, is the common enemy¹⁹⁶ ».

5.3 L'intensification des conflits de classe lors de la guerre

Pendant la Première Guerre mondiale, la plupart des éditeurs ont été mobilisés pour les besoins de la propagande, ce qui a amplement sensibilisé Croly à l'ampleur du problème de l'instrumentalisation de l'opinion publique à l'encontre de la démocratie¹⁹⁷. Le problème, pour Croly, c'est que la domination, non seulement des processus économiques, mais aussi du gouvernement et de l'opinion publique, est tombée dans les mains des classes propriétaires. Ce faisant, Croly est fortement affecté par l'effet d'intimidation qu'exercent la presse et la propagande sur l'opinion publique.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p.254.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p.254.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p.258.

Avant la guerre, le *New Republic* avait plaidé en faveur de l'intervention états-unienne en croyant qu'elle états-unienne favoriserait la paix mondiale. Pourtant, en rétrospective de l'ampleur des coûts économiques, psychologiques et sociaux engendrés, l'hebdomadaire modifie *a posteriori* sa ligne éditoriale à ce sujet. Il considère désormais que les coûts sociaux et économiques de la Première Guerre Mondiale ont démontré hors de tout doute que la guerre constitue « a vicious anachronism in modern social economy »¹⁹⁸

Le bilan du *New Republic*, en 1930, c'est que la Première Guerre Mondiale a donné lieu à l'exacerbation des conflits de classe. Ceux-ci se sont exprimés en Grande-Bretagne par l'influence grandissante du parti travailliste, alors qu'aux États-Unis, cette tendance s'est exprimée par le renforcement des syndicats. De plus, l'avènement de la Révolution russe exalte les radicaux qui s'y réfèrent constamment comme modèle. Après la fin de la guerre, une série de grandes grèves éclatent aux États-Unis, notamment dans les secteurs de l'acier et du charbon. En Europe, le mouvement ouvrier a annoncé son objectif de destruction du capitalisme, alors qu'aux États-Unis, selon Soule, c'est le grand capital qui s'organise afin de détruire le mouvement ouvrier.

Les éditeurs du *New Republic* ont l'occasion en 1927 de revenir sur le conflit de classe dans le contexte de la guerre à l'occasion d'un débat épineux qui les oppose aux chroniqueurs du *Modern Quarterly*¹⁹⁹. Ce débat est considéré par le *New Republic* comme illustrant les tensions entre les philosophies sociales du libéralisme et du communisme. En effet, le *Modern Quarterly*, que le *New Republic* n'hésite pas

¹⁹⁸ « Constructive Class-Consciousness ». *New Republic*, vol. 52, no 675, 2 novembre 1927, p. 300-302.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 300-302.

à qualifier comme étant « the organ of the American revolutionary socialist intellectuals », affirme qu'étant donné que le capitalisme mène nécessairement à l'impérialisme, les prolétaires doivent refuser la guerre et se rassembler internationalement pour affronter l'ennemi commun, le capitalisme. Le *New Republic* s'y objecte et recommande à son tour aux éditeurs de *Modern Quarterly* d'user de prudence avant de préparer une guerre des classes contre l'État sous prétexte qu'une victoire des prolétaires servirait à résoudre les conflits de classe dans la société.

En fait l'hebdomadaire libéral considère que ces questions présentent de grandes difficultés en qui a trait à évaluer la différence morale entre la guerre et la révolution. Pour le *New Republic*, il est d'abord d'une importance capitale d'essayer d'éradiquer la guerre. De plus, si les nations industrialisées ne peuvent s'entendre pour exclure la guerre des moyens moralement respectables pour résoudre leurs conflits, l'ordre social qui existe alors dans les pays capitalistes sera difficile à défendre. Pour les libéraux, il n'y a pas de raison à priori d'abandonner ce combat si important, alors que les militants et les communistes le considèrent comme perdu d'avance. Par conséquent, privilégier les guerres de classes par rapport aux guerres entre nations peut toujours se justifier, toujours selon le *New Republic*, comme étant le choix du moindre de deux maux. Par contre, si une telle position se justifie en faisant miroiter l'espoir d'une paix postérieure, il s'agit pour l'hebdomadaire libéral d'une paix qui sera obtenue sans victoire, tellement les coûts sociaux de la guerre comme de la révolution sont faramineux²⁰⁰. Il rappelle aussi que ce sont d'abord les frustrations et le désenchantement apportés par la guerre qui ont historiquement conditionné la volonté de paix.

²⁰⁰ *Ibid.*, p.300.

D'autre part, le *New Republic* croit que si les guerres exacerbent le conflit social au sein des pays capitalistes, par conséquent seule la paix entre les nations aurait une chance raisonnable de réconcilier les conflits entre les classes, ce qu'il valorise. Pour ce faire, il conseille aux progressistes de se concentrer sur la politique institutionnelle au lieu de soutenir la guerre entre les classes. Au point de vue international, cela signifie de faciliter des politiques de résolution de conflits qui excluent la guerre. Au sein de la politique nationale, il s'agit de soutenir les partis ouvriers et ce, malgré leur peu de chances de se faire élire²⁰¹. Cela a comme objectif d'unir les fermiers et les salariés (« wage-earners ») contre la classe capitalistes, ce qui échoue principalement parce que ces derniers ne sont pas pleinement conscients de l'exploitation qu'ils subissent.

5.4 Les années folles et le fordisme

Les horreurs de la guerre et la dépression économique qui la suit en 1921 laissent place à une période de prospérité doublée d'une révolution dans le mode de production. Les économistes de la période de la Grande Dépression attribuent cette croissance principalement aux progrès de l'industrie. En effet, le *President's Committee on Recent Economic Chances*, un comité d'économistes experts formé par le président Hoover, identifie dans son rapport de 1931 ce qu'il considère les causes de la croissance économique : la gestion scientifique des compagnies, ce qui permet la production de masse; les technologies qui réduisent le temps de travail nécessaire à

²⁰¹ Soule, « Herbert Croly's Liberalism: 1920-1928 », p.643. Croly qualifie par ailleurs le support idéal à apporter aux partis ouvriers comme devant être candide, perspicace et loyal. Le premier éditeur du *New Republic* a d'ailleurs donné publiquement son support à Christiansen, du party Fermier-Travailliste, et à La Follette, quatre ans plus tard.

la production, ainsi qu'une plus grande division du travail²⁰². De plus, le rapport reconnaît le rôle de l'application par le capital du principe de base du fordisme, c'est-à-dire des salaires élevés, ce qui entraîne une hausse des standards de vie et de la consommation. Il mentionne aussi la création de nouveaux produits et l'intensification de l'écoulement des marchandises grâce aux nouvelles méthodes de vente, telle que la vente à pression. Le rapport émet aussi des réserves à propos de la prolifération du crédit qui facilite une trop grande spéculation à partir d'argent emprunté, ce qui est maintenu et encadré par les politiques économiques de l'époque.

Dans la perspective où c'est désormais l'économie galopante qui domine les rapports sociaux, selon le *New Republic*, la prospérité des années folles éclipse partiellement les conflits de classe, du moins dans le secteur industriel : « [d]ynamic capitalism had in its progress outflanked all issues of social justice. It had produced the New Era²⁰³ ». Pour Matthew Josephson, du *New Republic*, c'est une période de tranquillité politique : « [t]he states were tranquil : even capital and labor were cheerful bed fellows²⁰⁴ ».

Pourtant, quand le *New Republic* commente les années 1920 durant la Grande Dépression, il déplore le fait qu'avec chaque nouvelle invention qui améliore la productivité, des travailleurs et des travailleuses sont mis à pied. En temps de prospérité, la demande, due aux baisses de prix, sauve leur situation, non pas individuellement, mais en tant que classe. De plus, de nouvelles opportunités, services et marchés sont créés pour ceux qui ont été déplacés par la machinerie. Pour

²⁰² Matthew Josephson. « The "New Era": Its Rise and Fall I: The Plateau of Prosperity ». *New Republic*, vol. 68, no 883, 4 novembre 1931, p.316.

²⁰³ Matthew Josephson. « The "New Era": Its Rise and Fall I ». p.315.

²⁰⁴ *Ibid.*, p.315.

Stuart Chase, la meilleure preuve de cette proposition, c'est qu'entre 1860 jusqu'à environ 1920, le chômage n'a pas augmenté dans la population totale. Le chômage a en effet varié en fonction des périodes, mais le taux total de mises à pied n'a pas excédé le nombre total d'embauches. Pourtant, l'automatisation qui suit la dépression de 1921 a comme impact d'éliminer des postes plus vite qu'elle en crée de nouveaux. Elle n'invente pas le chômage, mais lui permet de passer du statut d'une irritation mineure à un fléau majeur de l'humanité²⁰⁵.

Stuart Chase précise en effet en donnant l'exemple de la révolution industrielle en Angleterre que le chômage n'est pas créé par l'introduction initiale des machines, mais que ce dernier se présente dans une deuxième phase. En effet, dans la première phase de l'industrialisation en Angleterre, les prix ont chuté et les exportations ont monté en flèche, ce qui a engendré l'augmentation de la main d'œuvre en provenance du Sud, de l'Écosse et de l'Irlande. Ce n'est que dans la deuxième phase, particulièrement lors que le métier à tisser a atteint sa capacité de production maximale, que le déplacement de la main d'œuvre a pris une tournure plus dramatique. L'Angleterre a subi de la compétition de d'autres pays, et les mises à pied, dues à la capacité excessive de production des usines elles-mêmes, ont commencé à se faire sentir. Il s'agit d'un processus dans lequel les travailleurs, déplacés dans un centre industriel, sont progressivement mis à pied alors que la compétition, ou le changement dans la demande, fait s'affaïsser le marché.

De plus, toujours, selon Stuart Chase, du *New Republic*, l'apport à la technologie modifie durablement le rapport aux classes sociales pendant cette période : un grand nombre de classes qui auparavant auraient été composées de

²⁰⁵ Stuart Chase. « Skilled Work and No Work », *New Republic*, vol. 58, no 746, 20 mars 1929, p.120-121.

travailleurs réguliers se modifient car ces derniers travaillent désormais avec des machines. De plus, ces nouveaux types d'emploi demandent plus d'intelligence et d'éducation : il est plus complexe d'opérer une machine que d'exercer un travail manuel²⁰⁶, dans l'industrie comme dans le monde agricole.

Un autre problème de l'automatisation est que la plupart des tâches domestiques des ménagères ont été remplacées par du travail fait en usine, ce qui laisse ces dernières à une oisiveté pathétique qui n'est pas étrangère au développement d'un ethos de surconsommation : « We have taken many of the housewife's tasks into the factory and left her to gossip, play bridge, buy more clothes than she needs, and make a sad spectacle of herself at so-called culture clubs²⁰⁷ ». Ainsi, pour Stuart Chase, le dépouillement des fonctions de la femme de classe moyenne par la machine, ne lui laissant que de l'ennui à la place, est la cause principale de ses névroses. De plus, il déplore que sa présence de plus en plus grande sur le marché du travail ne fait qu'aggraver les périodes de difficulté économique, comme celle ayant suivi la dépression de 1921.

Le fordisme est donc notable pour l'accès à l'automobile et à la consommation qu'il permet. Le *New Republic* se demande comment cette transformation affecte le rapport à la classe sociale en termes culturels. Lord Russelm commente à cet effet en 1930 un sondage national à propos des fermières et des

²⁰⁶ Stuart Chase. « Skilled Work and No Work », p.118

²⁰⁷ Stuart Chase. « Skilled Work and No Work », p.120.

fermiers avec l'idée sous-jacente que l'usage des technologies changent les mentalités en ouvrant de nouveaux schèmes mentaux pour ceux et celles qui les vivent²⁰⁸ :

« Farmers who used to walk to their work are riding now, and riding hard. Their feet hop clods no longer, but poise on steel and govern the beat of powerful and complicated machines. Changes like that may be assumed to stir up new patterns and new processes in the mind. And other exterior changes, too apparent to need listing, are at work to sharpen rural thinking and to alter profoundly the traditional rural resentments and mores.²⁰⁹ »

Le *New Republic* perçoit aussi ces changements en termes d'« urbanisation » des consciences et des habitus, même en campagne :

« City comforts, city standards of living, city diversions and excitements and gimcracks, have pressed out into the hinterland and have been, on the whole, ecstatically received. Do these things bring with them city standards of thought and conduct? Is the whole country going citified? Are our background people really changing their minds?²¹⁰ »

Pour les auteurs de l'étude, un aspect très significatif des réponses au sondage est leur uniformité : « [s]tandardization of opinion has seized to a noteworthy and depressing extent upon the entire rural area of the United States²¹¹ ». Pourtant, contrairement aux attentes de Russelm, les réponses générales révèlent un conservatisme presque incroyable pour les lecteurs urbains, particulièrement en ce qui concerne le tabac (35% des répondant-e-s se prononcent pour que l'on arrête d'en faire pousser aux

²⁰⁸ Lord Russelm. « Cross Section of the Rural Mind ». *New Republic*, 24 septembre 1930, vol. 64, no 825, p.146-151. La recherche dont il est question au été réalisée par *The Country Home*, un magazine national établi en 1877 sous le nom de *Farm and Fireside*. La recherche fonctionnait selon un mode de réponses volontaire, envoyée dans 1 400 000 fermes et foyers ruraux. Le taux de réponses a été d'environ 1 foyer sur 100, pour un total de 14 000 réponses. Le 2/5 des répondant-e-s étaient des hommes et le 3/5 des femmes.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 146.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 146-147.

États-Unis), concernant le divorce (81% de la classe agraire se prononce contre le fait de rendre légal le divorce pour incompatibilité) et l'alcool (78% des répondant-e-s supportent la prohibition telle qu'elle est appliquée). Pourtant, la technologie modifie favorablement l'opinion des fermiers et des fermières envers le contrôle des naissances, surtout en ce qui concerne les femmes : elles et ils n'ont plus besoin d'autant de main d'œuvre sur la ferme, et leur nombre idéal d'enfants diminue²¹². Enfin, pour Russel, le manque de confiance de la part des fermières et des fermiers envers des politiques économiques qui les avantageraient prouvent à quel point le monde agricole ne possède pas une conscience de classe consistante, en comparaison avec le mouvement ouvrier. Ce que conclut l'étude, en regard de l'uniformité des réponses, c'est que la classe agricole constitue bel et bien une classe, mais que cette classe n'est pas consciente d'elle-même.

La généralisation du fordisme va aussi de pair avec des changements au sein de l'État, alors que le Parti républicain s'est vanté, entre autres pendant les mandats de Calvin Coolidge (président de 1923 à 1929), d'être le « special guardian of prosperity »²¹³. Ainsi, Coolidge et son secrétaire du Trésor, le riche industriel Andrew W. Mellon²¹⁴ facilitent par leurs politiques un rapprochement entre l'État et la haute finance :

²¹¹ *Ibid.*, p.147.

²¹² Ce nombre passe de six enfants par famille souhaités avant l'arrivée des nouvelles technologies à 4 ou 5 enfants par famille.

²¹³ George Soule, « Hoover's Task at Home ». *New Republic*, 27 février 1929, Vol. 58, no 743, p. 35.

²¹⁴ Mellon a été secrétaire au Trésor entre 1921 et 1932, soit sous les mandats de Harding, Coolidge et Hoover.

« The executive arm of government had never worked in such beautiful unison with the designs of the more respectable industrialists and bankers. When, in the history of the country, had the pulse of the Cabinet been so delicately attuned to that of Wall Street?²¹⁵ »

La nouvelle réglementation et la diminution du contrôle gouvernemental sur l'industrie engendre, entre autres, l'établissement de nouvelles fusions de compagnies. Parallèlement, l'idéal de gestion scientifique du travail est promu et valorisé par Coolidge, alors que les autres partis politiques se gardent d'établir des alliances avec les intérêts industriels, ou du moins ils prétendent adopter cette éthique²¹⁶.

À ce moment, le *New Republic* considère que la seule classe qui s'est constituée en *classe pour soi* est celle des hommes d'affaire:

« The one economic class in the United States whose members are aggressively conscious of their common interests is the business men themselves. They regard their own kind as a sort of natural elite, which has emerged by wholesome social selection out of the competition of American life.²¹⁷ »

Les États-Unis paraissent comme une ploutocratie gouvernée par des hommes d'affaires prospères, et ce, en fonction de leurs propres intérêts²¹⁸. Ils contrôlent les deux partis politiques principaux et noient par ce moyen les discussions politiques vitales à la survie de la nation :

²¹⁵ Matthew Josephson. « The "New Era": Its Rise and Fall I », p.315.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 315.

²¹⁷ « Constructive Class-Consciousness », p.301.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 301.

« Government, as they understand it, should seek first, the efficient conduct of the politics of the country by its owners of their representatives in the interest of business, and second, protection against the kind of political or economic agitation which rocks the boat.²¹⁹ »

Ainsi, la classe capitaliste se prépare à affronter, par le moyen de l'État, une lutte de classes qui remettrait en question ses privilèges. De plus, il n'existe pas de classe qui possède la volonté suffisante de lutter contre la domination des hommes d'affaire. La masse des électeurs se soumettent volontairement à l'autorité en place, à l'exception des fermiers. Les salariés sont moins disposés à se mettre en jeu : « They have little or no consciousness of class grievance and little effective desire for class independence. They are as much afraid as the small shopkeeper of anything to tamper with prosperity.²²⁰ »

Pour le *New Republic*, c'est l'absence d'autres classes dominantes qui a permis la construction de cette hégémonie arrogante et unique historiquement :

« It is a natural consequence of the actual social services of the American business man, of the absence in American history of a landed aristocracy and a monarchy, and of the overwhelming importance which business and the satisfaction of economic wants have always occupied in American life and opinion.²²¹ »

De plus, avant le début de la crise, le *New Republic* affirme que les traits de la classe dominante sont d'abord culturels et peuvent être modifiés s'ils sont traités comme une phase de la conscience nationale. Ainsi, la conscience de classe n'entraîne pas nécessairement la désintégration sociale que Marx a voulu y attribuer. Ainsi, si le groupe dominant, le seul à posséder une conscience de classe, prend en charge des activités économiques ayant un but social, la bourgeoisie capitaliste pourrait assurer

²¹⁹ *Ibid.*, p.301.

²²⁰ *Ibid.*, p.301.

de plus en plus le rôle culturel auquel elle prétend. C'est ainsi que les hommes d'affaire, conscients de leur classe, deviendront conscient de leur fonction dans la société états-unienne, contrairement aux autres classes qui n'ont pas d'identité de classe. Cette conscience de classe aura même un impact positif au sein même de la classe dominante :

« The New Republic welcomes the increasing class-consciousness of American capitalists, because it will probably, in the long run, lead them to regard their business activities as processes which they can control and protect [...] ²²² ».

Le capitalisme qui découlera d'une plus grande conscience de classe sera plus responsable en égard à ses propres performances. Afin de réconcilier les classes, le *New Republic* favorise l'apparition de la conscience de classe dans toutes les classes, en se basant sur le modèle de la classe des affaires :

« We hope and believe that the other economic classes, such as the wage-earners, the farmers and the professional experts, will assert their collective importance and independence by an analogous cultivation of class-consciousness. ²²³ »

Pour ce faire, il appelle à cultiver des leaders dans chaque classe qui portent une attention particulière sur les résultats des comportements de classe. Dans la même veine, pour le *New Republic*, les libéraux, qui appartiennent à plusieurs classes, doivent s'opposer absolument à la domination d'une classe sur une autre, et chercher l'équilibre entre les différentes classes :

« The problem for liberals which they have not in the past sufficiently posed to themselves is that of creating and perpetuating a national public opinion which would permit such functional class-consciousness to develop and to operate. ²²⁴ »

²²¹ *Ibid.*, p.301.

²²² *Ibid.*, p.302.

²²³ *Ibid.*, p.302.

5.5 L'élection de Hoover (mars 1929)

L'alliance apparente du capital et du travail en temps de prospérité, ne tardera pas à être remise en doute par les perturbations économique qui suivront. En 1927, en effet, les luttes de classes qui sévissent menacent la paix sociale et inquiète les éditorialistes du *New Republic* : « [i]t is necessary in particular to face without flinching the unusually serious class struggle which is now threatening the American social fabric »²²⁵. Le *New Republic* qualifie ces luttes de « conditional class struggle », c'est-à-dire de luttes de classes partielles et localisées telles qu'elles adviennent en Russie, Allemagne, Grande-Bretagne et aux États-Unis, à l'opposé d'une guerre de classes globale et unifiée, telle que la défend la théorie marxiste²²⁶. Pour le *New Republic*, l'issue de cette lutte, si elle se transforme ou non en guerre totale, dépendra des événements futurs qui seront influencés essentiellement sur les attitudes morales et intellectuelles des citoyens états-uniens²²⁷.

Lorsque Hoover, ingénieur et statisticien du Parti républicain, entre au pouvoir avec une large majorité le 4 mars 1929, son appui semble émaner de toutes les franges de la population : « [n]o one interest or fraction can claim him as its own »²²⁸ et il a la majorité autant au Sénat qu'à la Chambre des communes. À la suite de son élection, le chroniqueur George Soule, compare ses débuts avec ceux de Coolidge et de Harding, les deux présidents précédents des États-Unis, tous deux étant aussi

²²⁴ *Ibid.*, p.302.

²²⁵ *Ibid.*, p. 301.

²²⁶ *Ibid.*, p.301.

²²⁷ *Ibid.*, p.301.

²²⁸ Soule, « Hoover's Task at Home », p. 34.

Républicains²²⁹. Pour Hoover, c'est d'abord l'idée d'individualisme promue par les Républicains qui a engendré la prospérité des années 1920. C'est ainsi qu'il justifie que pendant les deux mandats républicains précédents son élection le revenu intérieur ait augmenté de 30 milliards de dollars, soit de plus de 45%²³⁰. Au début de son mandat, Hoover affirme même que la prospérité du pays constitue la preuve vivante et la négation en tant que telle du socialisme, de l'anarchisme et du despotisme²³¹. À ce moment, son exposé convainc, d'autant plus que toutes les grandes puissances, mêmes communistes, s'inspirent alors, du modèle des États-Unis selon le *New Republic* : « disrupted Chine, Communist Russia, commercially stagnant England, were all invited to follow our exemple and adopt our principles²³² ».

En mars 1929, le danger perçu par George Soule, du *New Republic*, c'est qu'éventuellement, le flot de prospérité que connaissent les États-Unis finisse par se tarir, ce qui se ferait aux dépens de Hoover. Ce raisonnement est soutenu par le fait que depuis le début de l'économie industrielle, chaque phase de prospérité a été systématiquement suivie par une phase de déclin, et ce, dans chaque pays industrialisé. Le cycle économique régulier pour les États-Unis a longtemps été en moyenne de trois ans et demi, or les cycles économiques ne correspondent pas toujours à des cycles réguliers. Le journaliste de *New Republic* peut considérer que 1924 a été une année de dépression (quoique relativement légère) et que les difficultés de l'économie en 1927 peuvent être considérées comme un ralentissement mineur plutôt que comme la fin d'un cycle. Par conséquent, Soule affirme que si le

²²⁹ *Ibid.* p. 34.

²³⁰ Josephson, « The "New Era": Its Rise and Fall 1 », p.316.

²³¹ *Ibid.*, p.316.

²³² *Ibid.*, p.316

mandat de Hoover s'était effectué sans déclin économique, cela constituerait un record dans l'histoire récente de la nation. Pour lui, le fait que beaucoup de personnes ne se doutent pas de la menace constitue en tant que tel un signe de danger pour celui qui porte attention aux enseignements de l'histoire.

Un autre problème que dénonce Soule, c'est le fait qu'aucune mesure de préparation n'ait été entamée en ce qui concerne le chômage à venir, d'autant plus que déjà vers la fin de mars 1929, les États-Unis ont déjà le plus haut taux de chômage en Occident²³³. De plus, l'automatisation est désormais rendue à un point d'efficacité tellement important qu'il est désormais impossible de compenser pour les nombreux d'emplois perdus par des emplois dans la distribution. Ainsi, si le coût de la distribution a triplé entre 1870 et 1929, Stuard Chase considère toutefois qu'il existe des limites objectives à ce phénomène :

it is reasonable to suppose that there is a limit to the men and women who can be packed into the line between factory door and ultimate consumer—retailers, jobbers, house-to-house canvassers and the rest.²³⁴

Depuis la Première Guerre Mondiale, c'est la première fois depuis cent ans que le recensement révèle un nombre moins élevé de personnes dans les manufactures, non seulement en termes relatifs (par rapport à la population totale, qui est croissante), mais aussi, depuis 1919, en nombre absolu²³⁵. De plus, les longues luttes de la classe agricole pour une parité économique avec l'industrie n'ont apporté que peu de résultats et Soule s'inquiète qu'une si grande inégalité dans la distribution des revenus soit maintenue.

²³³ Chase, « Skilled Work and No Work », p. 121.

²³⁴ *Ibid.*, p. 121.

²³⁵ *Ibid.*, p. 122.

Tous les yeux sont rivés vers les bourses, écrit Soule, peu de temps après l'élection de Hoover : « [t]he whole nation is speculating in a sense in which a nation never speculated before²³⁶ ». Les actionnaires paient plus d'intérêts sur l'argent qu'ils empruntent pour spéculer que le taux d'intérêt qu'il ne leur en rapporte. Ce qui est d'autant plus alarmant que le taux d'intérêt sur la spéculation est désormais en moyenne moins élevé que le taux d'intérêt sur les bonds d'État, l'emprunt le plus fiable. Les autorités financières, telles que la Réserve fédérale, émettent des mises en garde répétées à propos d'une possible crise financière. Pourtant, toujours selon Soule, les citoyens continuent de spéculer en grande partie pour des raisons idéologiques : ils ont été conditionnés à la prospérité états-unienne et ne peuvent pas croire à sa faillibilité. Chaque déclaration de Coolidge et de Hoover a renforcé cette conviction qui porte à croire à la croissance infinie des marchés comme c'est le cas depuis 1922. Soule en vient même, pour faire face à l'inflation galopante, à souhaiter un krach partiel : « Hoover will be lucky if a Wall Street crash brings stock prices down and keeps them down far enough²³⁷ ». Le budget américain est déjà en mars 1929 proche d'un déficit.

5.6 Le krach et la mise sur pied du « business government » de Hoover

Hélas, déplore Edmund Wilson, les libéraux et les progressistes ont parié sur le capitalisme, tout comme la plupart de leurs héros et de leurs alliés²³⁸. Pour le *New Republic*, la crise économique montre les défaillances du libéralisme en raison de son incapacité à avoir prévu la catastrophe. Les progressistes craignent que la crise ne

²³⁶ Soule, « Hoover's Task at Home », p.35.

²³⁷ *Ibid.*, p.35.

²³⁸ Wilson, « An Appeal to Progressives », p.237.

constitue pas seulement une rupture dans le gouvernement représentatif, mais bien qu'elle marque la fin du capitalisme lui-même et qu'il devienne ainsi impossible pour les marchés de garantir non seulement la justice sociale, mais aussi l'ordre et la sécurité²³⁹. Face à la crise,

« liberalism seems to have little to offer beyond a recommendation of the public ownership of water-power and certain other public utilities, a cordial feeling that labor ought to organize in a non-social-revolutionary way and a protest, invariably ineffective, against a few of the more obviously atrocious jailings, beatings-up and murders of the working class by the owners.²⁴⁰ »

S'il admet que les capitalistes du XX^e siècle sont plus démocratiques que les seigneurs féodaux, Wilson n'exclut pas pour autant la possibilité, comme dans le cas du régime féodal en Russie ou en France, de l'effondrement du régime économique. D'autant plus, contrairement à dans ces cas historiques, l'organisation capitaliste rend la tâche plus facile pour les exploiters et autres détenteurs d'actions et de capital de se distancier de la souffrance qu'ils causent. Rappelons ici que le capitalisme est d'abord une question de moralité et de volonté de la classe dominante selon les progressistes.

Quelque temps après le krach, Hoover organise une rencontre avec les chefs d'entreprises, les grosses industries de l'agriculture et du domaine du commerce ainsi que les leaders syndicaux afin de créer un plan contre une baisse de production découlant de la panique de Wall Street. Comme le mentionne Josephson du *New Republic*, ces rencontres dévoilent qui sont les véritables décideurs du pays, l'empire invisible en quelque sorte. Elles servent de point de départ pour mettre sur pied un

²³⁹ Edmund Wilson. « An Appeal to Progressives », *New Republic*, 14 janvier 1931, vol 65, no 841: p. 235.

²⁴⁰ *Ibid.*, p.237.

véritable « business government » qui a comme objectif non seulement d'accroître la prospérité initiale, mais bien de l'augmenter²⁴¹.

Malgré la consolidation de l'emprise de l'économie sur la politique, peu de citoyens considèrent ces rencontres avec suspicion ou avec haine. Au contraire, l'opinion publique les considère comme une vague d'espoir, rassurée que l'État, pour avoir des résultats efficaces, se tourne directement vers les grosses entreprises²⁴². Si ce nouveau consortium garde sa stratégie secrète, on sait cependant que ces leaders se sont engagés à donner leur entière collaboration afin de maintenir l'esprit de prospérité des années 1920. Ils espèrent ainsi permettre une reprise de l'économie en aussi peu que trois mois.

Au sein de ce pacte, il y a la promesse de la part des grosses compagnies de préserver l'échelle de salaires, qui sont alors relativement élevés²⁴³, le même niveau de vie pour les citoyens ainsi que de maintenir à flots, voire d'augmenter si possible la consommation. Les entreprises semi-publiques, telles que les chemins de fer, les compagnies d'électricité et de téléphone, ainsi que les associations de construction de bâtiments et d'autoroutes s'engagent aussi à faire croître leurs dépenses. De plus, comme Hoover l'a lui-même mentionné, l'augmentation du pouvoir d'achat demeure l'impératif le plus urgent²⁴⁴. Ce faisant, on offre aussi de meilleures possibilités aux agriculteurs pour obtenir l'accès au crédit. En contrepartie, les syndicats, représentés

²⁴¹ Matthew Josephson. « The "New Era": Its Rise and Fall II: Pink Pills for Panic ». *New Republic*, vol. 69, no 885, 18 novembre 1931, p.11.

²⁴² *Ibid.*, p.11.

²⁴³ Henry Ford, par exemple, décida suite à cette entente d'augmenter le salaire minimum de ses employés à 7\$ par jour. *Ibid.*, p.11.

²⁴⁴ Matthew Josephson. « The "New Era": Its Rise and Fall II: Pink Pills for Panic ». *New Republic*, vol. 69, no 885, 18 novembre 1931, p10-14.

par l'American Federation of Labor²⁴⁵, promettent de laisser tomber les demandes d'augmentation de salaire. L'absence de conflits de classe est valorisée dans cette entente²⁴⁶. Une fois de plus, le libéralisme états-unien est présenté comme la base de ce retour de la prospérité qui ne manquera pas d'arriver. Ces espoirs ne cesseront d'être déçus, alors que l'économie américaine s'enfoncera progressivement, comme nous le savons, au sein de la pire dépression du XX^e siècle.

5.7 Le souhait d'une société planifiée

La représentation des classes sociale aux États-unis est fortement influencée par l'influence de l'Union Soviétique dans cette période. Devant l'échec du « business government » de Hoover à relancer l'économie, les libéraux progressistes du *New Republic*, tels qu'Edmund Wilson, réitèrent le souhait d'une société planifiée²⁴⁷. Mais qu'est-ce que ce concept signifie s'il ne fait pas référence à l'instauration du socialisme aux États-Unis? Tout en considérant son instauration aux États-Unis comme étant utopique, Wilson considère que les États-Uniens sont peut-être désormais prêts à tenter une expérience sociale radicale.

La Grande Dépression ravive l'intérêt du peuple envers les politiques économiques de la Russie. En effet, la Nouvelle politique économique de Lénine,

²⁴⁵ L'American Federation of Labor, fondé en 1886, est un grand syndicat de métier apolitique. S'il se consolide au début du siècle au dépit de ses concurrents, comme les Knights of Labor, c'est la participation à l'effort de guerre lors de la Première Guerre Mondiale qui lui permet de doubler le nombre de ses adhérents pour le faire passer à presque quatre millions en 1920. Voir Marie-Christine Granjon. « Contestation et démocratie dans l'Amérique du 20^e siècle ». *Vingtième Siècle : Revue d'histoire*, no 18 (avril - juin), 1988, p. 43-46.

²⁴⁶ Josephson, « The "New Era": Its Rise and Fall II... », p.11.

²⁴⁷ Wilson, « An Appeal to Progressives », p.237.

instaurant une forme de « capitalisme d'État », avait été perçue en Occident comme le retour graduel de l'Union soviétique vers le capitalisme. Au contraire, la mise en place du plan quinquennal stalinien, dès 1928, qui renverse l'idée même de la politique de Lénine, marque les esprits au fur et à mesure que la dépression se creuse²⁴⁸. Les médias amplifient ce phénomène par une présence accrue en leur sein de Staline, voire sa glorification. Pour Wilson, c'est que le plan quinquennal incarne en fait toutes les caractéristiques que les États-Uniens, incluant les plus réactionnaires, glorifient :

« the extreme of efficiency and economy combined with the ideal of a herculean feat to be accomplished by common action in an atmosphere of enthusiastic boosting—like a Liberty Loan drive—the idea of putting over something big in five years.²⁴⁹ »

Le développement économique soviétique, selon Wilson, s'inspire en fait fortement du pays de l'oncle Sam par sa valorisation de l'ingénierie : « Furthermore, the Russians [...] have imported a thousand American engineers and put them at the head of enormous industrial and engineering enterprises with practically a free hand²⁵⁰ ».

Ce faisant, le plan quinquennal limite la surproduction, et c'est là que réside son avantage principal : quand une denrée est produite suffisamment, on cesse de construire des usines, ce qui se révèle impossible dans une économie décentralisée²⁵¹. Dans cette perspective, le communisme stalinien se présente comme la meilleure façon de sauver le capitalisme, en fonction non seulement de ses méthodes de

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 238.

²⁴⁹ *Ibid.*, p.238.

²⁵⁰ *Ibid.*, p.238.

²⁵¹ Chase affirme qu'aux États-Unis, environ la moitié des investissements industriels n'ont jamais été mis à profit. Stuart Chase, « A New Deal for America », *New Republic*, vol. 71, no 917, 29 juin 1932, p.169-171.

production, mais aussi de ses affinités culturelles. Wilson déclare aussi que cette alliance doit se faire en fonction d'un radicalisme qui se dissocie du marxisme :

« I believe that if the American radicals and progressives who repudiate the Marxian dogma and the strategy of the Communist party hope to accomplish anything valuable, they must take Communism away from the Communists, and take it without ambiguities or reservations, asserting emphatically that their ultimate goal is the ownership of the means of production by the government and an industrial rather than a regional representation.²⁵² »

Le libéralisme, selon Wilson, doit ainsi dissocier entièrement son l'idéal, pour l'instant purement rhétorique, de ce que la démocratie américaine devrait être de sa vision économique, soit le capitalisme. Cette insistance envers l'idéal de démocratie est donc le point focal envers lequel les libéraux veulent donner tort au communisme marxiste, ce qui va engendrer aussi bien des espoirs dans la création d'alternatives politique au système en place.

5.8 Le désir de créer un nouveau parti

Pendant les mois de mars et d'avril 1931, John Dewey publie une série d'articles dans le *New Republic* à propos de ce qu'il considère comme étant un impératif incontournable pour la résolution de la crise, soit la création d'un nouveau parti qui serait apte à apporter des solutions progressistes aux problèmes économiques²⁵³. Pour Dewey, les deux partis principaux invoquent leur origine dans l'appui des pauvres contre les riches : le Parti démocrate se réclame de Jefferson dans les villes du Nord, et le Parti républicain de Lincoln dans l'Ouest. Pourtant, ces partis connaissent d'importantes dissensions à l'interne : le Parti démocrate du Nord et du

²⁵² Wilson, « An Appeal to Progressives », p.238.

²⁵³ John Dewey. « Who Might Make a New Party? The Third Article in Dr. Dewey's Series », *New Republic*, vol 66, no 852, 1er avril 1931, p.177-179.

Sud n'ont rien en commun; tout comme se distinguent l'aile Est réactionnaire du parti républicain et son aile Ouest insurrectionnaliste. Ainsi, pour Dewey, ni l'un ni l'autre des partis ne peuvent être réformés : ils sont trop intrinsèquement investis par les intérêts commerciaux des grandes compagnies. De plus, la quantité d'énergie requise au mouvement ouvrier pour rester indépendant est aussi importante que l'énergie pour créer un nouveau parti. De plus, il y a des oppositions au congrès dans les deux partis²⁵⁴.

Si Dewey affirme que plusieurs citoyens supporteraient des politiques proches de celles proposées par le parti socialiste, peu d'États-uniens supporteraient de voter pour un parti affublé d'un « isme » : « The greatest handicap from which special measures favored by the Socialists suffer is that they are advanced by the Socialist party as Socialism²⁵⁵ ». Et de conclure : « Sentiment is more than sentiment; it is a force²⁵⁶ ».

Ainsi, Dewey pense que l'impulsion de la crise économique a créé le choc psychologique nécessaire pour donner naissance à un nouveau parti. De plus, ce nouveau parti devrait être créé par les membres de la « classe moyenne », en définissant cette classe comme étant composée des citoyens et citoyennes de profession libérale, allant jusqu'à inclure les fermiers dans cette classe :

²⁵⁴ En effet, au même moment où Dewey écrit son article, une rencontre a lieu à Washington entre cinq Sénateurs et plusieurs leaders et politiciens progressistes pour trouver des solutions, sans cependant vouloir créer un nouveau parti. *Ibid.*, p.178.

²⁵⁵ *Ibid.*, p.178.

²⁵⁶ *Ibid.*, p.178.

« For these reasons, the first appeal of a new party must be to what is called the middle class: to professional people, including, of course, teachers, the average retail merchant, the fairly well-to-do householder, the struggling white-collar worker, including his feminine counterpart, and the farmer—even the farmer who has not as yet reached the ragged edge of despair²⁵⁷ ».

On remarquera cependant que les ouvriers du secteur industriels n'ont pas été considérés dans cette liste. En effet, pour Dewey, le début du mouvement pour la création d'un nouveau parti ne devrait pas être confondu par l'analogie avec les conditions britanniques, où on observe la popularité croissante du parti travailliste. En effet, il existe pour Dewey trois conditions importantes qui expliquent la montée du Parti travailliste en Grande-Bretagne qui n'existent pas aux États-Unis : l'homogénéité ethnique; l'appui des syndicats au parti lors de sa création (alors qu'aux États-Unis l'American Federation of Labor est plutôt tiède à l'action politique), ainsi que la présence en Grande-Bretagne d'un mouvement de coopération économique organisé de producteurs et de consommateurs sur lequel le Parti travailliste a pu s'appuyer, ce qui n'existe pas aux États-Unis.

Cet appel à la « classe moyenne » se justifie pour Dewey dans le fait que malgré le dédain populaire pour la bourgeoisie, les États-Unis demeurent un pays essentiellement bourgeois et que c'est cette réalité qui crée la base du vocabulaire politique qui est compris par la population. C'est ainsi que le rôle de ce nouveau parti peut se comprendre par l'idéal d'étendre les conditions de vie de la *middle-class* à l'ensemble de la population, autant au niveau culturel qu'au point de vue économique. De plus, pour Dewey, cet objectif ne pourra être atteint qu'en diminuant le niveau de vie des plus riches. Pour lui, c'est cette classe qui représente le plus adéquatement les intérêts des consommateurs et qui a été historiquement la plus prompte à s'animer d'empathie pour les classes inférieures.

²⁵⁷ *Ibid.*, p.178.

5.9 L'élection de Roosevelt et la mise en place du premier *New Deal*

Franklin D. Roosevelt se fait élire en 1932, au pire moment de la crise, avec une écrasante victoire sur Hoover²⁵⁸. Alors que la peur de l'effondrement du capitalisme est omniprésente²⁵⁹, c'est l'élection d'un Démocrate, qui, grandement aidé par la crise, brise une longue lignée de gouvernements républicains. Le *New Republic* interprète les résultats de cette élection non pas tant comme un appui positif à Roosevelt, mais bien comme le déclassement dans l'opinion publique de la classe qui a toujours été perçue comme la dirigeante légitime de la société orientant l'opinion publique, c'est-à-dire la classe capitaliste :

« For many years past, all one had to do in order to sense the drift of popular sentiment as a whole was to talk with the leading spirits of chambers of commerce and with the foremost bankers, to listen to the gossip in rich men's clubs, to read the editorials in the established city dailies and country weeklies²⁶⁰. »

Alors que la classe supérieure était jusqu'alors considérée comme la classe des dirigeants légitimes de la société, elle n'est désormais plus capable de prédire les résultats électoraux. Pendant les moments précédant la mise en place du *New Deal*, on observe la séparation de la classe supérieure de la société de sa base, qui se reflète dans le changement électoral et l'espoir mis sur la politique économique différente de Roosevelt.

²⁵⁸ « Brief Histories of the Parties », p.199.

²⁵⁹ « The Week ». *New Republic*, vol. 81, no 1041, 14 novembre 1934, p.1-5.

²⁶⁰ *Ibid.*, p.1-5.

CONCLUSION

Nous avons articulé cette recherche autour de l'hypothèse que les classes sociales se sont construites au cours de l'histoire dans l'opinion publique non seulement à travers leur rapport au travail, mais surtout à travers une construction politique des intérêts économiques. Pour tester cette hypothèse, nous nous sommes appuyés sur l'idée que le contexte de la crise économique transfigure les représentations sociales des identités collectives et que ces dernières favorisent périodiquement la remise de l'avant d'une idée forte de répartition des richesses en termes de classes sociales. Ces représentations, à leur tour, jouent un rôle déterminant sur les politiques publiques de résolution de crise. Ainsi, nous avons pris parti dans le débat sur les différentes causes de la mise en place de l'État-providence pour une explication multifactorielle, qui met de l'avant le rôle souvent écarté de la culture et des représentations dans l'élaboration des politiques publiques.

En deuxième temps, nous avons vu que le concept de classe sociale est un mode de description des inégalités sociales qui naît en Europe dans la modernité avec l'effondrement des statuts féodaux. C'est un concept d'abord culturel, qui vient à qualifier avec Marx les modes de production et d'exploitation au sein de la sphère industrielle, et qui contient aussi une définition en termes de pouvoir. Ce faisant, il n'est pas toujours facile de déterminer avec précision le nombre de classes sociales dans une société donnée, ce qui fait que l'idée de classes sociales a été disqualifiée par plusieurs auteurs comme n'étant pas opératoire scientifiquement, d'autant plus que l'histoire états-unienne s'est souvent elle-même évaluée comme n'étant pas affectée par des mécanismes de classe. Pourtant, en ce qu'elles constituent des

représentations puissantes, les classes sociales en viennent à être conscientisées par leurs membres (et deviennent des *classes pour soi* selon Marx), particulièrement dans des périodes de transformation et de forte polarisation sociales (guerres, révolutions, etc.). Dans ces périodes, elles ont agi en tant que moteurs historiques déterminants.

Ainsi, les représentations de classe qui sont mises de l'avant par la pensée progressiste lors de la Grande Dépression émanent en fait d'une longue tradition culturelle complexe. En effet, les débats présents dans le *New Republic* font écho constamment une longue tradition de débats historiques aux États-Unis. Ces derniers ont forgé historiquement des images des classes sociales qui font appel à plusieurs types de définition : dans leur rapport à la culture, au monde du travail, mais aussi à une vision macroscopique de l'économie, avec ses débats qui traversent les époques sur la centralisation et la décentralisation de l'économie, le développement de l'industrialisation et les crises successives. Nous avons aussi vu comment le discours libéral s'est toujours adaptés aux dissonances entre l'égalité théorique des droits et les inégalités effectives des conditions de vie, particulièrement lors des crises du capitalisme industriel, pour donner naissance au progressisme.

En deuxième partie, nous avons mené une étude de cas ayant pour objet le discours du journal libéral progressiste le *New Republic*. Nous souhaitons que son analyse fasse ressortir les différentes représentations du concept de classes sociales tel qu'employé dans la presse libérale progressiste. Comme nous l'avons vu, le concept de classe sociale est polysémique et n'agit pas toujours de la même façon en fonction de sa sphère d'usage. Pour notre étude de cas, nous voulions examiner les classes sociales dans leur rapport au pouvoir politique, mais ce faisant, nous avons touché à une multitude d'aspects en termes de travail et de culture.

La première observation que l'on peut tirer des archives, c'est que pour qualifier les inégalités dans la société états-unienne, le *New Republic* emploie sans retenue le concept de classes sociales. Nous pouvons appliquer la description des

classes qu'il effectue à deux niveaux d'analyse : d'abord par l'analyse de la description de la structure sociale, c'est-à-dire en ce qui concerne la *classe en soi* et la *classe pour soi*, ainsi que les différentes types de description les classes sociales, par le pouvoir, la culture ou la structure de production, telles qu'énoncées par Resnick et Wolff (voir la section 2.4). La deuxième analyse concerne les opinions normatives qui émanent du *New Republic* quand à l'éthique que les citoyens, particulièrement libéraux, se doivent d'adopter par rapport aux polarisations de classe.

En ce qui concerne la transformation des *classes en soi*, c'est surtout les changements dans le fordisme et les modes de production des années 1920 qui sont considérés comme formateurs de nouvelles classes sociales pour le *New Republic*. Ainsi, pendant les années 1920, la petite bourgeoisie, nommée par les Britanniques la « middle class », a réussi à étendre son mode de vie, ses valeurs distinctives et son mode de consommation à l'ensemble des couches inférieures de la société, particulières aux ouvriers grâce au fordisme et à la rationalisation scientifique du travail.

En ce qui concerne les descriptions des classes au niveau culturel, notre analyse nous oriente sur l'idée de « middle class », qui s'est forgée progressivement à partir du XVIII^e siècle aux États-Unis comme construction culturelle et identitaire. À partir de l'instauration du fordisme, cette catégorie s'étend et se définit de plus en plus comme liée à l'accès à la propriété à l'accès à la consommation plutôt qu'en fonction de la propriété. Si ces changements affectent la culture de toutes les couches de la société, ils ne sont pas par autant suffisants pour faire émerger des *classes pour soi*, c'est-à-dire une classe qui serait consciente d'elle-même, au sens marxiste, du moins pour les fermiers, les salariés et les petits entrepreneurs. Par exemple, la classe agricole possède une conscience de classe moins élevée que la classe ouvrière, malgré la standardisation des opinions en son sein, que le *New Republic* associe à l'industrialisation et à l'urbanisation des consciences. Ce manque de conscience de

classe constitue la raison principale pour laquelle ces classes n'arrivent pas à s'unir contre l'ennemi commun, soit la classe capitaliste.

La seule classe qui semble avoir véritable une conscience de classe pendant le premier tiers du XX^e siècle est celle des hommes d'affaire prospères et elle prend tous les moyens pour écraser les « lutte de classe partielles », c'est-à-dire les grèves et revendications ouvrières. Le problème principal de cette classe pour les libéraux progressistes réside dans ses lacunes au point de vue de ses dispositions morales et son manque de culture et d'ambition à prendre en main des politiques qui pourraient apaiser la guerre entre les classes. Ainsi, le problème de la disparité entre les classes sociales est essentiellement un problème de l'éthique individualiste des détenteurs de capital, qui, en raison de la nouveauté de leur position sociale, n'assument pas entièrement le rôle social que leur position de domination devrait leur insuffler.

En ce qui concerne l'émergence de la conscience de classe pour la classe ouvrière, les facteurs sont multiples et beaucoup plus politiques. Ils concernent les possibilités révolutionnaires, l'influence de l'Union soviétique, les changements culturels liés aux modes de consommation. D'autre part, les identités de classe ont été exacerbées par les luttes concrètes lors de la Première Guerre Mondiale et de la Révolution russe. L'exposition au radicalisme et la présence des conflits de classe est aussi identifiée comme moteur principal de l'identification à une conscience de classe. Les années 1920, par contre, avec leur prospérité économique, ont connu une pacification des rapports sociaux et ce faisant, de la conscience de classe. Ce faisant, pendant le mandat de Hoover, la crise de 1929 est peu mobilisée comme facteur explicatif pour le *New Republic* de la formation d'une conscience de la classe ouvrière.

Au point de vue normatif, nous sommes partis de l'hypothèse que la mise en narration des classes sociales par les progressistes dans la sphère publique pendant la période de la Grande Dépression s'est instituée en faisant référence politiques

publiques et ainsi qu'en effectuant une mise à distance face à toute *praxis* révolutionnaire, identifiée au radicalisme. Si les textes du *New Republic* se sont effectivement construits en effectuant une mise à distance du marxisme et du radicalisme, c'est d'abord et avant tout dans une distanciation identitaire avec les classes ouvrières en lutte qu'elle s'effectue. En effet, les chroniqueurs du *New Republic* sont marqués au début des années 1930 par une image destructrice de la révolution, qui rappelle la violence de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe. Ce faisant, même s'ils reconnaissent la nécessité d'une polarisation entre les classes sociales, les éditorialistes du *New Republic* préfèrent que le théâtre de cet affrontement soit l'arène de la politique institutionnelle, autant au sein du pays qu'entre les nations. Ils souhaitent aussi qu'une paix durable entre les nations puisse être à même d'apporter une paix entre les classes. Le *New Republic* reconnaît qu'il y a des classes sociales définies et polarisées, mais il tente de décourager la guerre entre elles. Quand à celle-ci, il en reconnaît aussi plus sa possibilité en Europe qu'aux États-Unis. Ainsi, un ensemble de facteurs expliquent selon le *New Republic* cette disparité de mobilisation entre les États-Unis et le vieux continent dont le manque de vigueur des syndicats professionnels, dont l'*American Federation of Labor*.

D'autre part, tout en se réclamant du progressisme, le *New Republic* demeure assez proche de la philosophie libérale classique qui considère que la société états-unienne et son opinion publique devrait se constituer d'abord et avant tout au sein de la bourgeoisie éclairée. C'est aussi pour cette raison que les libéraux ont été capables de croire que le capitalisme surpasserait les contradictions sociales engendrant les luttes des classes. Pendant la période de prospérité des années 1920, ils ont cru que la solidarité bourgeoise serait inébranlable, précisément parce que les marchés faisaient en sorte que l'intérêt de n'importe qui avait un peu l'argent à investir était essentiellement le même que celui des grands capitalistes industriels.

Pourtant, plus la crise s'amplifie, plus le *New Republic* favorise un radicalisme qui pourtant s'éloigne du marxisme. L'écueil de la surproduction pour maintenir l'économie à flots et l'incapacité pour les États-Unis de planifier adéquatement leur économie, combiné à l'exemple de l'Union soviétique, fait ressortir un dualisme de classe qui oppose désormais cette nouvelle classe moyenne au grand capital. De plus, la faisabilité d'une révolution s'accroît avec la crise, mais cette révolution est perçue et souhaitée comme une transition qui ferait une synthèse entre le communisme et le capitalisme.

Nous avons aussi fait l'hypothèse que les libéraux progressistes, s'étaient progressivement désolidarisés des luttes ouvrières pour voir en l'État providentialiste, qui se met alors en place avec les politiques du *New Deal*, le seul interlocuteur valable. Pourtant, nos analyses tendent à montrer le contraire. En effet, l'exigence des progressistes envers une société plus juste et plus démocratique, qui combinerait à la fois le socialisme au niveau de l'économie et le libéralisme au niveau des pratiques démocratiques, est court-circuitée par les politiques publiques, qui font passer systématiquement les intérêts des grandes compagnies avant ceux du peuple. Ainsi, le *New Republic* ne considère donc plus que son principal interlocuteur devrait être l'État, mais bien les classes moyennes, qui constituent le principal espoir de formation d'une politique de défense contre les intérêts capitalistes. Ainsi, quand un libéral progressiste comme John Dewey, fait appel à la nécessité de former un nouveau parti pour faire face aux intérêts commerciaux des grosses compagnies, c'est à la classe moyenne qu'il fait appel, en prétextant que les conditions ne sont pas en place pour que la classe ouvrière soit apte à mener une lutte politique victorieuse. Ce faisant, le sujet historique de lutte contre le capital passe du prolétariat à la classe moyenne, qui constitue en fait une alliance de la petite bourgeoisie à d'autres classes, telle que la classe agricole, dont le travail a été profondément transformé par les méthodes industrielles. La classe moyenne se présente comme le nouveau sujet historique universalisant, et remplace ainsi en quelque sorte le rôle du prolétariat,

parce qu'elle est considérée comme la meilleure classe pour défendre les intérêts des autres classes.

Enfin, en ce qui concerne le rapport des classes sociales aux rapports de pouvoir et d'influence à l'intérieur de l'État, il paraît clair que d'une part les intérêts industriels et capitalistes ont exercé une très forte influence sur les décisions étatiques depuis la Constitution, mais d'autre part que l'idée de classe moyenne, étendue à l'ensemble des domaines qui ont connu la révolution fordiste dans les années vingt, s'est renforcée pendant la première phase de la Grande Dépression comme construction politique chez les libéraux progressistes comme une classe pouvant s'unifier pour faire face au grand capital. Ce faisant, ce mémoire n'a pas pu s'intéresser d'avantage à la pensée des autres groupes politiques importants pendant la grande dépression, soit les socialistes, les conservateurs et les communistes. Une autre avenue intéressante pour la recherche serait de contraster ce discours avec celui des radicaux qui ne croient aucunement qu'il soit possible de réformer le capitalisme.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- AUDARD, Catherine. « Le "nouveau" libéralisme ». *Alternatives économiques*, vol. 4, no 44, 2009, p.6-27.
- ASHCRAFT, Richard. « Liberalism and the problem of poverty », *A Journal of Politics and Society*, vol.6, no 4, 1992, p.493-516.
- ASHCRAFT, Richard, « Liberal political theory and working-class radicalism in nineteenth-century England ». *Political Theory*, vol. 21, no 2, 1993, p.249-272.
- BAVEREZ, Nicolas. « Chômage des années 1930, chômage des années 1980 ». *Le Mouvement social*, no 154 (janvier-mars), 1991, p. 103-130.
- BEAUCHEMIN, Jacques. « Les formes de l'État et la production de l'éthique sociale dans la perspective de sociologie politique », *Politique et Sociétés*, vol. 16, no 2, 1997, p.67-89.
- BEAUCHEMIN, Jacques. « Transformations du discours éthique au sein des sociétés engagées dans le passage au néo-libéralisme », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol 34, no 4 (novembre), 1997, p. 369-383.
- BEAUCHEMIN, Jacques. BOURQUE, Gilles. DUCHASTEL, Jules. « Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale », *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, 1995, p.15-47.

- BEAUD, Olivier Beaud. « Constitution et constitutionnalisme » In Philippe Raynaud, Stéphane Rials (dir.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris : PUF, 1996, p. 118.
- BEAUSOLEIL, Marie-Ève. « Espaces et pratiques de l'activisme politique de Germaine de Staël lors de la Révolution française (1789-1799) ». Mémoire de maîtrise, 2009, Université de Montréal : Montréal.
- BÉLAND, Daniel. « Néo-institutionnalisme historique et politiques sociales : une perspective sociologique ». *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 3, 2002, p.21-39.
- BENSON, Lee. *The Concept of Jacksonian Democracy: New York As a Test Case*, Princeton, Princeton University Press, 1961
- BERTRAND, Hugues, MAZIER Jacques, PICAUD, Yves, PODEVIN, Gérard. 1982. « Les deux crises des années 1930 et des années 1970 : Une analyse en sections productives dans le cas de l'économie française ». *Revue économique*, vol. 33, no 2, 1982, p. 234-273.
- BIGGERT, Robert. « Why Labor Wins, Why Labor Loses : A Test of Two Theories ». *The Sociological Quarterly*, vol. 38, no 1 (hiver), 1997, p.205-224.
- BLOOM, Alexander. *Prodigal Sons: The New York Intellectuals and Their World*. Oxford : Oxford University Press, 1986.
- BOLLINGER, Pierre. « Theda Skocpol, l'État, l'histoire et la science politique américaine », *Raisons politiques*, vol. 2, no 6, 2002, p. 134-148.
- BOURDIEU, Pierre. « Espace social et genèse des "classes" », In : *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 53-53 (juin), 1984, p.3-4.
- BOURDIEU, Pierre. « La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, vol. 02/03, no 36/37, 1981. p. 3-24.
- BOURDIEU, Pierre. « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 17-18 (novembre), 1977, p.2.
- BOURQUE Gilles, DUCHASTEL Jules. « Texte, discours et idéologie(s) ». *Revue belge de philosophie et d'histoire*, Tome 73, fasc.3, 1995, p.605-619.

- BOURQUE Gilles. DUCHASTEL Jules. BEAUCHEMIN Jacques. « Mais qu'est-ce donc qu'une société libérale? Réponse aux interventions des professeurs Behiels, Brunelle et Rouillard ». 1997. En ligne : http://classiques.uqac.ca/contemporains/bourque_gilles/qu_est_ce_une_societe_liberale/mais_quest_ce_societe_liberale.pdf. Consulté le 5 décembre 2012.
- BORDEN BLAIR, Leon (ed.). *Essays on Radicalism in Contemporary America*. Austin/ London : University of Texas Press, 1972.
- BOUVIER, Jean. « Mouvement ouvrier et conjectures économiques ». *Le Mouvement social*, no 48 (juillet-septembre), 1964, p. 3-30.
- BOTTERO, Wendy. « Class Identities and the Identity of Class ». *Sociology*, vol. 38, no 4, 2004, p.986-1003.
- BOYER, Robert, MISTRAL, Jacques. *Accumulation, inflation, crises*. 2e éd., Paris : Presses Universitaires de France, 1983.
- BUTLER, Judith. *Trouble dans le genre : pour un féminisme de la subversion*. Paris : La Découverte, 2005.
- Canadian Points of View Reference Centre, 2012, En ligne : <http://www.ebscohost.com/public/canadian-points-of-view-reference-centre>, Consulté entre octobre 2012 et janvier 2013.
- CANTO-SPERBER, Monique, URBINATI, Nadia. *Le socialisme libéral : Une anthologie : Europe-États-Unis*. Paris : Esprit, 2003.
- CASTEL, Robert. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris : Fayard, 1995.
- CASTELTON, Edward. « Peut-on être socialiste aux États-Unis? Hier et aujourd'hui », *Cités*, vol. 3, no 43, 2010, p. 109-126.
- CÉSARI, Laurent. « Richard Hofstadter (1916-1970) : Historiographie et politique aux États-Unis », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 18 (avril – juin), 1988, p. 29-42.
- CHARTIER, Jean-François. « Les méthodes de forage de texte pour l'analyse structurale des représentations sociales ». Mémoire. Université du Québec à Montréal : Montréal. 2010.

- CHAVAGNEUX, Christian. « Après le libéralisme », *L'Économie politique*, vol. 4, no 44, 2009, p.5.
- COENEN-HUTHER, Jacques. « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique. *Revue française de sociologie*, vol.44, no 3, 2003, p.531-547.
- COHEN, Déborah, GUIHAUMOU, Jacques. « Crises et révoltes sociales dans l'historiographie de la France contemporaine » *Actuel Marx*, vol.1, no 47, 2010, p.43 à 53.
- D'AMOURS, Martine. « Procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec », *Cahiers du LAREPPS*, no 99-05, 1999.
- DIDIER, Emmanuel. « Quelles cartes pour le New Deal? De la différence entre gouverner et discipliner ». *Genèses*, no 68, 2007, p.48-74.
- DIDIER, Emmanuel. *En quoi consiste l'Amérique? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*. Paris : La Découverte, 2009.
- DIGGINS, John P. *Up from Communism : Conservative Odysseys in American Intellectual History*. New York/Evanston/San Francisco/London : Harper & Row, 1975.
- DUMONT, Fernand. « Idéologie et savoir historique ». *Cahiers internationaux de sociologie*, XXXV, 1963, p. 43-60.
- EISENACH, Eldon, J.. « Progressivism as a National Narrative in Biblical-Hegelian Time », *Social Philosophy and Policy*, vol. 24, no 1 (hiver), 2007, p. 55
- ELEY, Geoff. NIELD, Keith. *The Future of Class in History: What's Left of the Social?*. Ann Harbor: The University of Michigan Press, 2007.
- EWALD, François. *L'État providence*. Paris : Bernard Grasset, 1986.
- EWEN, Stuart. 1983. *Conscience sous influence*, Paris : Aubier Montaigne, 1983.
- FILENE, Peter G. *American Views of Soviet Russia, 1917-1965*. Homewood: The Dorsey Press, 1968.
- FOLEY, Michael. *American Political Ideas: Traditions and Usages*. Manchester/New York : Manchester University Press, 1991.

- FOUCAULT, Michel, *Les mots et les choses*, Paris : Gallimard, 1966.
- FOUCAULT, Michel. *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971.
- FOX PIVEN Frances. CLOWARD Richard A., *Regulating the Poor : The Functions of Public Welfare*, Updated Edition, New York: Vintage Books, 1993 [1973].
- FRADETTE, Guillaume. « Analyse de contenu appliquée au discours éthique néolibéral émanant du journal économique Les Affaires (1985-1998) ». Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal : Montréal, 2000.
- FREITAG, Michel. « La globalisation contre les sociétés. Par delà l'échec circonstanciel de l'AMI : La portée historique de l'autonomisation du capital financier ». In Michel Freitag et Éric Pineault (dir.) *Le monde enchaîné : Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*. Québec : Nota Bene, 1999, p. 231-318.
- FRIDENSON, Patrick. « La formation de la classe ouvrière anglaise ». *Le Débat*, no 3 (juillet-août), 1980.
- FUOSS, Kirk W. « "Community" Contested, Imagined and Performed : Cultural Performance, Contestation, and Community in an Organised-Labor Social Drama ». *Text and Performance Quarterly*, vol. 15, 1995, p. 78-98.
- FUKUYAMA, François. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Trad. de l'anglais par Denis-Armand Canal. Paris : Flammarion, 1992.
- GALBRAITH, John Kenneth. *La crise économique de 1929 : Anatomie d'une catastrophe financière*. Paris : Payot, 1970 [1955].
- GANS, Herbert J. « The Famine in American Mass-Communication Research : Comments on Hirsch, Truchman and Gecas ». *American Journal of Sociology*, vol. 77, no 4 (janvier), 1972, p.697-705.
- GARRATY, John A. « Radicalism in the Great Depression », *Essays on Radicalism in Contemporary America*, sous la dir. Leon Borden Blair, De Austin/ London, University of Texas Press, 1972, p.81-114.
- GAUS, Gerald, COURTLAND, Shane D., « Liberalism », In *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, Edward N. Zalta (dir.), Édition printemps 2011, En ligne : <<http://plato.stanford.edu/archives/spr2011/entries/liberalism/>>. Consulté le 28 novembre 2012.

- GÉLÉFAN, Alain. « Libéralisme ». In *Dictionnaire des idées politiques*, Sous la dir. d'Alain Gélédan, Védonique Godfroy, Frédéric Grolleau, Chrisine du Halgouët, Charles Henry, Jean-Claude Poizat, Guy Rossy-Landi. Paris, Dalloz, 1998, p. 204-207.
- GOLDTHROPE, John H.. MARSHALL, Gordon. « The Promising Future of Class Analysis : A Response to Recent Critiques ». *Sociology*, vol. 26, 1992, p.381.
- GRANJON, Marie-Christine. « Contestation et démocratie dans l'Amérique du 20^e siècle ». *Vingtième Siècle : Revue d'histoire*, no 18 (avril — juin), 1988, p. 43-54.
- GURVICH, George. *Étude sur les classes sociales*. Paris : Gonthier, 1966.
- HABERMAS, Jürgen. *Raison et légitimité : problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*. Paris : Payot & Rivages, 2012 [1973].
- HALL, John (dir.). *Reworking Class*. Ithaca/London : Cornell University Press, 1997.
- HALL, John. « The Reworking of Class Analysis ». In *Reworking Class*. Ithaca/London : Cornell University Press, 1997.
- HALL, Peter A.. TAYLOR, Rosemary R.C. « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, no 3-4, 1997, p.469-496.
- HARDT, Michael. NEGRI, Antonio. *The Labor of Dyonisos : A Critique of the State Form*. Minneapolis : University of Minnesota, 2003.
- HARTZ Louis. *Histoire de la pensée libérale aux États-Unis*. Paris : Economica, 1990 [1955].
- HARVEY, David. « L'urbanisation du capital ». *Actuel Marx*, vol. 1, no 35, 2004, p.41-70.
- HASTING, Michel. « Du socialisme en Amérique. Seymour Martin Lipset et le mystère de l'impossible greffe ». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, no 3, 2008, p. 335 à 362.
- HEDGES, Chris. *La mort de l'élite progressiste*. Montréal : Lux, 2012.
- HEFFER, Jean. *La Grande Dépression : Les États-Unis en crise (1929-1933)*. Saint-Armard. Gallimard/Julliard, 1991 [1976].

- HOFFMANN, Stanley. *Gulliver empêtré*, Paris, Le Seuil, 1971.
- ISSERMAN, Maurice. « Three generations : Historians view American communism », *Labor History*, vol. 26, no 4, 1985, p.517-545.
- JAMES, William. *Le pragmatisme*. Paris : Flammarion, 2010 [1907].
- JOHSUA, Isaac. *La crise de 1929 et l'émergence américaine*. Paris : Presses Universitaires de France, 1999.
- JOHSUA, Isaac. *Une trajectoire du capital : de la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie*. Paris : Syllepse, 2006.
- JOHSUA, Isaac. *La grande crise du XXI^e siècle : une analyse marxiste*. Paris : La Découverte, 2009.
- JOHSUA, Isaac. « Quand 2009 questionne 1929 », *Alternatives économiques*, vol.4, no 48, 2010, p.64 à 84.
- KASPI, André. *Les Américains : 1. Naissance et essor des États-Unis 1607-1945*. Paris : Seuil, 1986.
- LEMEL, Yannick. *Les classes sociales*. Paris : Presses Universitaires de France, 2004.
- LEON, H.D. « Whatever Happened to an American Socialist Party? A Critical Survey of the Spectrum of Interpretations ». *American Quartely*, vol. 23 (mai), 1971, p.236-258.
- LEVASSEUR, Carole. 1995. « Gouverner l'insécurité sociale. La centralité du politique dans la construction de l'État providence contemporain », *Lien social et Politiques*, no 33, 1995, p. 74-60.
- LIVINGSTON, James. « The Social Analysis of Economic History and Theory : Conjectures on Late Nineteenth-Century American Development ». *The American Historical Review*, vol. 92, no 1 (février), 1987, p.69-85
- LOJKINE, Jean (dir.) *Les sociologies critiques du capitalisme : En hommage à Pierre Bourdieu*. Paris : PUF, 2002.
- LOSURDO, Domenico. *Liberalism : A Counter-History*. Trad. par Gregory Elliott. London/New York : Verso, 2011.

- LUKACS, Georg. *Histoire et conscience de classe*. Paris : Minuit, 1960 [1923].
- MANNHEIM, Karl. *Idéologie et utopie : Une introduction à la sociologie de la connaissance*. Préface de Louis Wirth. Trad. l'anglais par Pauline Rollet. Collection Les classiques des sciences sociales. 1929. En ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Mannheim_karl/ideologie_utopie/Ideologie_utopie.pdf. Consulté le 10 décembre 2011.
- MANENT, Pierre. *Histoire intellectuelle du libéralisme*. Paris : Calmann-Lévy, [1987] 2012
- MARTIN, Éric. « Le journalisme et la désymbolisation du monde : pour une critique dialectique de la crise contemporaine du journalisme », Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2007.
- MAZA, Sarah. « Construire et déconstruire la bourgeoisie : discours politique et imaginaire sociale au début du XIX^e siècle ». *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, no 34, 2007, p. 22
- MCNALL, Scott G. « Class Analysis and Social Movement Theory: Toward a Synthesis ». *Mid-American Review of Sociology*, vol. XI, no 2, 1986, p.3-28.
- MELANDRI, Pierre. *Histoire des États-Unis contemporains*. Bruxelles : André Versailles, 2008.
- MELANDRI Pierre, « La rhétorique populiste aux États-Unis », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 56, Numéro spécial: Les populismes (octobre - décembre), 1997, p.184-200.
- MONTGOMERY, David. « To Study the People: The American Working Class ». *Labor History*, vol. 2, no 4, 1980, p.485-512
- MÜNSTER, Arno. *Réflexion sur la crise : Éco-socialisme ou barbarie*. Paris : L'Harmattan, 2009.
- NIBSET, Robert. « The Decline and Fall of Social Class », *Pacific Sociological Review*, vol. 2, no 1, 1959.
- NICHOLS, John. *The "S" Word : A Short History of an American Tradition... Socialism*. London/New York : Verso, 2011.

- PAKULSKI, Jan. WATERS, Malcom. « The reshaping and dissolution of social class in advanced society ». *Theory and Society*, no. 25, 1996, p.667-691.
- PELLS, Richard H.. *Radical Visions & American Dreams : Culture and Social Thought in the Depression*. New York : Harper & Row, 1984 [1973].
- PINARD, Rolande. « Transformations de la société et sens du travail : Discours et pratiques reliés au travail depuis la révolution industrielle ». Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal : Montréal. 1988.
- PLOURDE, Annie. « Le marxisme dialectique face aux grands courants d'analyse en sciences sociales : une critique des analyses positivistes et post-modernistes de la crise de l'État-providence ». Mémoire de maîtrise en sciences politiques, Université du Québec à Montréal : Montréal. 2008.
- POLANYI, Karl. *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris : Gallimard, 1983.
- PORTES, Jacques. *Les États-Unis, de l'indépendance à la Première Guerre mondiale*, Troisième édition, Paris : Armand Colin, 2008 [1991].
- PORTIS, Larry. *Histoire du fascisme aux États-Unis*. Région parisienne : CNT, 200
- POSCA, Julia. « "À chacun selon ses besoins", la production de l'identité salariale dans le régime fordiste nord-américain ». Mémoire de maîtrise en sociologie. Université du Québec à Montréal : Montréal, 2011.
- QUADAGNO, Jill. « Two Models of Welfare State Development: Reply to Skocpol and Amenta », *American Sociological Review*, vol. 50, 1985, p.575-577.
- RESNICK, Stephen. WOLFF, Richard. *New Departures in Marxian Theory*. Taylor & Francis. 2006. En ligne : <http://lib.myilibrary.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048?ID=55309>. Consulté le 13 juin 2012.
- RESNICK, Stephen. WOLFF, Richard. « The Diversity of Class Analyses : A Critique of Erik Olin Wright and Beyond ». *Critical Sociology*, vol. 29, no 1, 2003, p.7-27.
- RESNICK, Stephen. WOLFF, Richard. « Persistance du marxisme traditionnel et pertinence du marxisme surdéterministe ». *Actuel Marx*, vol.2, no 2, 2011, p.136-152.

- RICOEUR, Paul. « La crise : un phénomène spécifiquement moderne? » *Revue de théologie et de philosophie*, no 120, 1988, p.1-19.
- RIOUX, Marcel. « Le socialisme aux États-Unis », *Socialisme* 64, no 1 (printemps), 1964, p.87-107. En ligne :
[http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales]. Consulté le 15 décembre 2011.
- ROUYER Muriel. « Les promesses du constitutionnalisme », *Raisons politiques*, vol 2, no 10, 2003, p.7-23.
- ROSENZWEIG, Roy. « "Socialism in our time": The socialist party and the unemployed, 1929-1936 ». *Labor History*, vol. 20, no 4, 1979, p. 485-509.
- SALAI, Robert. « La formation du chômage comme catégorie : Le moment des années 1930 ». *Revue économique*, vol. 36, no 2, 1985, p.321-365.
- SAUVY, Alfred, « La question du chômage », *L'Europe nouvelle*, 7 janvier 1938, p.5-10.
- SCHUDSON, Michael. « Pourquoi les démocraties ont-elles besoin d'un journalisme détestable? », *Réseaux*, vol. 5, no 157-158, 2009, p. 213-232.
- SIMON, Roland. *Théorie du communisme – Volume 1 : Fondements critiques d'une théorie de la révolution : Au-delà de l'affirmation du prolétariat*. Marseilles : Senonevero, 2001.
- SKOCPOL, Theda. *Vision and method in historical sociology*. Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1984.
- SKOCPOL, Theda. *Protecting Soldiers and Mothers: The Political Origins of Social Policy in the United States*. Cambridge : Belknap Press of Harvard University Press, 1992.
- SKOCPOL, Theda (dir.) *Democracy, Revolution, and History*. Ithaca/London : Cornell University Press, 1998.
- SKOCPOL, Theda, AMENTA, Edwin. « Did Capitalists Shape Social Security? » *American Sociological Review*, vol. 50, no 4, 1985, p.572-575.

- SOBEL, Richard. « Travail salarié et “société salariale” : de Marx à Marx, en passant par la sécurité sociale ». *L'homme et la société*, 2008. vol. 8, no 170-171, 2008, p.175-194.
- SOPPELSA, Jacques. *Les États-Unis : Une histoire revisitée*. Cahors : La Marinière, 2004.
- STEENSLAND, Brian. « Cultural Categories and the American Welfare State: The Case of Guaranteed Income Policy », *American Journal of Sociology*, vol. 111, no. 5, 2006, p. 1273-1326.
- STEUNBERG, Marc W. « Titling the Frame: Considerations on Collective Action Framing from a Discursive Turn », *Theory and Society*, vol. 27, no 6 (décembre), 1998, p.845-865.
- STEWART Micheal. *Keynes*. Paris : Seuil, 1967.
- TELÒ, Mario. *Le New Deal Européen : La pensée et la politique sociale-démocrates face à la crise des années 1930*. Bruxelles : Université de Bruxelles, 1988.
- TERES, Harvey M. *Renewing the Left: Politics, Imagination and the New York Intellectuals*, New York/Oxford: Oxford University Press, 1996.
- TOPALOV, Christian. *La naissance du chômeur 1880-1910*. Paris : Albin Michel, 1994.
- THOMPSON, Edward Palmer. *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Présentation de Miguel Abensour. Paris : Gallimard/ Le Seul, 1988 [1963].
- VANGHAN, Sharon Kay. « Political Theory and the Problem of American Poverty ». Thèse de doctorat, Uversity of Texas, Austin, 2002.
- VEYNE, Paul. *Foucault, sa pensée, sa personne*. Paris : Albin Michel, 2008.
- VILTARD, Pierre. « L'étrange carrière du concept foucaldien d'épistémè en science politique », *Presses de Sciences Po.*, vol. 3, no 23, 2006, p.193 à 202.
- VIPARELLI, Irene. « Crise et conjecture révolutionnaire : Marx et 1848 ». *Actuel Marx*, vol. 2, no 46, 2009, p.122 à 136.
- VIPARELLI, Irene. 2010. « Crise, révoltes et occasion révolutionnaire chez Marx et Lénine ». *Actuel Marx*, vol. 1, no 47, 2010, p.27 à 42.

- WAHL, Jean. *Les Philosophies pluralistes d'Angleterre et d'Amérique*. Paris : Le Seuil, 2005.
- WAHL, Alain M. *The New York Intellectuals: The Rise and Decline of the Anti-Stalinist Left from the 1930s to the 1980s*. The University of North Carolina Press: Capter Hill/London, 1987.
- WEBER, Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Trad. de l'allemand et présentation par Isabelle Kalinowski. Paris : Flammarion, 2002 [1904].
- WEIR, Margaret, ORLOFF, Ann Shola, SKOCPOL, Theda (dir.). *The Politics of Social Policies in the United States*. Princeton : Princeton University Press, 1988.
- WHITE, Morton G. *La pensée sociale en Amérique*. Trad. de l'anglais par M^{me} Mario Lévi, Paris : Presses universitaires de France, 1963.
- WILENTZ, Sean. « On Class and Politics in Jacksonian America », *Reviews in American History*, vol. 10, no. 4, 1982, p.45-46.
- WILLIAMS, Raymond. *Keywords. A Vocabulary of Culture and Society*, New York: Oxford University Press. 1985.
- WIRTH, Louis « Préface » In Karl Mannheim *Idéologie et utopie (Une introduction à la sociologie de la connaissance)*. Trad. de l'anglais par Pauline Rollet. Collection Les classiques des sciences sociales, 1936. En ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Mannheim_karl/ideologie_uto pie/Ideologie_uto pie.pdf.
- ZARETSKY, Eli. *Left : Essai sur l'autre gauche aux États-Unis*. Trad. de l'anglais par Marc Saint-Upéry. Paris :Seuil. 2012.
- ZINN, Howard. *La mentalité américaine : au-delà de Barack Obama*, Montréal : Lux, 2009.
- ZINN, Howard. *Le XX^e siècle américain. Une Histoire populaire de 1890 à nos jours*. Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton. Marseilles/Montréal : Agone/Lux, 2003.
- ZUCKERT, Michael P., « On constitutional welfare liberalim : and old-liberal perspective ». *Social Philosophy and Policy*, vol. 24, no 1 (janvier), 2004, p.266-267.

BIBLIOGRAPHIE DES ARTICLES DU *NEW REPUBLIC*

N.B. Les articles sont classés en ordre chronologique. Les articles trouvés par la recherche sémantique portent la mention (c). Les articles complémentaires, ajoutés de façon itérative, portent la mention (i).

Article publié avant 1929

« Constructive Class-Consciousness ». *New Republic*, vol. 52, no 675, 2 novembre 1927, p. 300-302. (i)

1929

« The Week », *New Republic*, vol. 60, no 782, 27 novembre 1929, p.1-4. (i)

SOULE, George. « Hoover's Task at Home ». *New Republic*, vol. 58, no 743, 27 février 1929, p. 34. (i)

« A New Labor Program ». *New Republic*, vol. 58, no 744, 6 mars 1929, p.56-58.(i)

CHASE, Stuart. « Skilled Work and No Work », *New Republic*, vol. 58, no 746, 20 mars 1929, p.118-123. (c)

« What is Social Intelligence? », *New Republic*, vol. 58, no 748, 3 avril 1929, p.185-187 (c).

DEWEY, John. « The House Divided against Itself », *New Republic*, vol. 58, no 751, 24 avril 1929, p.270-271. (c)

« Labor and the Empire », *New Republic*, vol. 60, no 769, 28 août 1929, p.32-34.(c)

« Class War in North Carolina ». *New Republic*, vol. 60, no 773, 25 septembre 1929, p.137-138. (i)

« A Lesson from New York », *New Republic*, vol. 60, no 776, 16 octobre 1929, p.228-230. (i)

1930

BLIVEN, Bruce. « Herbert Croly and Journalism », *New Republic*, vol. 63, no 815, 16 juillet 1930, p.258-260. (c)

SOULE, George. « Herbert Croly's Liberalism : 1920-1928 », *New Republic*, vol. 63, no 815, 16 juillet 1930, p.253-257. (c)

RUSSELM, Lord. « Cross Section of the Rural Mind ». *New Republic*, vol. 64, no 825, 24 septembre 1930, p.146-151. (c)

1931

WILSON, Edmund. « An Appeal to Progressives », *New Republic*, vol. 65, no 841, 14 janvier 1931, p. 234-238. (i)

SOULE, George. « Hard-Boiled Radicalism », *New Republic*, vol. 65, no 842, 21 janvier 1931, p.261-265. (c)

DE FORD, Miriam Allen. « The Hired Girl », *New Republic*, vol 66, no 848, 4 mars 1931, p.68-71, p.68-71. (c)

DEWEY, John. « Who Might Make a New Party? The Third Article in Dr. Dewey's Series », *New Republic*, vol. 66, no 852, 1^{er} avril 1931, p.177-179. (c)

« The Meaning of the Spanish Revolution », *New Republic*, vol 66, no 856, 29 avril 1931, p.287-289, p.278-289 (c)

VORSE, Mary Heaton. « School for Bums », *New Republic*, vol. 66, no 856, 29 avril 1931, p.292-294. (c)

HARDMAN, J. B. S. « Fifty Years of American Labor I: The Test of Material Result », *New Republic*, vol. 68, no 880, 14 octobre 1931, p. 227-230. (i)

JOSEPHSON, Matthew. « The "New Era": Its Rise and Fall I: The Plateau of Prosperity ». *New Republic*, vol. 68, no 883, 4 novembre 1931, p.315-318. (i)

JOSEPHSON, Matthew. « The "New Era": Its Rise and Fall II: Pink Pills for Panic », *New Republic*, vol. 69, no 885, 18 novembre 1931, p10-14. 5p. (i)

1932

WILSON, Edmund. « Brokers and Pioneers », *New Republic*, vol. 70, no 903, 3 mars 1932, p.142-145. (c)

WILSON, Edmund. « The Literary Class War : I », *New Republic*, vol. 70, no 909, 4 mai 1932, p.319-323. (c)

WILSON, Edmund. « The Literary Class War : II », *New Republic*, vol. 70, no 910, 11 mai 1932, p.347-349. (c)

« The Week », *New Republic*, vol 71, no 991, 18 mai 1932, p.1-4. (c)

COUNTS, George S. « Education – For What? IIL Indoctrination and a Workable Democracy ». vol.71, no 912, 25 mai 1932, p.38-41. (c)

CHASE Stuart, « A New Deal for America », *New Republic*, vol. 71, no 917, 29 juin 1932, p.169-171.(i)

DOS PASSOS, John. « Out of the Red with Roosevelt », *New Republic*, vol. 71, no 919, 13 juillet 1932, p.230-232.(c)

WILSON, Edmund. « Post-war Shaw and Pre-war Bennett », *New Republic*, vol. 71, no 914, 8 septembre 1932, p.92-94. (c)

Articles après 1933

STRACHEY, John. « The Issue Sharpens », *New Republic*, vol. 82, no 1061, 3 avril 1935, p.203-206. (c)

« Brief Histories of the Parties », *New Republic*, vol.88, no 1138, 23 septembre 1936, p.198-199. (i)